

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Date de Publication : 03/01/2020

N° : 2020/160

SOMMAIRE

 **Arrêtés**

Page 3/72

 **Décisions**

Page 73/421

ARRÊTÉS

Arrêté n° 19/254/CM

Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot n° 355 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 16 mars 1990 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 355 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du Comité syndical du SAN du 12 octobre 1987 donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 146/12 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 19 avril 2012 approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

- La délibération n° 222/13 du Comité syndical du SAN Ouest Provence du 20 juin 2013 approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du Conseil municipal d'Istres du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI.

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que Monsieur Matthieu Rigg a sollicité de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'acquisition de la parcelle cadastrée section DH n° 173, d'une superficie totale de 233 m², qui jouxte son lot afin de l'agrandir ;
- Que la géométrie du lot n° 355 va en conséquence être modifiée par cette adjonction et doit en conséquence être abrogé et remplacé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le PLU.

ARRETE

Article 1 :

Est abrogé le Cahier des Charges de Cession de Terrain par arrêté préfectoral du 16 mars 1990, modifié par avenant n° 1 approuvé par l'arrêté n° 47/13 du 30 avril 2013 du Président du SAN Ouest Provence.

Article 2 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 355 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le CCCT approuvé par arrêté préfectoral du 16 mars 1990.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 6 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme
.....

VENTE MAMP / lot 355

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Etablissement Public d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (EPAREB).

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le lot **355** a fait l'objet d'un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) approuvé par arrêté préfectoral du 16 mars 1990 qui définissait un lot de 191 m² doté d'une surface de plancher de 55 m².

Depuis lors, la modification N° 2 du dossier de réalisation sus visé de la ZAC a modifié le calcul des droits à bâtir des lots de la ZAC, règle intégrée au PLU de la ville d'Istres lors de la révision générale du POS en forme de PLU approuvée le 26 juin 2013.

Par ailleurs, Monsieur Matthieu RIGG a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'obtenir la cession d'une emprise complémentaire de 233 m² jouxtant son lot.

A cette occasion, il convient donc d'approuver la nouvelle composition foncière du lot 355 par un nouveau CCCT qui abroge et remplace le CCCT approuvé le 16 mars 1990 et qui fixe les droits à bâtir du lot tels qu'ils résultent de l'application du PLU opposable.

Le présent CCCT est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1 / Désignation du vendeur et de l'Acquéreur

La présente cession est consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence à :

Monsieur Mathieu RIGG, demeurant : chemin des Arcades, ZAC du Ranquet à Istres (13800).

2 / Désignation du ou des terrains

Les parcelle cédées d'une superficie totale de **424 m²**, figurent au cadastre sous la section **DH n° 0173 et n° 184**. Elles sont situées en zone UDran du PLU de la commune d'Istres et constituent le **lot n° 355** à usage privatif.

3 / Utilisation des terrains

Les terrains susvisés sont cédés en vue de l'attribution de droits à bâtir de **100 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

4 / Conditions de cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU, aux délais d'exécution du programme des équipements publics et aux prescriptions techniques urbanistiques et architecturales énoncées au titre III pendant la durée de la réalisation de la zone.

Le présent CCCT comporte les clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application des articles L.411-2 à L.411-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Il détermine les conditions dans lesquelles les cessions, locations ou concessions d'usage sont résolues en cas d'inexécution des charges.

II – DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DES CONSTRUCTEURS OU UTILISATEURS

1 / Obligations de l'Aménageur

L'aménageur s'engage à réaliser les équipements publics et collectifs prévus dans le dossier de Réalisation de la ZAC.

2 / Délais d'exécution

NEANT

3 / Prolongation éventuelle des délais

NEANT

4 / Sanctions à l'égard du constructeur ou de l'utilisateur

En cas d'inobservation de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession ou de location et de ses annexes, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit décider de la résolution de la vente, soit de l'application de la clause pénale ci-après stipulée:

4.1 Clause Pénale

Si le constructeur ou l'utilisateur ne respecte pas les obligations du présent CCCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours.

Si passé ce nouveau délai, le constructeur ou l'utilisateur ne s'est pas conformé aux termes de la mise en demeure signifiée, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera en droit de prétendre à une indemnité irréductible fixée à 1/1000ème du prix de cession hors taxes par jour calendaire de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 % la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2 Résolution de la vente

La résolution pourra être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notifiée par acte d'huissier en cas d'inexécution des obligations prévues au présent CCCT.

La résolution pourra également être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession et de ses annexes.

L'Acquéreur se verra rembourser les sommes versées à la Métropole Aix-Marseille-Provence le jour de la résolution, déduction faite de 10 %, à titre de dommages et intérêts forfaitaires.

Tous les frais seront à la charge du constructeur ou de l'utilisateur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du cessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation.

5 / Vente - Partage des terrains cédés ou loués

Le constructeur ou l'utilisateur est autorisé à céder le terrain à un organisme de crédit-bail, à la condition expresse que celui-ci consente le crédit-bail au profit du constructeur ou de l'utilisateur.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie, tant que les obligations du présent CCCT ne sont pas remplies.

En cas de cessions successives, les constructeurs ou utilisateurs successifs seront tenus par les présentes dispositions.

Tout morcellement, quelle qu'en soit la cause, des terrains cédés est interdit, même après réalisation des travaux prévus, sauf autorisation spéciale et expresse accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

6 / Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par le constructeur ou l'utilisateur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le CCCT, seraient nul et de nul effet.

Cette nullité pourra être évoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de vente par la Métropole Aix-Marseille-Provence ou à défaut par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

7 / Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux dans le cas d'une nullité.

Après achèvement des travaux, le constructeur ou l'utilisateur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des constructions sans en avoir avisé la Métropole Aix-Marseille-Provence au moins deux mois à l'avance.

La Métropole Aix-Marseille Provence pourra jusqu'à l'expiration de ce délai exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un constructeur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'aspect extérieur des constructions devra être amélioré.

Les imitations de matériaux, l'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérées) sont interdits. On fera usage d'enduits colorés de ton clair.

Pour les couvertures sont autorisés :

- L'usage de tuiles (terre cuite ou béton),
- Les toits terrasse.

Les panachages de couleur sont interdits.

Les clôtures seront de forme simple (murets surmontés d'une lisse de bois ou clôture grillagée fixée sur poteaux métalliques doublée d'une haie vive.

IV – GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

Terrains destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces collectifs

Les espaces plantés figurant au PLU sont destinés à être incorporés dans le Domaine Public de la Commune d'Istres.

Annexe : plan de bornage

PROPRIÉTÉ MÉTROPOLE
AIX MARSEILLE PROVENCE



PLAN DE BORNAGE DE VENTE

Propriété Métropole Aix Marseille Provence
Acquisition par M.RIGG
Parcelle à acquérir : DH-173
S = 224 m²

Propriété Initiale de M.RIGG
Lot n°355
DH-184
S = 191 m²

Propriété Totale de M.RIGG
Lot n°355
DH-173 + 184 = 415 m²

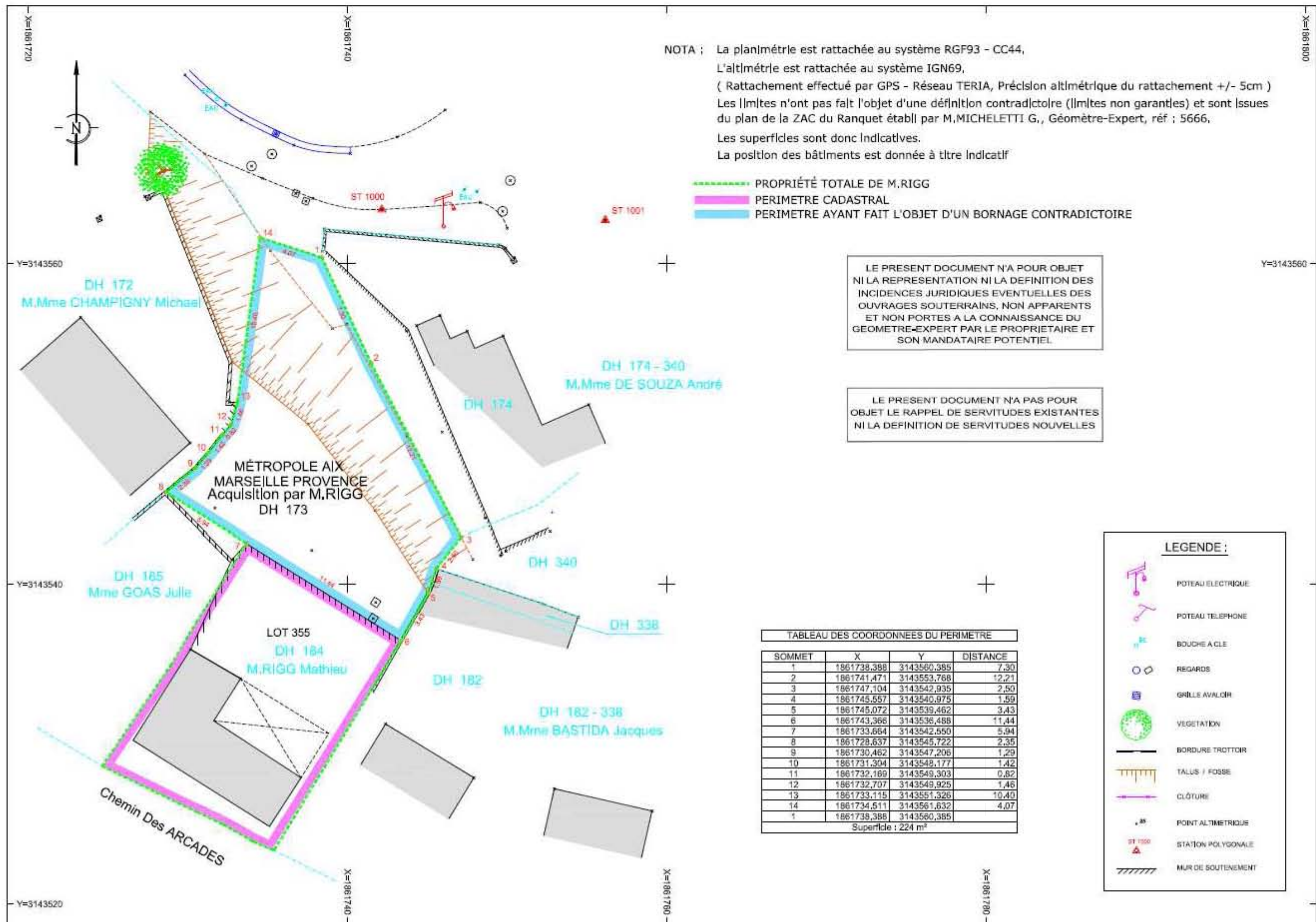
Echelle : 1/200

A BERRE L'ETANG LE 22 OCTOBRE 2019

GUILLAUME PERNOT
GEOMETRE-EXPERT FONCIER
Inscription numéro 5074
Successeur CHABLIS
10 Lotissement "Campagne Bleue"
13130 BERRE L'ETANG
Tél. 04.42.85.42.32
Fax. 04.42.85.32.77
E-mail : cabineLpernot@wanadoo.fr
ADRESSE POSTALE
B.P. 90027
13131 BERRE L'ETANG CEDEX

TERRAIN:	AC-JOD	DOSSIER:	11855/18
BUREAU:	AC-GP	REPRODUCTION RESERVEE	
VERIFICATION:	GP	REFERENCE:	11855 VENTE.dwg

L'authenticité de ce document est exclusivement assurée par la signature originale du Géomètre-Expert



Arrêté n° 19/255/CM

Arrêté de réquisition du personnel de la Direction de la Gestion des Equipements Trafic (DGET) de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Le mouvement de grève national dans la fonction publique annoncé pour la journée du jeudi 5 décembre 2019 et les préavis de grève déposés par les organisations syndicales ;
- L’information suivant laquelle le mouvement sera suivi en particulier au sein de la Direction de la Gestion des Equipements de Trafic (DGET) de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence, chargée du bon fonctionnement et de la sécurité des usagers dans les tunnels Vieux Port, Joliette, Major et Saint Charles qui assurent la fluidité du trafic routier de l’agglomération marseillaise ;
- L’impossibilité de maintenir ces tunnels ouverts dans des conditions de sécurité optimales en l’absence du nombre requis d’agents d’exploitation ;
- Que toutefois la fermeture des tunnels serait de nature à remettre en cause gravement la sécurité des personnes en raison de l’impossibilité pour les services de secours d’urgence ou d’incendie de porter assistance à la population en cas d’accident ou de toute autre menace visant les personnes ;
- Qu’il est urgent d’assurer la fluidité du trafic routier dans et à proximité immédiate de l’agglomération marseillaise ;

- Que dans ce contexte, il convient de remédier par des mesures appropriées et proportionnées à cette situation ;
- Que l'urgence de la situation et le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public justifient la réquisition des personnels de la Direction de la Gestion des Equipements de Trafic de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

Les personnels dont les noms suivent sont requis aux dates et heures mentionnées ci-après pour assurer leurs fonctions habituelles concernant la surveillance et la sécurité des tunnels Vieux Port, Joliette, Major et Saint-Charles :

- M. Eric SCHNEIDER, demeurant 6656 chemin des Cent Pins 13590 MEYREUIL, à partir du mercredi 4 décembre 2019 à 21h30, jusqu'au jeudi 5 décembre 2019, 6 h 00 ;
- M. Julien QUINSON, demeurant Château Gombert, 6 boulevard Fernand Durbec, 13013, à partir du mercredi 4 décembre 2019 à 21h30, jusqu'au jeudi 5 décembre 2019, 6 h 00 ;
- M. Alexandre DIACURACHI, demeurant 8 impasse Hector Berlioz, Zac des Pallières 13170 LES PENNES MIRABEAU, à partir du mercredi 4 décembre 2019 à 21h30, jusqu'au jeudi 5 décembre 2019, 6 h 00 ;
- M. Laurent DRAY, demeurant Résidence Château Saint Cyr, 22 avenue Elleon -Bat D 13010 MARSEILLE , le jeudi 5 décembre 2019 de 5 h 00 à 14 h00 ;
- M. Jean-Philippe CALMETTES, demeurant 33 avenue des Goumiers, 13008 MARSEILLE, le jeudi 5 décembre 2019 de 5 h 00 à 14 h00 ;
- M. Jean - Marc GENESTA, demeurant domaine des Beauprès 2, 33 avenue Robert Schuman ,13700 MARGNANE, le jeudi 5 décembre 2019 de 5 h 00 à 14 h00 ;
- M. Eric PLUMHANS, demeurant 3 chemin Colline Saint Joseph, Le Val Marie - Bat D1 13009 MARSEILLE , le jeudi 5 décembre 2019 de 5 h 00 à 14 h00 ;
- M. Emmanuel ARMAND, demeurant 23 Parc Beauvallon Pinède 23 Traverse de Rabat 13009 MARSEILLE, le jeudi 5 décembre 2019 de 13 h00 à 23 h00 ;
- M. François PAPEGNIES demeurant Tour 5 La Castille, 22 allée Granados 13008 MARSEILLE, le jeudi 5 décembre 2019 de 13 h00 à 23 h00 ;
- M. Florent PECORAI, demeurant 106 Bd Romain Rolland, résidence Oxygène – Bat A- Appartement 202 13010 MARSEILLE, le jeudi 5 décembre 2019 de 13 h00 à 23 h00 ;

Article 2 :

A défaut d'exécution du présent ordre de réquisition il pourra être procédé à son exécution d'office.

Article 3 :

Le présent ordre de réquisition sera notifié aux agents requis par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 4 :

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, un recours contentieux peut être formé devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 2 décembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/256/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque de torréfaction d'achat et de vente de café et accessoires situé 150 avenue du Prado 13008 Marseille, à la SARL Torréfaction Provence, représentée par Madame Margaux Sachy

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété et des Personnes ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de Voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- L'appel à projet lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'exploitation d'un kiosque de torréfaction, d'achat et de vente de café et accessoires situé 150 avenue du Prado 13008 Marseille ;
- Le résultat de la consultation qui attribue l'autorisation d'occupation à la SARL Torréfaction Provence, représentée par Madame Margaux Sachy, domiciliée 113 rue de l'Olivier 13005 Marseille, enregistrée au RCS Marseille sous le n° 841 894 447, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

La SARL Torréfaction Provence, représentée par Madame Margaux Sachy, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de 15,70 m² sur le domaine public, sis 150 avenue du Prado 13008 Marseille, en vue d'y exercer une activité de torréfaction, d'achat et de vente de café et accessoires.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avertir la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Décembre 2019

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/257/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque à ongles situé 56 cours Pierre Puget 13006 Marseille à Madame Béatrice Massoubre

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement général des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- Le règlement de Voirie du Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

- L'appel à projet lancé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour l'exploitation d'un kiosque à ongles situé 56 cours Pierre Puget 13006 Marseille ;
- Le résultat de la consultation qui attribue l'autorisation d'occupation à Madame Béatrice Massoubre, domiciliée au Super Cadenelle – Bâtiment Montcalm 2 – 122 rue du Commandant Rolland 13008 Marseille, enregistrée au Répertoire des Métiers sous le n° SIRET 879 151 108 00013, en vue d'exploiter un kiosque sur le domaine public.

ARRETE

Article 1 :

Madame Béatrice Massoubre, est autorisée à exploiter un kiosque d'une dimension de 15,70 m² sur le domaine public, sis 56 cours Pierre Puget 13006 Marseille, en vue d'y exercer une activité d'onglerie.

Article 2 :

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous-location entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée d'un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

Article 5 :

Le bénéficiaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, voté par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée.

Article 6 :

Si le bénéficiaire ne désire plus faire l'usage de la présente autorisation, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile et produire à la Direction Ressources et Domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le bénéficiaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Décembre 2019

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le Règlement Général des Emplacements de la Ville de Marseille visé ci-dessus.

Article 11 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 12 :

Tout manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 13 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Décembre 2019

Arrêté n° 19/258/CM

Arrêté rectificatif portant mise à jour n°3 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air relatives à la révision du Règlement Local de Publicité

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles R.151-53 ; R.153-18 ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2014-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 088-219/16/CM du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- Le PLU approuvé de la commune de Bouc-Bel-Air et ses évolutions en vigueur ;
- La délibération n° URB 059-5190/18/CM du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018, approuvant la révision du Règlement Local de Publicité de la commune de Bouc Bel Air ;
- L'arrêté initial de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°19/162/CM du 22 juillet 2019 concernant la mise à jour n°3 des annexes du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air relatives à la révision du Règlement Local de Publicité.
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des dispositions du 11^{ème} alinéa de l'article R.151-53 du Code de l'Urbanisme, le Règlement Local de Publicité figure en annexe du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc Bel Air.
- Que le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air dispose en annexe n°5.7 d'un Règlement Local de Publicité en date du 21 janvier 1999.
- Qu'il est nécessaire de mettre à jour l'annexe n°5.7 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air afin d'y annexer le Règlement Local de Publicité dont la révision a été approuvée le 13 décembre 2018.
- Qu'un exemplaire du Règlement Local de Publicité de Bouc-Bel-Air approuvé par la délibération n° URB 059-5190/18/CM du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 a été transmis au contrôle de légalité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône pour la mise à jour des annexes du Plan Local de l'Urbanisme.
- Qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le dossier de Règlement Local de Publicité joint à l'arrêté de mise à jour n°3 des annexes. La date d'approbation du Règlement Local de Publicité n'a pas été mentionnée dans les pages de garde/cartouche du dossier de Règlement Local de Publicité.
- Qu'il convient en conséquence de rédiger un arrêté rectificatif afin que les pages de gardes et/ou cartouches des pièces du Règlement Local de Publicité suivantes indiquent la date d'approbation du Règlement Local de Publicité par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 13 décembre 2018 :
 - Page de garde du dossier d'approbation,
 - Cartouche du rapport de présentation,
 - Cartouche du règlement,
 - Cartouches de l'ensemble des annexes.

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°19/162/CM de Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 22 juillet 2019 concernant la mise à jour n°3 des annexes du Plan Local de l'Urbanisme relatives à la révision du Règlement Local de Publicité est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2 :

Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bouc-Bel-Air est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout dans ses annexes du Règlement Local de Publicité approuvé le 13 décembre 2018.

Article 3 :

La mise à jour des annexes du Plan Local d'Urbanisme, sur support papier, est tenue à la disposition du public :

- À la mairie de Bouc-Bel-Air - Service Urbanisme et Développement - Pôle municipal de Sauvecanne - 13320 Bouc-Bel-Air,
- À la Métropole Aix-Marseille-Provence, Territoire du Pays d'Aix - Direction adjointe PLUi et proximité - Immeuble le Quartz - 1er étage - 40 route de Galice - 13090 Aix-en-Provence).

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2019

Article 4 :

Le dossier de Règlement Local de Publicité intégrant la date d'approbation du Règlement Local de Publicité sur les pages de garde et/ou cartouches est joint au présent arrêté.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 153-18 du Code de l'Urbanisme, le présent arrêté fera l'objet d'un affichage au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en Mairie de la commune de Bouc-Bel-Air pendant le délai d'un mois minimum.

Article 6 :

Les dispositions de cet arrêté publié au recueil des actes administratifs, peuvent faire l'objet d'un recours pendant un délai de deux mois auprès du Tribunal Administratif de Marseille. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté

Fait à Marseille, le 19 décembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/259/CM

Arrêté d'engagement - Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues - Procédure de modification n° 1

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové ;
- La loi n° 2020-1545 du 20 décembre 2014 de Simplification de la Vie des Entreprises et portant dispositions diverses de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de délégation de compétences du Conseil de la Métropole aux Conseils de Territoire ;
- La délibération cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 de répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs Présidents respectifs ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération de la commune de Martigues n° 19-248 du 20 septembre 2019 saisissant le Conseil de Territoire du Pays de Martigues afin qu'il demande au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence de solliciter l'engagement de la procédure de modification n°1 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- L'avis n° 2019-062 du 17 octobre 2019 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues relatif à l'engagement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2019

- La délibération du Conseil de la Métropole n° URB 025-7128/19/CM du 24 octobre 2019 sollicitant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues en vigueur.
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions

CONSIDÉRANT

- La nécessité de modifier le Plan Local d'Urbanisme pour :
 - améliorer la forme urbaine en vue de renforcer la qualité de vie des habitants par la prise en compte de la qualité paysagère, la réévaluation du coefficient d'espaces verts, la modification des règles d'implantation des constructions ;
 - renforcer la réglementation des zones soumises au ruissellement pluvial, notamment pour les rez-de-chaussée habitables ;
 - reclasser en zone urbaine à vocation d'activités (UE) le site Picasso actuellement classé en zone urbaine à vocation d'habitat (UB), conformément à son usage ;
 - apporter des précisions et adaptations réglementaires ;
 - rectifier des erreurs matérielles (graphique, syntaxe, numérotation, ...) ;
 - mettre à jour les emplacements réservés.
- Qu'il apparaît en conséquence utile d'adapter le Plan Local d'Urbanisme sur ces points ;
- Que la modification n° 1 envisagée aura dès lors pour effet de modifier :
 - le rapport de présentation ;
 - le règlement (pièce écrite et pièces graphiques) ;
 - les orientations d'aménagement et de programmation (corrections graphiques et écrites) ;
 - les annexes.
- Que le projet envisagé ne change pas les orientations définies au projet d'aménagement et de développement durable, qu'il ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, ou une zone naturelle et forestière, qu'il ne réduit pas une protection ;
- Que les modifications du Plan Local d'Urbanisme projetées relèvent du champ d'application de la procédure de modification conformément au Code de l'Urbanisme ;
- Qu'à la suite de la délibération de la commune de Martigues, le Conseil de Territoire du Pays de Martigues a émis un avis favorable sur l'engagement par la Métropole Aix-Marseille-Provence de la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues ;
- Que le Conseil de la Métropole sollicite de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2019

ARRETE

Article 1 :

Est prescrit la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues.

Article 2 :

La modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Martigues permettra :

- d'améliorer la forme urbaine en vue de renforcer la qualité de vie des habitants par la prise en compte de la qualité paysagère, la réévaluation du coefficient d'espaces verts, la modification des règles d'implantation des constructions ;
- de renforcer la réglementation des zones soumises au ruissellement pluvial, notamment pour les rez-de-chaussée habitables ;
- de reclasser en zone urbaine à vocation d'activités (UE) le site Picasso actuellement classé en zone urbaine à vocation d'habitat (UB), conformément à son usage ;
- d'apporter des précisions et adaptations réglementaires ;
- de rectifier des erreurs matérielles (graphique, syntaxe, numérotation, ...) ;
- de mettre à jour les emplacements réservés.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique seront précisées par arrêté du Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2019

Arrêté n° 19/261/CM

Prescription de la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 101-1, L. 101-2, L. 153-36, L. 153-37, L. 153-40, L. 153-41, L. 153-43, L. 153-44, R. 153-20 et R. 153-21 ;
- L'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;
- L'ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre I^{er} du Code de l'Urbanisme ;
- Le Plan Local d'Urbanisme de la ville d'Istres approuvé par délibération n° 231/13 du Conseil municipal du 26 juin 2013 qui a fait l'objet d'une annulation partielle, de trois mises à jour approuvées par arrêtés n° 877/15 du 15 juillet 2015, n° 1610/2016 du 9 novembre 2016 et n° 5/18 du 15 octobre 2018, de deux modifications simplifiées approuvées par délibérations du Conseil municipal n° 36/15 du 20 février 2015 et n° 189/2016 du 10 février 2016 et d'une modification approuvée par délibération n° 39/16 du Conseil municipal du 2 mars 2016 ;
- La délibération n° URB 013-6003/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 16 mai 2019 portant approbation de la modification simplifiée n° 3 du Plan Local d'Urbanisme d'Istres, des procédures de modification n° 2 et de modification simplifiée n° 4 ;
- La délibération-cadre n° URB 001-3559/18/CM du Conseil de la Métropole du 15 février 2018 portant répartition des compétences relatives à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire et leurs présidents respectifs ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les courriers de la commune d'Istres du 24 juin et du 4 juillet 2019 sollicitant l'engagement d'une procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme ;

- La délibération n° URB 022-6804/19/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 26 septembre 2019 sollicitant de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n° 3 ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

CONSIDÉRANT

- La nécessité d'ouvrir à l'urbanisation le site du Mas Neuf à Istres pour y recevoir une urbanisation mixte (sous la forme d'une opération d'ensemble) à vocation principalement résidentielle sous la forme d'un quartier vert favorisant les mobilités douces et espaces de détente ;
- La nécessité de modifier le règlement du secteur 2AU5 pour autoriser une ouverture à l'urbanisation ;
- La nécessité de modifier le règlement du secteur Nc dédié aux carrières, dans son article N11 ;
- Que les adaptations du Plan Local d'Urbanisme envisagées remplissent les conditions définies par le Code de l'Urbanisme pour y procéder par voie d'une procédure de modification n° 3 ;
- Que cette adaptation relève du champ d'application de la procédure de modification conformément à l'article L. 153-41 du Code de l'Urbanisme ;
- Que pour la mise en œuvre de la procédure de modification, le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnés aux articles L. 132-7 et L. 132-9, seront joints au dossier d'enquête publique ;
- Que les modalités de l'enquête publique seront précisées par le Conseil de Territoire et portées à la connaissance du public au moins quinze jours avant le début de cette enquête ;
- Qu'à l'issue de l'enquête publique, Madame la Présidente en présentera le bilan devant le Conseil de la Métropole, qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

ARRETE

Article 1 :

Est prescrite la procédure de modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres.

Article 2 :

La modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres concernera :

- l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Mas Neuf actuellement classé en zone 2AU5 pour y permettre la réalisation d'un projet urbain et paysager en continuité urbaine de la commune de Miramas ;
- la modification du règlement du secteur Nc dédié aux carrières, au sein de la zone naturelle N dans son article N11 afin de porter la limite d'excavation de 20 mètres à 10 mètres de la limite séparative.

Les modalités de l'enquête publique seront précisées par le Conseil de Territoire et portées à la connaissance du public au moins quinze jours avant le début de cette enquête.

Reçu au Contrôle de légalité le 16 Décembre 2019

Article 3 :

Le présent arrêté sera affiché au siège de la Métropole, à la Direction de l'Aménagement du Conseil de Territoire, en Mairie d'Istres durant un mois, ainsi que sur le site internet du Conseil de Territoire. Il fera l'objet d'un avis au public qui sera inséré dans la presse locale.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 16 décembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/262/CM

Désignation du référent alerte de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence , à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique et notamment son article 8 ;
- Le décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'Etat ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

Monsieur Michel Poggetti, Inspecteur Général des Services est désigné référent alerte de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille le, 31 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 31 Décembre 2019

Arrêté n° 19/263/CM

Arrêté d'occupation temporaire du domaine public pour le kiosque alimentaire situé 8 Boulevard Frédéric Sauvage 13014 Marseille à Madame Gladys Diaz.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code du Travail, notamment les articles R.4228-1 et R.4228-10 à 16 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le règlement sanitaire départemental des Bouches-du-Rhône ;
- Le règlement des Emplacements Publics de la Ville de Marseille résultant de l'arrêté n° 89/016/SG du 19 janvier 1989 ;
- L'arrêté municipal n° 96/046/SG du 5 février 1996 relatif aux conditions d'hygiène des kiosques alimentaires installés sur le domaine public ;
- L'arrêté municipal n° 2005/01/SE du 12 janvier 2005 qui réglemente les heures de fermeture des kiosques alimentaires ;
- L'arrêté ministériel du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et de denrées alimentaires ;
- Le règlement de voirie du Conseil de Territoire Marseille-Provence de la Métropole d'Aix Marseille Provence adopté par délibération du 18 décembre 2006.

CONSIDÉRANT

La demande déposée par Madame Gladys DIAZ, domiciliée : 1 parc Dromel – 19 boulevard Sainte Marguerite 13009 Marseille, en vue d'exploiter un kiosque alimentaire sur le domaine public à l'adresse suivante :

8 Boulevard Frédéric Sauvage 13014 Marseille
RM 839 445 079 00016 Marseille.

ARRETE

Article 1 :

Madame Gladys Diaz, est autorisée à exploiter un kiosque alimentaire d'une dimension de 18.80 m² sur le domaine public, sis 8 Boulevard Frédéric Sauvage 13014 à Marseille, en vue de procéder à la vente de tout produit alimentaire chaud et froid notamment sandwiches, salades, desserts, glaces, et des boissons hygiéniques sans alcool tel que défini par le code des débits de boissons, à l'exception des plats cuisinés en sauce.

Toutes autres activités sont interdites sur cet emplacement.

Article 2

La présente autorisation est personnelle. Toute cession ou sous location est interdite. Tout manquement à cette règle entraînera l'abrogation de l'autorisation.

Article 3 :

La présente autorisation est délivrée à titre temporaire, précaire et révocable. La Métropole Aix-Marseille-Provence, à son initiative, pourra toujours la modifier ou l'abroger si l'intérêt public l'exige.

Toute création ou changement de statut juridique pour l'exploitation, doit obtenir l'accord préalable de l'Administration. A défaut, la présente autorisation sera abrogée de plein droit.

Article 4 :

La présente autorisation est délivrée pour une durée de un an à l'issue de laquelle elle sera reconductible tacitement dans la limite de cinq ans.

En cas de non-reconduction, dûment motivée, le titulaire sera averti par courrier recommandé, dans les six mois qui précèdent la date anniversaire de signature de la présente autorisation. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

Article 5 :

Le titulaire est tenu d'acquitter les redevances suivant les droits fixés par le tarif en vigueur, payable en une seule fois et d'avance. En cas de carence de sa part, l'autorisation sera immédiatement abrogée. Le titulaire devra produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans le premier semestre de l'année en cours un bilan de l'année antérieure indiquant le chiffre d'affaires réalisé.

Ce kiosque comportant des toilettes publiques, le titulaire a l'obligation de mettre ces toilettes à disposition gratuite de tout le public et non seulement de «ses consommateurs» et ce aux heures normales d'ouverture du kiosque. En contrepartie du service rendu à la Métropole, la redevance d'occupation du Domaine Public, comportant la part fixe et la part variable, est réduite de 50%. Cette réduction est fondée sur trois éléments indispensables :

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019

- 1- La mise à disposition gratuite des toilettes à tout public.
- 2- L'ouverture quotidienne des toilettes (à l'exception des congés et jours normaux de fermeture du kiosque)
- 3- L'entretien et l'hygiène parfaite des toilettes

L'absence ou la fourniture incomplète de l'une des prestations annulerait automatiquement la réduction de la redevance.

Article 6 :

Si le titulaire ne désire plus faire l'usage de la présente permission de voirie, il devra immédiatement en avvertir la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence sous peine de continuer à payer la redevance. La Métropole Aix-Marseille-Provence abrogera la présente permission.

La collectivité aura le choix, sans qu'il résulte un droit à indemnité pour l'occupant : soit d'exiger la remise en état d'origine, aux frais du propriétaire. A défaut, la Métropole Aix-Marseille-Provence se substituera au propriétaire, après une mise en demeure restée infructueuse, pour la dépose de l'édicule aux frais du propriétaire ; soit de conserver les installations édifiées par l'occupant. Dans ce cas, la propriété desdites installations lui sera transférée de plein droit à titre gratuit au terme de la présente autorisation.

Article 7 :

Le titulaire devra contracter une assurance à responsabilité civile, et produire à la Direction Ressources et Domaine Public de la Métropole Aix-Marseille-Provence un exemplaire de la police d'assurance et présenter les quittances afférentes chaque année.

Article 8 :

Le titulaire se conformera aux arrêtés et règlements relatifs à la sécurité et à l'hygiène publique et au règlement de voirie.

Article 9 :

Le kiosque et ses abords immédiats devront être tenus en état constant de propreté. Aucun écoulement des eaux usées ne sera toléré dans le caniveau ou en dehors du réseau adéquat.

Article 10 :

Sont également applicables à la présente autorisation les prescriptions stipulées dans le règlement général des Emplacements de la Ville de Marseille, dans l'arrêté municipal n° 96/046/SG réglementant les conditions d'hygiène au sein des kiosques alimentaires.

Article 11 :

Conformément à l'article L2124-32-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, l'occupant qui entend se prévaloir de l'existence d'un fonds de commerce sur les parcelles occupées en vertu de la présente autorisation, pourra saisir la Métropole Aix-Marseille-Provence d'une demande de reconnaissance de fonds de commerce.

Si la Métropole Aix-Marseille-Provence constate que les éléments constitutifs du fonds de commerce, notamment l'existence d'une clientèle propre, sont effectivement réunis, elle pourra être sollicitée à l'occasion d'un projet de cession dudit fonds au profit d'un éventuel acquéreur,

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019

dans les conditions posées par l'article L2124-33 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

De même, par dérogation à l'alinéa 1er de l'article 2 du présent arrêté, la reconnaissance d'un tel fonds de commerce est susceptible d'entraîner la transmission du présent titre à un successeur, en cas de décès de l'occupant, personne physique exploitant ledit fonds, et ce dans les conditions posées par l'article L2124-34 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

Enfin, par dérogation au premier alinéa de l'article 3, l'occupant dont la présente convention serait résiliée pour motif d'intérêt général, pourra également prétendre à l'indemnisation de la perte de son fonds de commerce, sous réserve de la vérification des éléments constitutifs dudit fonds par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 12 :

Dans le cas où il y aurait des plaintes de riverains, l'autorisation d'exploitation sera reconsidérée.

Article 13 :

L'exploitant du kiosque devra cesser son activité et fermer son édicule à 23 heures. A défaut, et en cas de récidive, une procédure d'abrogation du présent arrêté sera engagée.

Article 14 :

En cas de faute de la part de l'occupant (manquement aux règles énoncées dans le présent arrêté), le titre sera abrogé, après une éventuelle mise en demeure restée infructueuse dans un délai raisonnable, sans droit à indemnité.

Article 15 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019

Arrêté n° 19/266/CM

Approbation de l'avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 242.B ZAC du Ranquet à Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- L'arrêté du Président du SAN Ouest Provence n° 02/10 du 4 avril 2010 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 242.B ;

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Décembre 2019

- La délibération n° 276/87 du Comité Syndical du SAN du 12 octobre 1987 donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 146/12 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 19 avril 2012 approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 20 juin 2013 approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du Conseil Municipal d'Istres du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI ;

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 242.B approuvé par arrêté du Président du SAN Ouest Provence n° 02/10 du 4 avril 2010 ;
- Que les droits à construire de chaque lot ont été modifiés lors de l'approbation du PLU de la commune d'Istres et qu'en conséquence, il convient d'adapter le préambule et l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain précité.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant n° 1 du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 242.B, tel qu'il est annexé au présent arrêté, abrogeant et remplaçant le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain de ce même lot.

Article 2 :

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur ; 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 décembre 2019

Martine VASSAL

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

Lot 242.B

Le présent avenant n° 1 au Cahier des Charges de Cession de Terrain est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il abroge et remplace le préambule et les points 2 et 3 (2/ Désignation du ou des terrains, 3/ Utilisation des terrains) de l'article I du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° **242.B** (section **DE n° 0022 et n° 0312**) approuvé par l'arrêté du Président du SAN Ouest Provence n° 02/10 du 4 avril 2010.

Le préambule est modifié comme suit :

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Etablissement Public d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (EPAREB).

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître CEAGLIO en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du Comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le présent CCCT est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

L'article I est modifié comme suit :

Article I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

2/ Désignation du ou des terrains

Les parcelles cédées d'une superficie totale de **687 m²**, figurent au cadastre sous la section **DE n° 0022 et n° 0312**. Elles sont situées en zone UDran du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres et constituent le **lot n° 242.B** à usage privatif.

3/ Utilisation des terrains

Les terrains susvisés se voient attribuer un droit à bâtir de **100 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

Les points 1 et 4 de l'article I (1/ Désignation du vendeur et de l'acquéreur, 4/ Conditions de cession) ainsi que les autres articles du Cahier des Charges de Cession de Terrain demeurent inchangés.

Arrêté n° 19/267/CM

Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain concernant le lot N° 513 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres.

Abroge et remplace le CCCT approuvé par arrêté préfectoral du 3 mai 1990, modifié par avenant n° 1 approuvé par arrêté du Président du SAN Ouest Provence n° 86/14 du 5 juin 2014

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de Cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 3 mai 1990 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 513 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres modifié par avenant n°1 approuvé par arrêté du Président du SAN Ouest Provence n° 86/14 du 5 juin 2014 ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Décembre 2019

- La délibération n° 276/87 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 12 octobre 1987 donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 146/12 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 19 avril 2012 approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;
- La délibération n° 222/13 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 20 juin 2013 approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du Conseil Municipal d'Istres du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI ;

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que Madame et Monsieur Didier Dieu ont sollicité de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section DH n° 15p, d'une superficie totale de 141 m², qui jouxte son lot afin de l'agrandir ;
- Que la géométrie du lot n° 153 va en conséquence être modifiée par cette adjonction et que le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté préfectoral du 3 mai 1990, modifié par avenant n° 1 approuvé par arrêté du Président du SAN Ouest Provence n° 86/14 du 5 juin 2014, doit en conséquence être abrogé et remplacé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 513 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté préfectoral du 5 mai 1990, modifié par avenant n°1 approuvé par arrêté du Président du SAN Ouest Provence n° 86/14 du 5 juin 2014.

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Décembre 2019

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Décembre 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme

VENTE MAMP / lot 513

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Etablissement Public d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (EPAREB).

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître Céaglio en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le lot **513** a fait l'objet d'un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) approuvé par arrêté préfectoral du 3 mai 1990 qui définissait un lot de 200 m² doté d'une surface de plancher de 42 m².

Un avenant n° 1 au CCCT a été approuvé par arrêté du Président du SAN Ouest Provence n° 86/14 du 5 juin 2014 accordant une surface de plancher de 80,60 m².

Depuis lors, la modification N° 2 du dossier de réalisation sus visé de la ZAC a modifié le calcul des droits à bâtir des lots de la ZAC, règle intégrée au PLU de la ville d'Istres lors de la révision générale du POS en forme de PLU approuvée le 26 juin 2013.

Par ailleurs, Madame et Monsieur Didier DIEU ont sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'obtenir la cession d'une emprise complémentaire de 141 m² jouxtant son lot.

A cette occasion, il convient donc d'approuver la nouvelle composition foncière du lot 513 par un nouveau CCCT qui abroge et remplace le CCCT approuvé le 3 mai 1990 et qui fixe les droits à bâtir du lot tels qu'ils résultent de l'application du PLU opposable.

Le présent CCCT est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1 / Désignation du vendeur et de l'Acquéreur

La présente cession est consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence à :

Madame et Monsieur Didier DIEU, demeurant : 16 place de la Mairie – 30290 SAINT-VICTOR-LA-COSTE

2 / Désignation du ou des terrains

Les parcelle cédées d'une superficie totale de **347 m²**, figurent au cadastre sous la section **DI n° 0016 et n° 0015p**. Elles sont situées en zone UDran du PLU de la commune d'Istres et constituent le **lot n° 513** à usage privatif.

3 / Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de l'attribution de droits à bâtir de **94,70 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

4 / Conditions de cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU, aux délais d'exécution du programme des équipements publics et aux prescriptions techniques urbanistiques et architecturales énoncées au titre III pendant la durée de la réalisation de la zone.

Le présent CCCT comporte les clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application des articles L.411-2 à L.411-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Il détermine les conditions dans lesquelles les cessions, locations ou concessions d'usage sont résolues en cas d'inexécution des charges.

II – DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DES CONSTRUCTEURS OU UTILISATEURS

1 / Obligations de l'Aménageur

L'aménageur s'engage à réaliser les équipements publics et collectifs prévus dans le dossier de Réalisation de la ZAC.

2 / Délais d'exécution

NEANT

3 / Prolongation éventuelle des délais

NEANT

4 / Sanctions à l'égard du constructeur ou de l'utilisateur

En cas d'inobservation de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession ou de location et de ses annexes, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit décider de la résolution de la vente, soit de l'application de la clause pénale ci-après stipulée:

4.1 Clause Pénale

Si le constructeur ou l'utilisateur ne respecte pas les obligations du présent CCCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours.

Si passé ce nouveau délai, le constructeur ou l'utilisateur ne s'est pas conformé aux termes de la mise en demeure signifiée, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera en droit de prétendre à une indemnité irréductible fixée à 1/1000ème du prix de cession hors taxes par jour calendaire de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 % la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2 Résolution de la vente

La résolution pourra être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notifiée par acte d'huissier en cas d'inexécution des obligations prévues au présent CCCT.

La résolution pourra également être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession et de ses annexes.

L'Acquéreur se verra rembourser les sommes versées à la Métropole Aix-Marseille-Provence le jour de la résolution, déduction faite de 10 %, à titre de dommages et intérêts forfaitaires.

Tous les frais seront à la charge du constructeur ou de l'utilisateur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du cessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation.

5 / Vente - Partage des terrains cédés ou loués

Le constructeur ou l'utilisateur est autorisé à céder le terrain à un organisme de crédit-bail, à la condition expresse que celui-ci consente le crédit-bail au profit du constructeur ou de l'utilisateur.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie, tant que les obligations du présent CCCT ne sont pas remplies.

En cas de cessions successives, les constructeurs ou utilisateurs successifs seront tenus par les présentes dispositions.

Tout morcellement, quelle qu'en soit la cause, des terrains cédés est interdit, même après réalisation des travaux prévus, sauf autorisation spéciale et expresse accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

6 / Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par le constructeur ou l'utilisateur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le CCCT, seraient nul et de nul effet.

Cette nullité pourra être évoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de vente par la Métropole Aix-Marseille-Provence ou à défaut par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

7 / Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux dans le cas d'une nullité.

Après achèvement des travaux, le constructeur ou l'utilisateur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des constructions sans en avoir avisé la Métropole Aix-Marseille-Provence au moins deux mois à l'avance.

La Métropole Aix-Marseille Provence pourra jusqu'à l'expiration de ce délai exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un constructeur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'aspect extérieur des constructions devra être amélioré.

Les imitations de matériaux, l'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérées) sont interdits. On fera usage d'enduits colorés de ton clair.

Pour les couvertures sont autorisés :

- L'usage de tuiles (terre cuite ou béton),
- Les toits terrasse.

Les panachages de couleur sont interdits.

Les clôtures seront de forme simple (murets surmontés d'une lisse de bois ou clôture grillagée fixée sur poteaux métalliques doublée d'une haie vive).

IV – GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

Terrains destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces collectifs

Les espaces plantés figurant au PLU sont destinés à être incorporés dans le Domaine Public de la Commune d'Istres.

Annexe : plan de bornage



GEOMETRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE
COMMUNE D'ISTRES

Lieu-Dit : Ranquet-Sud
Section : DI
N° : 15-16

PROPRIÉTÉ MÉTROPOLE
AIX MARSEILLE PROVENCE



PLAN DE BORNAGE DE VENTE

Propriété Aix Marseille Provence Métropole
Acquisition par M. et Mme DIEU
Parcelle à acquérir : DI-15p1
 $S = 141 \text{ m}^2$

Propriété Initiale de M. et Mme DIEU
Lot n°513
DI-16
 $S = 206 \text{ m}^2$

Propriété Totale de M. et Mme DIEU
Lot n°513
 $\text{DI-15p1} + \text{DI-16} = 347 \text{ m}^2$

Echelle : 1/200

GUILLAUME PERNOT
GEOMETRE-EXPERT FONCIER
Inscription numéro 5074
Succession Jean-Pierre DAYAN

"LE BATEAU BLANC" - Bt A
26, CHEMIN DE PARADIS
13500 MARTIGUES
Tél. 04.42.49.23.23
Fax, 04.42.49.39.94

E-mail : cabinet.pernot.martigues@orange.fr

A MARTIGUES LE 03 OCTOBRE 2019

TERRAIN: FE - YB	DOSSIER: 11929/19
BUREAU: SM	REPRODUCTIION RESERVEE
VERIFICATION: GP	REFERENCE: 11928 VENTE.DWG

L'authenticité de ce document est exclusivement assurée par la signature originale du Géomètre-Expert

NOTA : La planimétrie est rattachée au système RGF93 - CC44.

L'altimétrie est rattachée au système IGN69,

(Rattachement effectué par GPS - Réseau TERIA, Précision altimétrique du rattachement +/- 5cm)
Les limites n'ont pas fait l'objet d'une définition contradictoire (limites non garanties).
Les superficies sont donc indicatives.

APPLICATION CADASTRALE (à titre indicatif)

LE PRESENT DOCUMENT N'A POUR OBJET
NI LA REPRESENTATION NI LA DEFINITION DES
INCIDENCES JURIDIQUES EVENTUELLES DES
OUVRAGES SOUTERRAINS, NON APPARENTS
ET NON PORTES A LA CONNAISSANCE DU
GEOMETRE-EXPERT PAR LE PROPRIETAIRE ET
SON MANDATAIRE POTENTIEL

RAPPEL DE SERVITUDES EXISTANTES
Portées à la connaissance de l'usager PERMET ou le PROHIBENT,
LISTE NON EXHAUSTIVE.

NÉANT

LEGENDE :



TAB. 1 : TABLEAU DES COORDONNEES DE LA PARCELLE D1-15/1

SOMMET	X	Y	DISTANCE
1	1861709,00	3143385,18	2,83
2	1861711,92	3143384,34	8,47
3	1861720,26	3143383,36	0,98
4	1861721,34	3143383,36	9,87
5	1861720,52	3143372,77	12,53
6	1861708,82	3143372,67	8,00
7	1861708,56	3143380,57	3,71
8	1861708,76	3143384,28	0,93
1	1861709,00	3143385,18	

Superficie : 141 m²

TAB. 2 : TABLEAU DES COORDONNEES DE LA PARCELLE D1-15/2

SOMMET	X	Y	DISTANCE
1	1861709,00	3143385,18	2,83
2	1861711,92	3143384,34	8,47
3	1861720,26	3143383,36	0,98
4	1861721,34	3143383,36	9,87
5	1861720,52	3143388,55	3,37
6	1861719,96	3143391,86	8,70
10	1861711,58	3143394,20	5,21
11	1861708,82	3143388,71	3,67
12	1861708,56	3143384,28	0,93
1	1861709,00	3143385,18	

Superficie : 93 m²

METROPOLE AIR
MARSEILLE-PROVENCE
D1-15/2

PROPRIÉTÉ TOTALE DE M. et MME DIEU
PERIMETRE CADASTRAL
PERIMETRE AYANT FAIT L'OBJET D'UN BORNAGE CONTRADICTOIRE

Y = 3143388



X = 1861708

X = 1861708

X = 1861708

Arrêté n° 19/268/CM

Approbation du Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 333 de la ZAC du Ranquet à Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et plus particulièrement l'article L. 311-6 relatif aux modalités de cession de terrains à l'intérieur des Zones d'Aménagement Concerté, dont l'obligation d'approuver un Cahier des Charges de Cession de Terrain lors de chaque cession ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001 portant dissolution de l'Epareb ;
- Le décret n° 55-216 du 3 février 1955 en application duquel le Cahier des Charges de Cession de Terrain comporte également des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation ;
- L'arrêté préfectoral du 27 novembre 1985 approuvant la création de la ZAC du Ranquet ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 déclarant l'opération d'utilité publique ;
- L'arrêté préfectoral du 23 novembre 1987 approuvant le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme d'équipements publics de la zone ;
- L'arrêté préfectoral du 8 octobre 1990 approuvant les modifications de ce PAZ ;
- L'arrêté préfectoral du 5 mars 1993 approuvant le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 333 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres ;
- L'arrêté préfectoral du 6 novembre 2003 modifiant la dénomination juridique du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) en SAN Ouest Provence ;
- La délibération n° 276/87 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 12 octobre 1987 donnant délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Epareb ;
- La délibération n° 146/12 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 19 avril 2012 approuvant la 2^{ème} modification de la ZAC du Ranquet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Décembre 2019

- La délibération n° 222/13 du Comité Syndical du SAN Ouest Provence du 20 juin 2013 approuvant le zonage d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres ;
- La délibération n° 231/13 du Conseil Municipal d'Istres du 26 juin 2013 approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 19/215/CM du 18 septembre 2019 pris par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence donnant délégation de signature à Madame Nathalie N'Doumbé chargée de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative aux ports, infrastructures portuaires, habitat, logement, patrimoine bâti, politique de la ville, stratégie et aménagement du territoire, SCOT, schémas d'urbanisme, mer et littoral, parcs naturels, industrie et réseaux d'énergie, GEMAPI ;

CONSIDÉRANT

- Que la ZAC du Ranquet a pour objet l'amélioration des conditions du sol par un équipement de la zone ;
- Que Monsieur Claude Courbot a sollicité de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'acquisition d'une partie de la parcelle cadastrée section DH n° 149p, d'une superficie totale de 46 m² qui jouxte son lot afin de l'agrandir ;
- Que la géométrie du lot n° 333 va en conséquence être modifiée par cette adjonction et que le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté préfectoral du 5 mars 1993 doit en conséquence être abrogé et remplacé ;
- Que les dispositions particulières du Cahier des Charges de Cession de Terrain de cette opération sont compatibles avec le Plan Local d'Urbanisme.

ARRETE

Article 1 :

Est approuvé tel qu'il est annexé au présent arrêté, le Cahier des Charges de Cession de Terrain du lot n° 333 situé dans la ZAC du Ranquet sur la commune d'Istres, qui abroge et remplace le Cahier des Charges de Cession de Terrain approuvé par arrêté préfectoral du 5 mars 1993.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 24 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 24 Décembre 2019

COMMUNE D'ISTRES

ZAC DU RANQUET

Cahier des Charges de Cession de Terrain

Etabli en application de

L'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme
.....

VENTE MAMP / lot 333

Préambule

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Ranquet à Istres a été créée par arrêté préfectoral en date du 27 novembre 1985.

Le Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) et le programme des équipements publics ont été approuvés le 23 novembre 1987 par arrêté préfectoral.

L'opération a été déclarée d'Utilité Publique suivant arrêté de même date.

Le 8 octobre 1990 un nouvel arrêté préfectoral a été pris approuvant les modifications intervenues sur ce PAZ.

L'objet de la ZAC est l'amélioration des conditions d'occupation du sol par un équipement de la zone.

Une délibération du Comité du Syndicat d'Agglomération Nouvelle (SAN) du 12 octobre 1987, a donné délégation de maîtrise d'ouvrage à l'Etablissement Public d'Aménagement des Rives de l'Etang de Berre (EPAREB).

L'EPAREB a été dissout suivant décret n° 2001-1383 du 31 décembre 2001, et a cédé les terrains restant lui appartenir dans le périmètre de la ZAC au SAN aux termes d'un acte notarié en l'étude de Maître Céaglio en date du 24 octobre 2002.

Une modification du dossier de réalisation de la ZAC a été approuvée par délibération n° 146/12 du 19 avril 2012 du comité syndical de Ouest Provence.

Par délibération n° 222/13 du 20 juin 2013, le SAN Ouest Provence a approuvé le schéma d'assainissement collectif, non collectif et pluvial de la commune d'Istres.

Par délibération n° 231/13 du 26 juin 2013, la commune d'Istres a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU).

Le lot **333** a fait l'objet d'un Cahier des Charges de Cession de Terrain (CCCT) approuvé par arrêté préfectoral du 5 mars 1993 qui définissait un lot de 112 m² doté d'une surface de plancher de 50 m².

Depuis lors, la modification N° 2 du dossier de réalisation sus visé de la ZAC a modifié le calcul des droits à bâtir des lots de la ZAC, règle intégrée au PLU de la ville d'Istres lors de la révision générale du POS en forme de PLU approuvée le 26 juin 2013.

Par ailleurs, Monsieur Claude COURBOT a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'obtenir la cession d'une emprise complémentaire de 46 m² jouxtant son lot.

A cette occasion, il convient donc d'approuver la nouvelle composition foncière du lot 333 par un nouveau CCCT qui abroge et remplace le CCCT approuvé le 5 mars 1993 et qui fixe les droits à bâtir du lot tels qu'ils résultent de l'application du PLU opposable.

Le présent CCCT est établi en application de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme. Il comporte également en application du décret n° 55-216 du 3 février 1955 des clauses types, les terrains ayant été acquis par voie d'expropriation.

I - CESSION ET UTILISATION DES TERRAINS

1 / Désignation du vendeur et de l'Acquéreur

La présente cession est consentie par la Métropole Aix-Marseille-Provence à :

Monsieur Claude COURBOT, demeurant : 8 chemin du bord de l'eau, ZAC du Ranquet à Istres (13800).

2 / Désignation du ou des terrains

Les parcelles cédées d'une superficie totale de **158 m²**, figurent au cadastre sous la section **DH n° 150 et n° 149p**. Elles sont situées en zone UDrn du PLU de la commune d'Istres et constituent le **lot n° 333** à usage privatif.

3 / Utilisation des terrains

Le terrain susvisé est cédé en vue de l'attribution de droits à bâtir de **75,80 m² de surface de plancher** affectés à l'habitat.

Il ne pourra être réalisé sur ce lot **qu'un seul logement**.

La ZAC du Ranquet fait l'objet d'une étude géotechnique figurant dans l'annexe 5.1.8 du document d'urbanisme qui caractérise les risques de mouvements de terrains affectant ce secteur.

Dans le cas où des ouvrages de soutènement ont été édifiés sur le lot, objet des présentes, leur conservation en parfait état est obligatoire. En aucun cas, ils ne doivent être surélevés ou surchargés et ne doivent servir d'appui ou de soubassement à une quelconque construction.

La ZAC du Ranquet est concernée par 3 aléas 1a, 1b, 1c au zonage d'assainissement pluvial du document d'urbanisme. Le pétitionnaire devra respecter les prescriptions afférentes à ces zones d'aléas dans le cadre de l'élaboration de son projet.

4 / Conditions de cession

L'utilisation des terrains cédés doit être conforme aux dispositions du PLU, aux délais d'exécution du programme des équipements publics et aux prescriptions techniques urbanistiques et architecturales énoncées au titre III pendant la durée de la réalisation de la zone.

Le présent CCCT comporte les clauses types approuvées par décret en Conseil d'Etat, en application des articles L.411-2 à L.411-4 du Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Il détermine les conditions dans lesquelles les cessions, locations ou concessions d'usage sont résolues en cas d'inexécution des charges.

II – DROITS ET OBLIGATIONS DE L'AMENAGEUR ET DES CONSTRUCTEURS OU UTILISATEURS

1 / Obligations de l'Aménageur

L'aménageur s'engage à réaliser les équipements publics et collectifs prévus dans le dossier de Réalisation de la ZAC.

2 / Délais d'exécution

NEANT

3 / Prolongation éventuelle des délais

NEANT

4 / Sanctions à l'égard du constructeur ou de l'utilisateur

En cas d'inobservation de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession ou de location et de ses annexes, la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra, selon la nature de l'infraction commise, soit décider de la résolution de la vente, soit de l'application de la clause pénale ci-après stipulée:

4.1 Clause Pénale

Si le constructeur ou l'utilisateur ne respecte pas les obligations du présent CCCT, la Métropole Aix-Marseille-Provence le mettra en demeure de satisfaire à ses obligations dans un délai de 15 jours.

Si passé ce nouveau délai, le constructeur ou l'utilisateur ne s'est pas conformé aux termes de la mise en demeure signifiée, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera en droit de prétendre à une indemnité irréductible fixée à 1/1000ème du prix de cession hors taxes par jour calendaire de retard.

Lorsque cette pénalité aura atteint 10 % la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra demander la résolution du contrat dans les conditions ci-après.

4.2 Résolution de la vente

La résolution pourra être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notifiée par acte d'huissier en cas d'inexécution des obligations prévues au présent CCCT.

La résolution pourra également être demandée de plein droit par décision de la Métropole Aix-Marseille-Provence notifiée par acte d'huissier, en cas de non paiement de l'une quelconque des fractions de prix à son échéance, et ce, un mois après une mise en demeure de payer restée sans effet, et plus généralement en cas d'inexécution de l'une des obligations du CCCT, de l'acte de cession et de ses annexes.

L'Acquéreur se verra rembourser les sommes versées à la Métropole Aix-Marseille-Provence le jour de la résolution, déduction faite de 10 %, à titre de dommages et intérêts forfaitaires.

Tous les frais seront à la charge du constructeur ou de l'utilisateur.

Les privilèges et hypothèques ayant grevé l'immeuble ou le bail du chef du cessionnaire défaillant ou de ses ayants-droit seront reportés sur l'indemnité de résolution et de résiliation.

5 / Vente - Partage des terrains cédés ou loués

Le constructeur ou l'utilisateur est autorisé à céder le terrain à un organisme de crédit-bail, à la condition expresse que celui-ci consente le crédit-bail au profit du constructeur ou de l'utilisateur.

Aucune location des terrains cédés ne pourra être consentie, tant que les obligations du présent CCCT ne sont pas remplies.

En cas de cessions successives, les constructeurs ou utilisateurs successifs seront tenus par les présentes dispositions.

Tout morcellement, quelle qu'en soit la cause, des terrains cédés est interdit, même après réalisation des travaux prévus, sauf autorisation spéciale et expresse accordée par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

6 / Nullité

Les actes de vente, de partage, de location ou de concession d'usage, qui seraient consentis par le constructeur ou l'utilisateur ou ses ayants-cause en méconnaissance des interdictions ou obligations stipulées dans le CCCT, seraient nul et de nul effet.

Cette nullité pourra être évoquée pendant un délai de 5 ans à compter de l'acte de vente par la Métropole Aix-Marseille-Provence ou à défaut par le Préfet, sans préjudice, le cas échéant, des réparations civiles.

7 / Obligation de maintenir l'affectation prévue après réalisation des travaux dans le cas d'une nullité.

Après achèvement des travaux, le constructeur ou l'utilisateur sera tenu de ne pas modifier l'affectation des constructions sans en avoir avisé la Métropole Aix-Marseille-Provence au moins deux mois à l'avance.

La Métropole Aix-Marseille Provence pourra jusqu'à l'expiration de ce délai exiger que le changement d'affectation soit différé pour une durée de six mois et ne soit effectué que si, durant ce dernier délai, il n'a pu être trouvé un constructeur ou un utilisateur pour l'ensemble du fonds s'engageant à maintenir l'affectation, le prix d'acquisition étant fixé, à défaut d'accord amiable, par voie d'expertise contradictoire.

III – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES URBANISTIQUES ET ARCHITECTURALES

L'aspect extérieur des constructions devra être amélioré.

Les imitations de matériaux, l'emploi à nu de matériaux destinés à être recouverts (carreaux de plâtre, briques creuses, agglomérées) sont interdits. On fera usage d'enduits colorés de ton clair.

Pour les couvertures sont autorisés :

- L'usage de tuiles (terre cuite ou béton),
- Les toits terrasse.

Les panachages de couleur sont interdits.

Les clôtures seront de forme simple (murets surmontés d'une lisse de bois ou clôture grillagée fixée sur poteaux métalliques doublée d'une haie vive.

IV – GESTION DES INSTALLATIONS COMMUNES ET OUVRAGES COLLECTIFS

Terrains destinés à être incorporés à la voirie ou aux espaces collectifs

Les espaces plantés figurant au PLU sont destinés à être incorporés dans le Domaine Public de la Commune d'Istres.

Annexe : plan de bornage



GEOMETRE-EXPERT
CONSEILLER VALORISER GARANTIR

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE
COMMUNE DE ISTRES

Lieu-Dit : Le Ranquet
Section : DH
N° : 149

S.A.R.L. GUILLAUME PERNOT

PROPRIÉTÉ MÉTROPOLE
AIX MARSEILLE PROVENCE



PLAN DE BORNAGE DE VENTE

Propriété Métropole Aix Marseille Provence
Acquisition par M.COURBOT
Parcelles à acquérir : DH-149p2
S = 46 m²

Propriété Initiale de M.COURBOT
Lot n°333
DH-150
S = 112 m²

Propriété Totale de M.COURBOT
Lot n°150
DH-149p2 = 158 m²

Echelle : 1/100e

A MARTIGUES LE 23 AOUT 2019

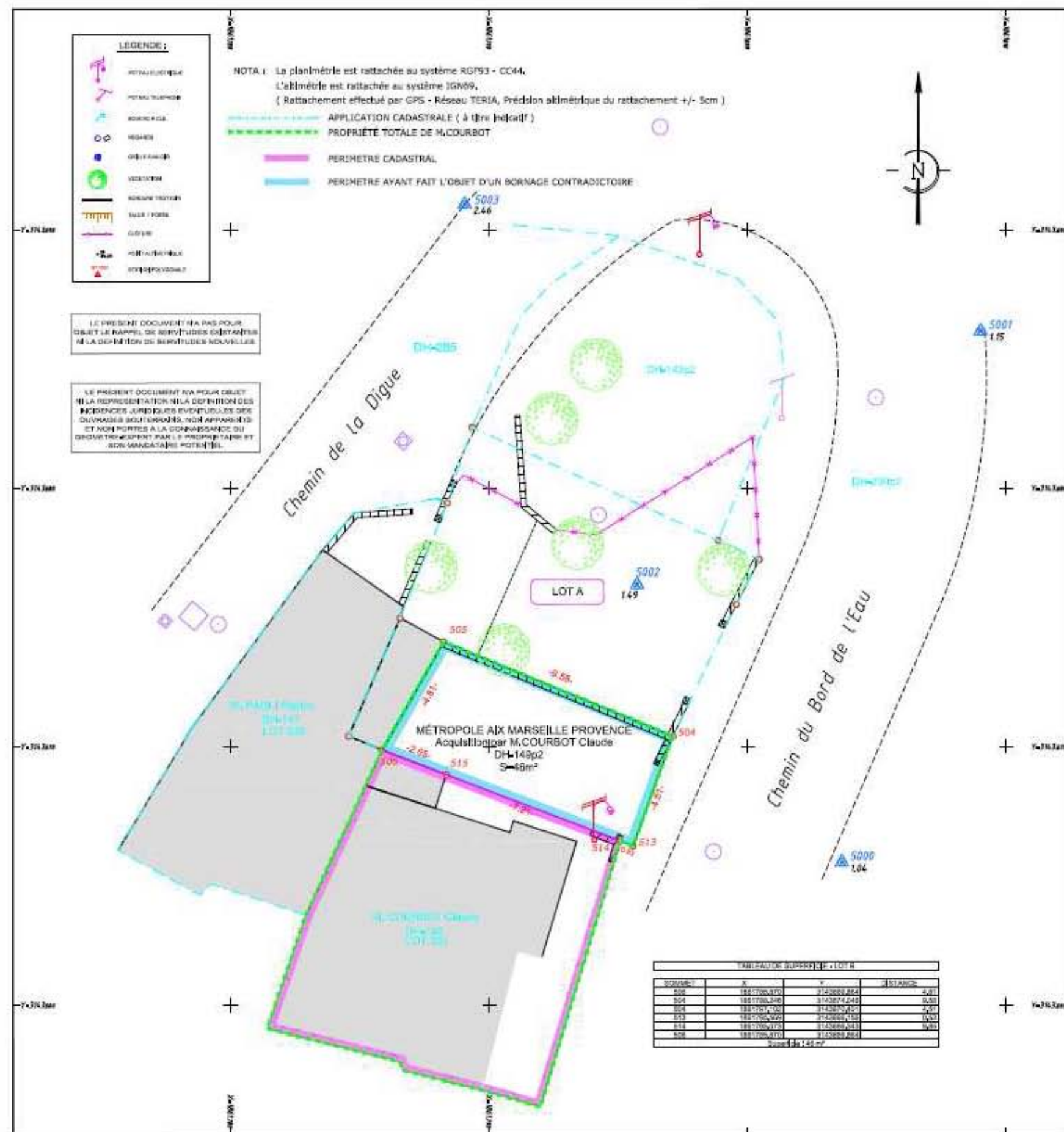
GUILLAUME PERNOT
GEOMETRE-EXPERT FONCIER
Inscription numéro 5074
Succession Jean-Pierre DAYAN

"LE BATEAU BLANC" - B1A
26, CHEMIN DE PARADIS
13500 MARTIGUES
Tél. 04.42.49.23.23
Fax. 04.42.49.39.94

E-mail : cabinet.pernot.martigues@orange.fr

TERRAIN: AD-SLB	DOSSIER: 11947
BUREAU: JOD	RÉPRODUCTION RÉSERVÉE
VERIFICATION: GP	REFERENCE: 11947-19.DWG

L'authenticité de ce document est exclusivement assurée par la signature originale du Géomètre-Expert



Arrêté n° 19/269/CM

Délégation de signature temporaire à Monsieur Guy Januel, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence ; Finances et Budget

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2018-7592-CT1 et DRH 2018-7554-CT1 portant Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'acte DRH 2015-3886 du 21 décembre 2015 portant détachement sur emploi fonctionnel de DGA des EPCI de plus de 400 000 habitants de Monsieur Guy Januel au sein de la Communauté du Pays d'Aix ;
- L'arrêté de délégation de signature n° 19/093/CM du 1^{er} avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

A titre exceptionnel, pour permettre le fonctionnement et la continuité des services du 26 décembre au 27 décembre 2019, est donnée délégation de signature en cas d'absence de Monsieur Domnin Rauscher et Mesdames Aurélie Cerutti et Anne-Cécile Debono, à Monsieur Guy Januel, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence –

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Décembre 2019

Finance et Budget, à l'effet de signer les documents visés par l'arrêté n° 19/093/CM et pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Décembre 2019

- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;
- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et d'orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;

- Etats de vacances des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;
- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;

- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain rattaché hiérarchiquement.

Pour l'ensemble du personnel Métropolitain

Ressources Humaines:

- Les courriers et arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire et les courriers relatifs à l'application de sanctions disciplinaires des groupes 2, 3 et 4 ;
- Protections fonctionnelle ;
- Saisines de la commission de déontologie ;
- Les ordres de mission pour les déplacements internationaux et états de frais inhérents ;
- Les ordres de mission sur le territoire national des personnes rattachées hiérarchiquement et états de frais inhérents.

Finance :

- Certificats administratifs inhérents aux frais de représentation et frais protocolaires.

**Marchés publics et accords-cadres
concernant exclusivement les compétences exercées par
La Direction Générale des Services
(non déléguées aux Conseils de Territoire)**

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGS :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 euros HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;
- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature/communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché conformément à l'article R. 2181-2 du code de la commande publique- Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGS :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermisement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord-cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Moyens Généraux - Logistique

- Les accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune; d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers ;
- Les courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune, d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et de logistique ;
- Les courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence en la matière (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole) ;
- Les courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions ;
- Les courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique ;
- Les courriers adressés aux services de l'Etat dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique.

Article 2 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 décembre 2019

Martine VASSAL

Arrêté n° 19/270/CM

Délégation de signature temporaire à Monsieur Kevin Maingourd, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Communication, Relations Extérieures et Grands Événements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L. 5210-1-1 A, L. 5211-9, L. 5211-1 et L. 2122-23, L. 5217-1 et suivants, L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'article 7 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2018-7592-CT1 et DRH 2018-7554-CT1 portant Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Les actes DRH 2019-656-CT1 et DRH 2019-11-CT1 portant Monsieur Kevin Maingourd Directeur Général Adjoint en charge de la Communication de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de délégation de signature n° 19/093/CM du 1^{er} avril 2019 portant délégation de signature à Monsieur Domnin Rauscher, Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

A titre exceptionnel, pour permettre le fonctionnement et la continuité des services du 30 décembre 2019 au 3 janvier 2020, est donnée délégation de signature en cas d'absence de Monsieur Domnin Rauscher et Mesdames Aurélie Cerutti et Anne-Cécile Debono, à Monsieur Kevin Maingourd, Chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Communication, Relations Extérieures et Grands Evénements, à l'effet de signer les documents visés par l'arrêté n° 19/093/CM et pris au nom de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans les domaines suivants :

Ressources humaines
Personnel métropolitain dont les missions principales relèvent de l'exercice de compétences non-déléguées aux Conseils de Territoire, et exercées au sein de la Direction Générale des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Gestion des contrats aidés (CUI, CAE, contrats d'avenir) et des contrats d'apprentissage

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi, courriers divers aux agents, convocation écrite aux agents, courrier d'attente pour les demandes d'emploi, états liquidatifs) ;
- Relations avec la C.P.A.M. : Déclaration d'accident de travail, attestation de salaire (arrêt de travail, accident du travail, congés de maternité, congés de paternité) ;
- Relations avec la Trésorerie Principale : envoi contrats de travail, avenants au contrat de travail et R.I.B. ;
- Attestations : Attestations Pôle Emploi, certificat de travail, attestations employeur (demande de logement, cantine scolaire, divers).

Formation des agents :

- Congé individuel de formation des agents sans incidence financière ;
- Congé de formation professionnelle, congé pour VAE, congé pour bilan de compétences sans incidence financière ;
- Courrier de refus de formation pour nécessité de service ou dans le cadre d'un CPF ;
- Bulletins d'inscriptions aux stages et formations CNFPT sans incidence financière ;
- Actes administratifs relatifs à la continuité des formations obligatoires en matière de sécurité et de prévention dans le cadre de marchés à bons de commande (validation de devis, signature de bons de commande, conventions, etc.) ;
- Les états de service pour inscription à un concours.

Accueil de stagiaires :

- Courriers divers aux intéressés et institutions (notification des suites données, courriers de suivi) ;
- Conventions de stage (convention industrielle de formation par la recherche CIFRE, stage d'immersion professionnelle) sans incidence financière.

Evaluation des agents :

- Signature des comptes rendus des entretiens professionnels ;
- Procédure de convocation des agents, organisation et réalisation des entretiens professionnels ;
- Courriers de réponse et/ou convocation dans le cadre d'un recours gracieux (contestation de note et d'évaluation).

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Décembre 2019

Maladie, accident :

- Courriers et arrêtés afférents aux expertises médicales et courriers de saisine des commissions de réforme et des comités médicaux ;
- Courriers et arrêtés d'imputabilité ou non au service de l'accident de service ou de la maladie professionnelle ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever des enfants) ;
- Courriers afférents aux relations avec les organismes extérieurs dans le cadre des actions récursoires pour accident de trajet ;
- Courriers afférents à la gestion des congés de maladie ordinaire (courriers de rappel de procédure d'envoi des arrêts de travail, etc.) ;
- Courriers individuels relatifs à l'aménagement du travail en lien avec les services de Médecine (fiche d'aptitude).

Congés / Aménagements d'horaires :

- Courriers et arrêtés relatifs au congé bonifié, au report des congés annuels et congés exceptionnels, au Compte Epargne Temps (C.E.T.) ;
- Courriers et arrêtés de congé parental ;
- Procédures afférentes à l'autorisation de congés annuels ou absences autres que pour raison de santé (Formation, enfant malade, etc.), validation des demandes d'absence dans le logiciel, etc. ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux horaires de travail (réduction horaire de grossesse et autres aménagements d'horaires dérogatoires).

Carrière :

- Courriers et arrêtés de réintégration à temps plein ou de changement de situation (quotité de travail d'un temps complet) ;
- Courriers et arrêtés relatifs au traitement de la rémunération (demi-traitement et sans traitement) et au supplément familial de traitement ;
- Courriers et arrêtés de reclassement par détachement pour inaptitude physique et d'intégration suite à détachement pour inaptitude physique ;
- Courriers et arrêtés d'intégration et de reclassement (nouvelles dispositions statutaires) ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour faire face à un accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et renouvellement de contrats pour remplacer temporairement un fonctionnaire ou un contractuel pour une durée maximale de 15 jours ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux suspensions de traitement pour services non fait et leur notification ;
- Courriers et arrêtés de mise en positions maladie (CLM, CLD, ATI, maintien en 1/2 traitement dans l'attente de décision du comité médical, mi-temps thérapeutique) ;
- Courriers et arrêtés de mise en disponibilité et mise en disponibilité d'office (pour suivre le conjoint, adoption, convenances personnelles, élever enfants) ;

- Courriers et arrêtés de reconstitution de carrière (reprise ancienneté privée, publique) ;
- Les courriers et arrêtés de congés maternité, paternité, adoption.

Paie :

- Courriers et arrêtés d'attribution, de fin d'attribution et de refus d'attribution de NBI ;
- Courriers et documents relatifs au capital décès et aux pensions de réversion et orphelins ;
- Bordereaux de paiement ;
- Déclarations de versement de contribution de solidarité 1 % ;
- Bordereaux de déclaration CNFPT, URSSAF ;
- Divers états liquidatifs et avis de paiement ;
- Etats d'heures supplémentaires des agents ;
- Etats d'astreintes des agents ;
- Etats de vacations des agents ;
- Etats d'indemnités horaires des agents ;
- Allocation enfant handicapé.

Procédure disciplinaire :

- Procès-verbaux de consultation du dossier administratif et courriers de rappel des obligations et des procédures ;
- Mesure d'ordre interne concernant le personnel, notes individuelles, les courriers de rappel à l'ordre ;
- Courriers et arrêtés relatifs aux situations d'abandon de poste et à l'application de sanctions disciplinaires du 1^{er} groupe prévues à l'article 89 de la Loi du 26 janvier 1984 modifiée, ainsi que les documents établis dans le cadre d'une procédure disciplinaire et les modifications d'arrêtés correspondantes.

Retraite :

- Courriers avec les caisses de retraite, CNRACL, IRCANTEC, CRAM, Sécurité Sociale ;
- Dossiers I.R.C.A.N.T.E.C., C.N.R.A.C.L., C.R.A.M. ;
- Demandes de liquidation de pension C.N.R.A.C.L. et de prestation R.A.P.F.T (rentes, réversion, pension) ;
- Courriers et dossiers de validation de services ;
- Courriers et arrêtés de prolongation dans le cadre du régime CNRACL ;
- Certificats de paiement pour les congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie ;
- Attestations pour congés non pris suite à une retraite pour invalidité ou maladie.

Protection sociale et santé :

- Bordereaux et courriers de transmission des actes et pièces afférentes à la protection sociale ;
- Courriers de convocation à une visite médicale et de confirmation (aux médecins professionnels), dans le cadre de recrutements, de mises en stage, de titularisations, de réintégrations ;
- Déclarations d'accidents de travail ;
- Courriers de convocation à une expertise médicale et de confirmation (aux médecins professionnels) dans le cadre d'un accident de travail, de maladie, etc. ;
- Courriers de notification des conclusions d'expertises (imputabilité) ;
- Bons de prise en charge de frais d'accident du travail, expertises et visites médicales ;
- Courriers aux médecins professionnels relatifs aux contrôles médicaux et courriers de notification des conclusions du contrôle médical ;
- Courriers divers aux mutuelles (demandes de communication des statuts, de renseignements sur les cotisations mutualistes, relances, etc.) ;

- Courriers de notification aux agents de participation ou de non-participation aux cotisations mutualistes ;
- Courriers et arrêtés afférents au remboursement au titre du fonds de remboursement du congé de paternité et d'accueil de l'enfant.

Frais de déplacement :

- Remisage à domicile ponctuel inférieur à 3 jours consécutifs dans la limite de 2 par mois pour le même agent ;
- Abonnement de travail.

Divers :

- Courriers d'autorisation de cumuls d'activités accessoires ou de refus de cumuls ;
- Dossiers préfecture relatif aux médailles d'honneur régionale, départementale et communale ;
- Etats et attestations de toute nature relatives au personnel métropolitain rattaché hiérarchiquement.

Pour l'ensemble du personnel Métropolitain

Ressources Humaines:

- Les courriers et arrêtés de suspension conservatoire pour procédure disciplinaire et les courriers relatifs à l'application de sanctions disciplinaires des groupes 2, 3 et 4 ;
- Protections fonctionnelle ;
- Saisines de la commission de déontologie ;
- Les ordres de mission pour les déplacements internationaux et états de frais inhérents ;
- Les ordres de mission sur le territoire national des personnes rattachées hiérarchiquement et états de frais inhérents.

Finance :

- Certificats administratifs inhérents aux frais de représentation et frais protocolaires.

Marchés publics et accords-cadres concernant exclusivement les compétences exercées par La Direction Générale des Services (non déléguées aux Conseils de Territoire)

1/ Pour la préparation, passation et signature des marchés y compris subséquents et accord – cadre inférieurs à 90 000 euros HT, concernant les compétences exercées par la DGS :

- Demandes de devis / lettres de commande ;
- Lettre de consultation relative à un marché subséquent inférieur à 90 000 euros HT ;
- Courriers de complément de candidature ;
- Courriers d'invitation à soumettre une offre dans le cadre d'une procédure restreinte ;
- Courriers d'engagement et de conduite des négociations ;
- Demande de régularisation des offres ;
- Demande de précisions relatives à la teneur de l'offre ;
- Demande de justification d'une offre anormalement basse ;
- Courriers de demande de prolongation de la durée de validité des offres ;
- Courrier d'attribution du marché, demandes de pièces exigibles au titre des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, requises préalablement à la notification ;
- Courriers de rejet des candidatures et des offres, quel qu'en soit le motif ;

- Courriers de communication des motifs détaillés du rejet de l'offre ou de la candidature/communication aux tiers de certains éléments relatifs à la mise en concurrence et au marché conformément à l'article R. 2181-2 du code de la commande publique - Décision de déclaration sans suite et les courriers en informant les candidats ;
- Mise au point du marché ou de l'accord-cadre ;
- Pièces contractuelles du marché ou de l'accord-cadre (AE/ lettre de commande/ Cahier des charges) ;
- Courriers de notification.

2/ Pour l'exécution des marchés y compris subséquents et accord – cadre concernant les compétences exercées par la DGS :

- Les bons de commande, y compris bon de commande UGAP ou autre centrale d'achat inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les ordres de service (sauf ordres de service de démarrage de travaux, affermissement de tranche opérationnelle ou création de prix nouveau) sans limitation de montant ;
- Les avenants à un marché et un accord-cadre inférieur à 90 000 euros HT ;
- Les courriers de reconduction ou non-reconduction des marchés et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les courriers ou pièces afférents au suivi des sous-traitances des marchés inférieurs à 90 000 euros HT ;
- Tout courrier relatif à l'exécution du marché et notamment à la communication de documents prévus en exécution du contrat ;
- Les certificats administratifs nécessaires à la bonne exécution des marchés publics, y compris dans les relations avec le comptable public ;
- Les exemplaires uniques ou certificats de cessibilité en vue du nantissement ou de cession de la créance ;
- Les actes, courriers et pièces afférents au paiement des marchés publics, notamment le décompte général définitif et la certification du service fait et courriers de rejet de facture ;
- Les décisions d'admission, ajournement ou rejet de fournitures et services ;
- Les décisions afférentes à la réception des travaux ;
- Les actes à caractère coercitif pris pour l'exécution des marchés publics, notamment l'application de pénalités, réfections et mises en demeure ;
- La décision de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire pour tout marché ou accord cadre inférieur à 90 000 euros ;
- Les décisions de résiliation des marchés publics et accords-cadre inférieurs à 90 000 euros HT, quel qu'en soit le motif.

Moyens Généraux - Logistique

- Les accusés de réception des courriers reçus par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune; d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers ;
- Les courriers relatifs à l'instruction d'une demande reçue par la Métropole Aix-Marseille-Provence émanant d'un Maire pour sa commune, d'associations, de partenaires de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de particuliers s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et de logistique ;
- Les courriers informant des décisions prises par la Métropole Aix-Marseille-Provence en la matière (postérieurement à la notification des délibérations ou décisions par la Direction des Assemblées des Séances de la Métropole) ;
- Les courriers précisant les modalités d'application de ces délibérations ou décisions ;
- Les courriers relatifs à la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des subventions ou des participations financières approuvés par la Métropole Aix-Marseille-

- Provence s'inscrivant dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique ;
- Les courriers adressés aux services de l'Etat dans le cadre de la délégation consentie en matière de moyens généraux et/ou logistique.

Article 2 :

La présente délégation de signature vaut également pour la signature électronique des actes dématérialisés.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Décembre 2019

Arrêté n° 19/272/CM

Arrêté de réquisition du personnel de la Direction de la Gestion des Equipements Trafic (DGET) de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Les préavis de grève pour les journées des 5 décembre 2019 au 5 janvier 2020 de 0h à 24h déposés par certaines organisations syndicales ;
- L'information suivant laquelle le mouvement sera suivi en particulier au sein de la Direction de la Gestion des Equipements de Trafic (DGET) de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, chargée du bon fonctionnement et de la sécurité des usagers dans les tunnels Vieux Port, Joliette, Major et Saint Charles qui assurent la fluidité du trafic routier de l'agglomération marseillaise;
- L'impossibilité de maintenir ces tunnels ouverts dans des conditions de sécurité optimales en l'absence du nombre requis d'agents d'exploitation ;
- Que toutefois la fermeture des tunnels serait de nature à remettre en cause gravement la sécurité des personnes en raison de l'impossibilité pour les services de secours d'urgence ou d'incendie de porter assistance à la population en cas d'accident ou de toute autre menace visant les personnes ;

- Qu'il est urgent d'assurer la fluidité du trafic routier dans et à proximité immédiate de l'agglomération marseillaise ;
- Que dans ce contexte, il convient de remédier par des mesures appropriées et proportionnées à cette situation ;
- Que l'urgence de la situation et le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public justifient la réquisition des personnels de la Direction de la Gestion des Equipements de Trafic de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.

ARRETE

Article 1 :

Les personnels dont les noms suivent sont requis aux dates et heures mentionnées ci-après pour assurer leurs fonctions habituelles concernant la surveillance et la sécurité des tunnels Vieux Port, Joliette, Major et Saint-Charles

- M. Hamid NADOURI demeurant 26 rue Colbert 83470 Saint Maximin la Sainte Baume, à partir du mercredi 25 décembre 2019 au samedi 28 décembre 2019 de 05H30 à 14h00 ;
- M. Houcine BENHABI demeurant chemin de l'Adous 70 route de Gardanne 13710 Gardanne, à partir du mercredi 25 décembre 2019 à 05h30 au lundi 30 décembre 2019 à 05H30 ;

Article 2 :

A défaut d'exécution du présent ordre de réquisition il pourra être procédé à son exécution d'office.

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Marseille, le 23 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 23 Décembre 2019

DÉCISIONS

Décision n° 19/677/D

Implantation et développement des organismes et des entreprises sur le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N° ECO 003-4588/18/CM du 18 octobre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence fixant les différentes tarifications en matière de gestion locative applicable au technopôle de l'Arbois à compter du 1er janvier 2019.
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 Septembre 2018 portant élection de Monsieur Pascal Montecot en qualité de 7ème Vice-Président ;
- L'arrêté N°18/186/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Pascal Montecot ;

CONSIDÉRANT

- Que le Technopôle de l'Environnement Arbois-Méditerranée gère un parc immobilier loué à un panel d'entreprises, d'associations, de laboratoires et de structures d'aide à l'innovation publics et privés ;

- Que les entreprises SAS Matricis, fourniture de prestation de formation et solutions logicielles dans le domaine du clean-concept ; commercialisation d'appareils de mesure de la propreté et la Société Watinyoo, domaine de l'environnement et des énergies renouvelables, viennent d'intégrer le Technopôle de l'Arbois et qu'en conséquence il convient de régulariser ces implantations par un titre d'occupation.

DECIDE

Article 1 :

De valider l'implantation des entreprises dont l'activité est compatible avec les critères d'éligibilité demandés pour s'implanter sur le Technopôle :

- SAS Matricis: Convention d'occupation précaire portant sur un bureau de 42,46m² au bâtiment Marconi du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2021.

Recette : 4 670,60 euros HT/HC/an

- Société Watinyoo : Convention de services et d'occupation précaire portant sur un bureau de 17,81m² à la pépinière Cleantech du 1^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2024.

Recette : 1 513,80 € HT/HC/an

Article 2 :

Les recettes correspondantes seront constatées au Budget Territoire du Conseil de Territoire du Pays d'Aix de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'état spécial du Conseil de Territoire du Pays d'Aix N°6 – section de fonctionnement – nature 752 Fonction 61 et nature 752 Fonction 61 Code Activité 11.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/678/D

Approbation d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable des parcelles cadastrées section AA n° 66, 67 et 68p au bénéfice de M. Michel Nicolas pour y faire pâturer ses bovins et y faucher l'herbe à titre individuel et pour son compte personnel

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la propriété des personnes publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l’élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de parcelles cadastrées section AA n° 66, 67 et 68p pour une contenance de 3 hectares 73 ares 53 centiares, sises chemin du Moutonnier à Istres ;
- Que les biens immobiliers du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne peuvent faire l'objet que d'une autorisation temporaire d'occupation à caractère précaire et révocable ;
- Que Monsieur Michel Nicolas a fait part de son souhait de disposer d'une période de mise à disposition pour l'occupation partielle de ces parcelles afin d'y faire de la culture de foin de Crau ainsi que pour le pâturage de ses bovins ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est favorable à cette mise à disposition et qu'une convention d'occupation temporaire précaire et révocable à titre onéreux du domaine privé doit être formalisée par une convention.

DECIDE

Article 1 :

D'approuver la convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable de l'ensemble foncier cadastré à la section AA sous les numéros 66, 67 et 68 pour partie, d'une contenance de 21 901 m², propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au bénéfice de Monsieur Michel Nicolas, demeurant à Istres, 2A, chemin de Lavalduc, pour la culture du foin de Crau et le pâturage de ses bovins.

Article 2 :

La présente convention est conclue dans le cadre du régime de l'occupation temporaire du domaine de la Métropole Aix-Marseille-Provence. En conséquence, le bénéficiaire ne pourra en aucun cas se prévaloir des dispositions relatives à toute réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux ou tout autre droit sur le bien.

Article 3 :

La présente convention d'occupation temporaire est consentie pour une durée de deux ans à compter de sa date de notification. A son terme, elle pourra être renouvelée, sur demande expresse de Monsieur Michel Nicolas à la Métropole Aix-Marseille-Provence par courrier recommandé avec accusé de réception, trois mois avant le terme.

Article 4 :

La présente convention est consentie moyennant le paiement d'une redevance annuelle fixée à 284,65 euros.

Article 5 :

La recette correspondante sera constatée au budget de la Métropole, chapitre 75, nature 752.

Article 6 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

Parcelles demandées par M. Michel NICOLAS

AA 0066

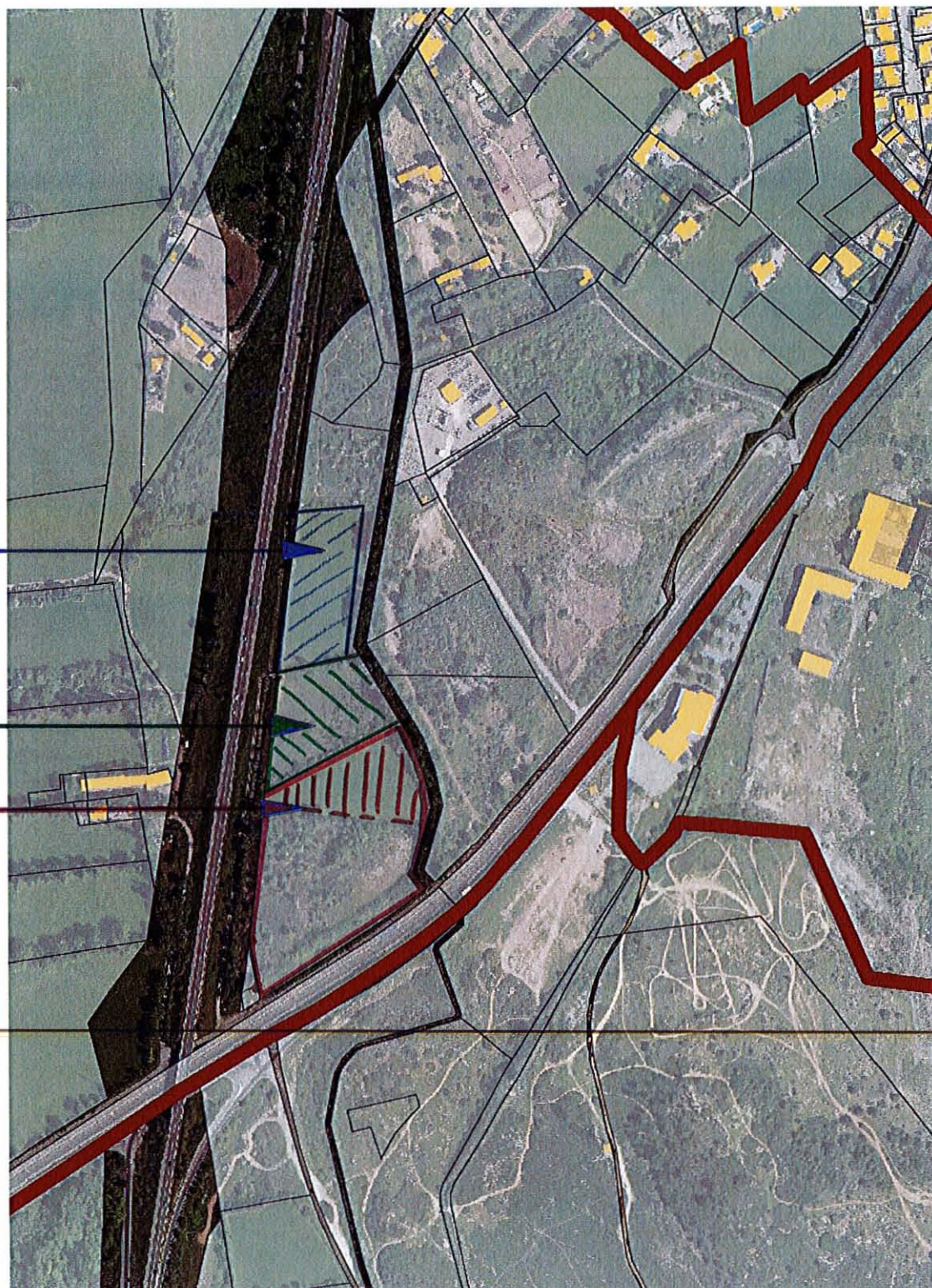
= 7303m²

AA 0067

= 7598 m²

AA 0068

en partie soit
7 000 m²
environ



Etat des risques naturels, miniers et technologiques

en application des articles L 125 - 5 et R 125 - 26 du Code de l'environnement

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 13047 - 02 du 26 mai 2011

mis à jour le

2. Adresse

Parcelles cadastrées AA 66, 67 et 68p

code postal 13800
ou code Insee

commune

ISTRES

3. Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention de risques naturels [PPR n]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels prescrit ¹ oui ☐ non ☐
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels appliqué par anticipation ¹ oui ☐ non ☐
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR naturels approuvé ¹ oui ☒ non ☐

¹ si oui, les risques naturels pris en compte sont liés à :

inondation ☐ crue torrentielle ☐ mouvements de terrain ☒ avalanches ☐
sécheresse ☐ cyclone ☐ remontée de nappe ☐ feux de forêt ☐
séisme ☐ volcan ☐ autres ☐

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPR naturels ² oui ☐ non ☒

² si oui, les travaux prescrits par le règlement du ou des PPR naturels ont été réalisés oui ☐ non ☐

4. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques miniers [PPR m]

en application de l'article L 174-5 du nouveau code minier.

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers prescrit ³ oui ☐ non ☒
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers appliqué par anticipation ³ oui ☐ non ☒
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR miniers approuvé ³ oui ☐ non ☒

³ si oui, les risques miniers pris en compte sont liés à :

mouvements de terrain ☐ autres ☐

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR miniers ⁴ oui ☐ non ☒

⁴ si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés oui ☐ non ☒

5. Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention de risques technologiques [PPR t]

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR technologiques prescrit et non encore approuvé ⁵ oui ☐ non ☒
- ⁵ si oui, les risques technologiques pris en compte dans l'arrêté de prescription sont liés à :

effet toxique ☐ effet thermique ☐ effet de surpression ☐

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR technologiques approuvé oui ☐ non ☒

extraits des documents de référence joints au présent état et permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPR technologiques ⁶ oui ☐ non ☒

⁶ si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR technologiques ont été réalisés oui ☐ non ☐

6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement

- > L'immeuble est situé dans une commune de sismicité zone 5 ☐ zone 4 ☐ zone 3 ☒ zone 2 ☐ zone 1 ☐
forte moyenne modérée faible très faible

7. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle, minière ou technologique

en application de l'article L 125-5 (IV) du Code de l'environnement

- > L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente oui ☐ non ☒

vendeur/bailleur – acquéreur/locataire

8. Vendeur - Bailleur Métropole Aix-Marseille-Provence

rayez la mention inutile

Nom

Prénom

9. Acquéreur - Locataire M. NICOLAS

Michel

10. Lieu / Date à Marseille

le

Attention !

S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

Article 125-5 (V) du Code de l'environnement

En cas de non respect des obligations d'information du vendeur ou du bailleur, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix de l'immeuble.

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

Qui doit, quand et comment remplir l'état des risques naturels, miniers et technologiques ?

Quelles sont les personnes concernées ?

Au terme des articles L. 125-5 et R 125-23 à 27 du Code de l'environnement, les acquéreurs ou locataires de bien immobilier, de toute nature, doivent être informés par le vendeur ou le bailleur, qu'il s'agisse ou non d'un professionnel de l'immobilier, de l'existence des risques auxquels ce bien est exposé.

Un état des risques, fondé sur les informations transmises par le Préfet de département au maire de la commune où est situé le bien, doit être en annexe de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente de ce bien immobilier qu'il soit bâti ou non bâti.

Quand ?

L'état des risques est obligatoire lors de toute transaction immobilière en annexe de tout type de contrat de location écrit, de réservation d'un bien en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente d'un bien immobilier bâti ou non bâti.

Quel est le champ d'application de cette obligation ?

Cette obligation d'information s'applique dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le Préfet du département, pour les biens immobiliers bâtis ou non bâtis situés :

1. dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques ayant fait l'objet d'une approbation par le Préfet ;
2. dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou des risques miniers résiduels approuvé par le Préfet ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 du Code de l'environnement ;
3. dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques, d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou de risques miniers résiduels prescrit par le Préfet ;
4. dans une des zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 mentionnées par les articles R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement.

NB : Le terme bien immobilier s'applique à toute construction individuelle ou collective, à tout terrain, parcelle ou ensemble des parcelles contiguës appartenant à un même propriétaire ou à une même indivision.

Où consulter les documents de référence ?

- Pour chaque commune concernée, le préfet du département arrête :
 - la liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques à prendre en compte ;
 - la liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer.
- L'arrêté préfectoral comporte en annexe, pour chaque commune concernée :
 1. la note de présentation du ou des plans de prévention ;
 2. un ou plusieurs extraits des documents graphiques permettant de délimiter les zones de la commune exposées aux risques pris en compte, de préciser leur nature et, dans la mesure du possible, leur intensité dans chacune des zones ou périmètres délimités ;
 3. le règlement du ou des plans de prévention des risques définissant notamment les prescriptions et obligations ;
 4. une fiche ou un état des risques naturels, miniers ou technologiques mentionnant la zone de sismicité : 2, 3, 4 ou 5 définie par décret.
- Le préfet adresse copie de l'arrêté au maire de chaque commune intéressée et à la chambre départementale des notaires.
- L'arrêté est affiché en mairie de ces communes et publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.
- Un avis de publication de l'arrêté est inséré dans un journal diffusé dans le département.
- Les arrêtés sont mis à jour :
 - lors de la prescription d'un nouveau plan de prévention des risques (n,m ou t) ;
 - lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou miniers résiduels, ou approuvant un plan de prévention des risques ou approuvant la révision d'un de ces plans ;
 - lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la sismicité locale, de la nature ou de l'intensité des risques auxquels se trouve exposée tout ou partie d'une commune faisant l'objet d'un de ces plans.
- Les documents mentionnés ci-dessus peuvent être consultés en mairie des communes concernées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département où est situé le bien mis en vente ou en location. Certains peuvent être directement consultables sur Internet à partir du site de la préfecture de département.

Qui établit l'état des risques ?

- L'état des risques est établi directement par le vendeur ou le bailleur, le cas échéant avec l'aide d'un professionnel qui intervient dans la vente ou la location du bien.
- Il doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion de tout type de contrat de location écrit, de la réservation pour une vente en l'état futur d'achèvement, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente du bien immobilier auquel il est annexé.
- Il est valable pour la totalité de la durée du contrat et de son éventuelle reconduction. En cas de co-location, il est fourni à chaque signataire lors de sa première entrée dans les lieux. Le cas échéant, il est actualisé en cas d'une entrée différée d'un des co-locataires.

Quelles informations doivent figurer ?

- L'état des risques mentionne la sismicité et les risques naturels, miniers ou technologiques pris en compte dans le ou les plans de prévention prescrits, appliqués par anticipation ou approuvés.
- Il mentionne aussi la réalisation des travaux prescrits vis-à-vis de l'immeuble par le règlement du plan de prévention des risques approuvé.
- Il est accompagné des extraits des documents graphiques de référence permettant de localiser le bien au regard de ces risques.

Comment remplir l'état des risques ?

- Il faut d'une part reporter au bien, les informations contenues dans l'arrêté préfectoral et dans les documents de référence : situation au regard du ou des plans de prévention, nature des risques encourus et sismicité locale et d'autre part le compléter des informations propres à l'immeuble : sinistres indemnisés et travaux prescrits réalisés dans la limite de 10% de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du PPR.

La conservation de l'état des risques

- Le vendeur ou le bailleur doit conserver une copie de l'état des risques daté et visé par l'acquéreur ou le locataire, pour être en mesure de prouver qu'il a bien été remis lors de la signature du contrat de vente ou du bail dont il est une composante.

prévention des risques naturels, miniers ou technologiques...pour en savoir plus,
consultez www.prim.net

La Métropole Aix-Marseille-Provence
Territoire Istres-Ouest Provence
Chemin du Rouquier – BP 10647 - 13808 ISTRES Cedex

Direction des Affaires Immobilières
Tel: 04.42.55.97.83
Fax: 04.42.11.27.91

Entre :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par Madame Martine Vassal, sa présidente, dont le siège est situé BP 48014, 13567 Marseille Cedex 02, dûment habilitée aux fins de signature des présentes par la décision n° en date du,
Ci-après dénommé "LE PROPRIETAIRE".

D'une part,

Et :

Monsieur Michel Nicolas, domicilié 2A, chemin de Lavalduc – 13800 ISTRES.
ci-après dénommée «LE BENEFICIAIRE»

D'autre part,

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire de parcelles cadastrées section AA n° 66, 67 et 68p, pour une contenance de 2 hectares 19 ares 1 centiare, sises chemin du Moutonnier à Istres.

Lesdites parcelles relèvent du domaine privé de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Elles sont, de par leur statut de réserve foncière, susceptibles d'un changement de destination en vue de la réalisation de futures opérations d'aménagement.

Considérant l'article L. 2211-1 du CG3P qui dispose que les réserves foncières relèvent du domaine privé des personnes publiques.

Considérant l'article L. 221-2 du code de l'urbanisme qui dispose que les immeubles acquis pour la constitution de réserves foncières ne peuvent faire l'objet que de concessions temporaires qui ne confèrent au preneur aucun droit à se maintenir dans les lieux lorsque l'immeuble est repris en vue de son utilisation définitive.

Considérant que, dans l'attente d'un changement de destination des parcelles cadastrées section AA n° 66, 67 et 68p, Monsieur Michel Nicolas a sollicité la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la conclusion d'une convention d'occupation temporaire qui lui permettrait de faire pâturer ses bovins et y faucher l'herbe à titre individuel et pour son compte personnel.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1: DESTINATION DES LIEUX - JOUISSANCE

LE PROPRIETAIRE accorde l'occupation d'une partie des parcelles cadastrées section AA n° 66, 67 et 68 pour une contenance d'environ 21 901 mètres carrés, comme indiqué sur le plan annexé aux présentes, à Monsieur Michel Nicolas, ci-après dénommé LE BENEFICIAIRE.

Par le présent contrat, LE BENEFICIAIRE se voit attribuer la jouissance provisoire desdits terrains et ne pourra, à aucun moment, revendiquer un quelconque droit sur le bien tel que le droit au renouvellement ou le droit au maintien dans les lieux si l'immeuble doit être requis pour son utilisation définitive.

Par conséquent, il ne saura se prévaloir, sous quelque forme que ce soit, de la législation applicable au statut du fermage organisé par le titre 1er du livre quatrième du Code rural.

De fait, LE PROPRIETAIRE pourra récupérer à tout moment la jouissance du bien objet du contrat pour tout motif d'intérêt général dans le délai prévu ci-après à l'article 3.

Les lieux loués par la présente convention sont destinés au pâturage de ses bovins et au fauchage de l'herbe. LE BENEFICIAIRE ne pourra y réaliser aucune autre activité ou les utiliser pour tout autre usage non prévu dans cette convention et notamment ils ne pourra réaliser aucune construction, y compris provisoire.

La présente convention ne comporte aucune dérogation quant à la réglementation à observer dans le cadre de l'activité envisagée. Le BENEFICIAIRE fera son affaire personnelle de toutes les autorisations administratives éventuellement nécessaires à cet égard.

Le BENEFICIAIRE s'engage à n'utiliser aucun traitement, ni engrais chimique et à n'effectuer aucun dépôt.

Le BENEFICIAIRE s'engage à clôturer l'espace foncier objet des présentes, à ses frais, de manière adaptée à l'environnement paysager et conformément à la délimitation figurant sur le plan ci-annexé.

ARTICLE 2 : ETAT DES LIEUX - REMISE EN ETAT DES LIEUX EN FIN D'OCCUPATION

Un état des lieux contradictoire sera réalisé à la prise d'effet des présentes.

Au terme de la convention ou de son renouvellement éventuel, le bénéficiaire s'engage par avance à restituer les lieux en leur état initial de fonctionnement et de propreté. La remise en état sera constatée contradictoirement dès la fin de ce même délai.

A défaut, la collectivité pourra procéder à ces opérations d'office, aux frais et risques du bénéficiaire.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION - CONGE

La présente convention est consentie pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification.

A son terme, elle pourra éventuellement être renouvelée, sur demande expresse du BENEFICIAIRE au PROPRIETAIRE, par courrier en recommandé avec accusé de réception dans un délai de trois mois avant le terme. La durée totale de la présente convention, et de son renouvellement éventuel, ne pouvant être supérieure à 4 années.

La présente convention pourra être dénoncée à tout moment par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, sous réserve d'un préavis de 6 mois pour LE BENEFICIAIRE et LE PROPRIETAIRE.

ARTICLE 4 : REDEVANCE

Le BENEFICIAIRE s'acquittera d'une redevance annuelle d'occupation de 284,65 euros net de TVA, fixée d'une part en considération de la qualité des terres, et d'autre part du montant moyen des loyers des terres agricoles dans le département des Bouches-du-Rhône dont les maxima et minima sont fixés par arrêté préfectoral.

Ainsi, pour les cultures sur la région naturelle agricole de Crau, le montant de la redevance a été calculé en vertu de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2018.

Elle est payable annuellement et d'avance à la date anniversaire de la convention à la réception de l'appel de redevance émis par les services de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Elle sera révisable, lors de la reconduction éventuelle du présent contrat, en considération des mêmes critères actualisés et après approbation de l'organe délibérant de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARTICLE 5 : CHARGES

LE BENEFICIAIRE prendra à sa charge les taxes, impôts et cotisations éventuelles, afférents au bien loué et qui incombent normalement à l'utilisateur ainsi que les droits d'eau éventuellement existants.

ARTICLE 6 : ASSURANCE

LE BENEFICIAIRE est tenu de souscrire la police d'assurance couvrant les responsabilités prévues en matière civile ainsi que toute police d'assurance couvrant les risques inhérents à son activité.

ARTICLE 7 : ENTRETIEN

LE BENEFICIAIRE déclare connaître parfaitement les terrains donnés en location et s'engage à maintenir la propriété en bon état (entretien des roubines, désherbage ... cette liste n'étant pas limitative).

ARTICLE 8 : INCESSIBILITE ET INTRANSMISSIBILITE

La présente convention est incessible et intransmissible. Elle est conclue intuitu personae, les droits en résultant ne pourront être cédés à qui que ce soit.

De fait, l'occupation des terrains est strictement réservée au BENEFICIAIRE ci-avant désigné à l'article 1. Ce dernier ne pourra, en aucun cas, sous-louer ou prêter, même à titre gratuit, tout ou partie des présents terrains.

ARTICLE 9 : CLAUSE RESOLUTOIRE

A défaut de paiement d'un seul terme de la redevance d'occupation à son échéance ou d'inexécution d'une seule des conditions du présent contrat de la part du BENEFICIAIRE, et un mois après un simple commandement de payer ou de sommation d'exécution demeurée sans effet, ledit contrat sera résilié de plein droit, sans formalité judiciaire par LE PROPRIETAIRE, et sans que ce dernier ait à faire la preuve d'aucun préjudice.

ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Tout différend qui pourra s'élever entre les parties au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente convention d'occupation fera, au préalable, l'objet d'une tentative d'accord amiable. En cas d'échec de celui-ci dans un délai de trois (3) mois, les parties signataires, d'un commun accord, font attribution de juridiction au Tribunal de Grande Instance d'Aix en Provence, situé 40, boulevard Carnot, 13616 Aix-en-Provence.

ARTICLE 11 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile aux lieux figurant en tête des présentes.

ARTICLE 12 : INFORMATION AUX LOCATAIRES

Il est expressément demandé au BENEFICIAIRE de bien vouloir prendre connaissance et de signer l'imprimé joint en annexe de la présente relativement à l'information sur les risques naturels et technologiques majeurs dans le département des bouches du Rhône.

L'Arrêté Préfectoral ainsi que la cartographie liée à ces informations sont également et directement disponibles au service urbanisme de la commune concernée par le lieu de location ainsi que sur le site Rhône.pref.gouv.fr/risques/ial.

ARTICLE 13 : INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

ARTICLE 14 : ANNEXES

- décision n° ----- du ----- autorisant la présente convention.
- plan
- IAL

Fait à Marseille, le

en 2 exemplaires originaux.

LE BENEFICIAIRE

**La Présidente
de la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Michel NICOLAS

Martine VASSAL

Décision n° 19/683/D

Prise à bail de bureaux et places de parking dans l'immeuble Eko Active - 13002 Marseille

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite centraliser ses bureaux dans le secteur Euroméditerranée – Arenc.
- Que dans ce cadre, il est nécessaire de prendre à bail des bureaux et des emplacements de parking dans l'immeuble Eko Active situé Bd de Paris 13002 Marseille auprès de Icade.
 - Que les conditions d'occupation sont les suivantes :
 - **Désignation :**
 - Bureaux situés aux 3ème, 4ème et 5ème étages pour une surface totale de 2915 m²
 - 27 emplacements de parking
 - **Date d'effet du bail :** 10 décembre 2019
 - **Durée :** 12 ans dont 9 ans ferme

- **Prix :**
 - Loyer annuel HT HC bureaux : 699 600 euros
 - Loyer annuel HT HC 27 emplacements de parking : 48 600 euros
 - Provision annuelle pour charges : 72 875 euros
 - Remboursement Impôt foncier annuel : 64130 euros HT
 - Dépôt de garantie : 187 050 euros
 - Honoraires : 112 230 euros HT soit 134 676 euros TTC
- Franchise de loyer : A titre exceptionnel une franchise de loyer (Hors charges, hors taxes et accessoires) est accordée pour une durée de 18 mois.
- Qu'il y a lieu de signer un bail commercial avec la société Icade aux conditions ci-avant exposées.

DECIDE

Article 1 :

De signer un bail commercial avec la société Icade pour une durée de 12 ans dont 9 ans ferme, aux conditions ci-avant exposées.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Métropole sous-politique A130, fonction 020, Natures 6132, 614, 63512, 275, 62268.

Article 3 :

Monsieur le Directeur des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/697/D

Mission Elu : Monsieur Roland Blum - 25 au 26 novembre 2019 - Conseil d'Administration du GART - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Roland Blum en qualité de 1er Vice-Président ;
- L'arrêté n° 18/213/CM du 2 octobre 2018 relatif à la délégation de fonction de Monsieur Roland Blum ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux frais de remboursement des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Roland Blum est Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué aux Transports, Mobilité et Déplacements.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Roland Blum se rendra du 25 au 26 novembre 2019 à Paris pour assister au Conseil d'Administration du GART (Groupement des Autorités Responsables de Transports), prévu le 26 novembre 2019.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/699/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété pour l'extension Nord et Sud du réseau de tramway et la création d'un Site de Maintenance et de Remisage

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

PREAMBULE

La Métropole Aix-Marseille-Provence, autorité organisatrice des transports depuis le 1er janvier 2016, assure la maîtrise d'ouvrage des extensions Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze et au Sud jusqu'à la Gaye. Cette extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun ;

Dans le cadre de cette phase d'extension projetée, la création d'un Site de Remisage et de Maintenance (SMR) de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et de maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Le prolongement évoqué représente :

- Sur sa partie Nord, un linéaire supplémentaire de 1,8 km (Extension Arenc – Gèze) ;
- Sur sa partie Sud, un linéaire supplémentaire de 4,4 km (Extension Castellane-La Gaye).

Le projet intègre la requalification complète des artères empruntées avec un traitement complet de façade à façade.

La Ville de Marseille étant propriétaire d'un certain nombre de tènements fonciers nécessaires aux aménagements, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est rapprochée de la Ville de Marseille en vue d'acquérir les emprises impactées par le projet.

Aussi, compte tenu de l'imprécision à ce jour des emprises devant faire objet de la cession et de la nécessité de démarrer les travaux au deuxième trimestre 2020, il a été convenu que la Ville de Marseille mette à disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence les tènements fonciers nécessaires.

CONSIDÉRANT

- Que la Ville de Marseille met à la disposition de la Métropole Aix-Marseille-Provence un ensemble de parcelles dont elle est propriétaire pour la réalisation des extensions Nord et Sud du tramway de Marseille.
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée par la Ville de Marseille à occuper temporairement lesdites parcelles pour une durée de huit ans dans l'attente de la mise à jour du domaine public cadastral.

Article 1 :

Est signée une convention de mise à disposition préalable au transfert de propriété pour l'opération d'extension Nord et Sud du réseau de tramway de Marseille et la création d'un Site de Maintenance et de Remisage au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la Ville de Marseille pour une durée de huit ans.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 13 Décembre 2019

Décision n° 19/700/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune de Mallemort pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section F numéro 1679, sis avenue de Craponne, appartenant à Monsieur Patrick Chauvet

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1, L 211-2, L 213-3, L 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18 CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- la délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n°2017-82-SG du 11 octobre 2017 du Conseil Municipal de la commune de Mallemort instituant le droit de préemption urbain sur sa commune ;
- La déclaration d'intention d'aliéner reçue en mairie de Mallemort le 30 octobre 2019 enregistrée sous le n°01305319M0138 portant aliénation d'un bien immobilier cadastré section F numéro 1679, sis avenue de Craponne appartenant à Monsieur Patrick Chauvet ;
- Le courrier de la Commune de Mallemort du 12 novembre 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption urbain.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice du droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune de Mallemort, cadastré section F numéro 1679, classé en zone UB et grevé d'un emplacement réservé n° 12 (aménagement de la RD23 à l'ouest de l'agglomération avenue de Craponne) au Plan Local d'Urbanisme en vigueur, ne présente pas d'intérêt pour la Métropole mais permettrait à la commune de mettre en œuvre l'aménagement d'un carrefour ;
- Que la préemption présente donc un intérêt pour la commune de Mallemort.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la commune de Mallemort pour l'acquisition d'un bien immobilier cadastré section F numéro 1679, sis avenue de Craponne à Mallemort, appartenant à Monsieur Patrick Chauvet.

Article 2 :

Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours en annulation dans un délai de deux mois devant le Tribunal Administratif de Marseille à compter de sa publication / notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée par le biais de l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible depuis le site internet www.telerecours.fr.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/701/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété de terrains appartenant à la ville de Marseille en vue de la réalisation des aménagements du 3ème tronçon du boulevard Urbain Sud (BUS), secteur De Lattre de Tassigny, traverse Parangon.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété ;
- La délibération n° 19/0829/UAGP du 16/09/2019, du Conseil Municipal de la Ville de Marseille, approuvant la mise à disposition anticipée au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernant les parcelles ci-après mentionnées.;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet du boulevard Urbain Sud, 3^{ème} tronçon planifié pour le 2ème trimestre 2020, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin que des emprises foncières appartenant à la Ville de Marseille, lui soient mises à disposition préalable aux transferts de propriété des parcelles nécessaires afin de permettre le démarrage des travaux d'aménagement du 3^{ème} tronçon de la future rocade ;

- Qu'à cette fin, une convention de mise à disposition préalable aux transferts de propriété doit être conclue entre la ville de Marseille, propriétaire des terrains et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage de chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la ville de Marseille, une convention portant mise à disposition au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, des parcelles de terrain listées ci-après :

Référence cadastrale					Emprise		Reste	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface (m²)	N°	Surface (m²)	N°	Surface (m²)
849 K	142	Sol	Traverse de la Gouffonne	536		536		/
849 K	109	Sol	Traverse de la Gouffonne	420		420		/
849 K	14	Ter.agrément	Avenue de Lattre de Tassigny	11250		11250		/
849 K	13	Lande	Avenue de Lattre de Tassigny	8065		8065		/
849 K	70	Sol	Chemin Jean Roubin	10675		10675		/
849 K	75	Sol	Traverse de la Seigneurie	60		60		/
849 K	74	Lande	Traverse de la Seigneurie	1069		1069		/
849 K	73	Lande	Traverse de la Seigneurie	1686		1686		/
849 K	71	Sol	Traverse de la Seigneurie	366		366		/
846 C	237	Sol	Traverse de la Seigneurie	830		830		/
846 C	231	Sol	Traverse de la Seigneurie	60		60		/
846 A	128	Sol	Chemin de Morgiou	690		211		479
846 A	125	Lande	Chemin de Morgiou	480		480		/
846 A	130	Lande	Chemin de Morgiou	251		183		68
846 A	107	Sol	Avenue de la Jarre	2533		2533		/
846 A	400	Lande	Rue Antoine Fortune Marion	2522		2522		/
846 A	270	Sol	Avenue de la Jarre	1256		397		859
846 A	272	Sol	Avenue de la Jarre	50		50		/
852 C	252	Sol	Avenue de la Jarre	1544		1544		/
852 C	254	Lande	Avenue de la Jarre	1612		1612		/
852 C	196	Lande	20 chemin du roy d'Espagne	2091		2091		/
852 C	199	Jardin	Chemin du roy d'Espagne	2950		2950		/
852 C	88	Jardin sol	Chemin du roy d'Espagne	2280		2280		/
852 B	109	Sol	Chemin du roy d'Espagne	923		923		/
852 B	145	Lande	Chemin du roy d'Espagne	190		190		/
852 A	177	Sol	20 chemin du roy d'Espagne	31010		2263		28747
852 A	130	Sol	Chemin du roy d'Espagne	608		458		150
852 A	41	Lande	20 chemin du roy d'Espagne	16240		16240		/
852 A	131	Sol	20 chemin du roy d'Espagne	1614		80		1534
841 D	52	Lande	49 traverse Pourrieres	21100		21100		/
852 A	105	Pré terre	5105 rue Jules Rimet	24045		3458		20587
845 E	274	Terr agrément	Traverse Le Mée	29255		1987		27268
845 E	92	Sol	Traverse Le Mée	140		140		/
845 H	54	Lande	14 Traverse Pourrieres	1072		188		884
845 H	55	Lande	14 Traverse Pourrieres	175		175		/
845 H	56	Lande	14 Traverse Pourrieres	44		44		/
845 H	57	Lande	14 Traverse Pourrieres	1130		1130		/
845 H	45	Lande	Traverse pourrieres	367		367		/
845 H	51	Lande	14 Traverse Pourrieres	261		261		/
845 H	47	Lande	Traverse Pourrieres	809		809		/
845 H	49	Lande	14 Traverse Pourrieres	3135		3135		/
845 H	44	Lande	27 Traverse Musso	31		31		/
845 H	43	Sol	27 Traverse Musso	758		758		/
845 H	81	Sol	23 Traverse Musso	227		227		/
845 I	19	Sol	18 Traverse Musso	480		480		/
845 I	46	Lande	Traverse Pourrieres	1355		1355		/
845 I	4	Sol	27 bd des Amis	861		861		/
841 D	146	Sol	Traverse de la Redonne	460		316		144
845 K	108	Sol	37 Traverse Parangon	6478		6478		/
841 D	144	Sol	Traverse Parangon	7380		1476		5904

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux ; sa réalisation interviendra de plein droit à compter du 1^{er} mars 2020.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 13 décembre 2019

Martine VASSAL

**Convention portant mise à disposition de parcelles au profit de la
Métropole Aix Marseille Provence nécessaires à la réalisation du
Boulevard Urbain Sud**

3^{ème} Tranche : Section De Lattre de Tassigny / Traverse Parangon

ENTRE :

La Ville de Marseille, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Jean-Claude GAUDIN, ancien Ministre, Sénateur des Bouches du Rhône, Vice-Président du Sénat, agissant au nom et pour le compte de ladite Ville, représentée aux fins des présentes par Madame Laure-Agnès CARADEC, Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme, au projet Métropolitain, au Patrimoine Foncier et au Droit des Sols.

Ci-après dénommée « la Ville »

D'UNE PART,

ET :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement de coopération intercommunale, ayant son siège à Marseille (13007) 58 boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200 054 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille

Représentée par sa Présidente en exercice, Madame Martine VASSAL, agissant aux présentes au nom et pour le compte de ladite métropole, en vertu d'une délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n°

Ci-après dénommée « la Métropole » ou « le preneur »

D'AUTRE PART,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIT :

EXPOSE

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de MARSEILLE.

D'une longueur totale de 8,5 km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016.

Toutefois, les travaux du BUS nécessitant l'intervention des services métropolitains et des entreprises de travaux mandats par ses soins sur des terrains appartenant à la Ville de Marseille, il est nécessaire d'obtenir une mise à disposition anticipée au transfert de propriété afin de permettre le démarrage du chantier.

Au terme de ces travaux, les cessions foncières en vue de l'intégration dans le domaine public métropolitain des terrains en cause seront régularisés par acte notarié.

Par deux conventions en date du 7/11/2017 et du 14/01/2019, la Ville de Marseille a mis à disposition de la Métropole AMP par anticipation, les parcelles impactées par la réalisation des travaux du 1^{er} et du 2^{ème} tronçon à savoir section Florian/Chemin du Vallon de Toulouse et Vallon de Toulouse/ Sainte Marguerite.

Les travaux du 3^{ème} tronçon section De Lattre de Tassigny / Traverse Parangon étant planifiés pour le 2^{ème} trimestre 2020, la présente convention concerne la mise à disposition par la Ville de Marseille à la Métropole AMP par anticipation des parcelles impactées par ce 3^{ème} tronçon afin d'autoriser la Métropole à intervenir et à y réaliser les travaux.

Ceci exposé, les parties ont convenu de conclure l'accord suivant :

A C C O R D

MISE A DISPOSITION PREALABLE AU TRANSFERT DE PROPRIETE

ARTICLE 1 : OBJET ET DESIGNATION

La Ville consent au profit de la Métropole AMP qui l'accepte, en vue des aménagements réalisés dans le cadre du projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) à Marseille (8^{ème} et 9^{ème} arrondissements), la mise à disposition préalablement à leur transfert de propriété des emprises foncières suivantes, conformément au tableau et aux plans ci-annexés :

Référence cadastrale					Emprise		Reste	
Sect.	N°	Nature	Lieu-Dit	Surface (m²)	N°	Surface (m²)	N°	Surface (m²)
849 K	142	Sol	Traverse de la Gouffonne	536		536		/
849 K	109	Sol	Traverse de la Gouffonne	420		420		/
849 K	14	Ter.agrément	Avenue de Lattre de Tassigny	11250		11250		/
849 K	13	Lande	Avenue de Lattre de Tassigny	8065		8065		/
849 K	70	Sol	Chemin Jean Roubin	10675		10675		/
849 K	75	Sol	Traverse de la Seigneurie	60		60		/
849 K	74	Lande	Traverse de la Seigneurie	1069		1069		/
849 K	73	Lande	Traverse de la Seigneurie	1686		1686		/
849 K	71	Sol	Traverse de la Seigneurie	366		366		/
846 C	237	Sol	Traverse de la Seigneurie	830		830		/
846 C	231	Sol	Traverse de la Seigneurie	60		60		/
846 A	128	Sol	Chemin de Morgiou	690		211		479
846 A	125	Lande	Chemin de Morgiou	480		480		/
846 A	130	Lande	Chemin de Morgiou	251		183		68
846 A	107	Sol	Avenue de la Jarre	2533		2533		/
846 A	400	Lande	Rue Antoine Fortune Marion	2522		2522		/
846 A	270	Sol	Avenue de la Jarre	1256		397		859
846 A	272	Sol	Avenue de la Jarre	50		50		/
852 C	252	Sol	Avenue de la Jarre	1544		1544		/
852 C	254	Lande	Avenue de la Jarre	1612		1612		/
852 C	196	Lande	20 chemin du roy d'Espagne	2091		2091		/
852 C	199	Jardin	Chemin du roy d'Espagne	2950		2950		/
852 C	88	Jardin sol	Chemin du roy d'Espagne	2280		2280		/
852 B	109	Sol	Chemin du roy d'Espagne	923		923		/
852 B	145	Lande	Chemin du roy d'Espagne	190		190		/
852 A	177	Sol	20 chemin du roy d'Espagne	31010		2263		28747
852 A	130	Sol	Chemin du roy d'Espagne	608		458		150
852 A	41	Lande	20 chemin du roy d'Espagne	16240		16240		/
852 A	131	Sol	20 chemin du roy d'Espagne	1614		80		1534
841 D	52	Lande	49 traverse Pourrieres	21100		21100		/
852 A	105	Pré terre	5105 rue Jules Rimet	24045		3458		20587
845 E	274	Terr agrément	Traverse Le Mée	29255		1987		27268
845 E	92	Sol	Traverse Le Mée	140		140		/
845 H	54	Lande	14 Traverse Pourrieres	1072		188		884
845 H	55	Lande	14 Traverse Pourrieres	175		175		/
845 H	56	Lande	14 Traverse Pourrieres	44		44		/
845 H	57	Lande	14 Traverse Pourrieres	1130		1130		/
845 H	45	Lande	Traverse pourrieres	367		367		/
845 H	51	Lande	14 Traverse Pourrieres	261		261		/
845 H	47	Lande	Traverse Pourrieres	809		809		/
845 H	49	Lande	14 Traverse Pourrieres	3135		3135		/
845 H	44	Lande	27 Traverse Musso	31		31		/
845 H	43	Sol	27 Traverse Musso	758		758		/
845 H	81	Sol	23 Traverse Musso	227		227		/
845 I	19	Sol	18 Traverse Musso	480		480		/
845 I	46	Lande	Traverse Pourrieres	1355		1355		/
845 I	4	Sol	27 bd des Amis	861		861		/
841 D	146	Sol	Traverse de la Redonne	460		316		144
845 K	108	Sol	37 Traverse Parangon	6478		6478		/
841 D	144	Sol	Traverse Parangon	7380		1476		5904

ARTICLE 2 : DUREE

La présente mise à disposition prendra effet à compter du **1^{er} mars 2020** et est consentie jusqu'à la date de livraison des ouvrages.

Dès réception des travaux, la Métropole AMP s'engage à faire établir tous les documents de géomètre nécessaires (relevés topo, DMPC, bornages) des parcelles communales impactées afin que la Ville de Marseille puisse procéder aux cessions foncières.

ARTICLE 3 : REVENU D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

La mise à disposition des parcelles listées ci-dessus par la Ville de Marseille au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne donnera pas lieu à redevance.

ARTICLE 4 : PHASE DE CHANTIER DE CONSTRUCTION

La Métropole AMP s'engage expressément à occuper précisément les emprises concernées sans déborder sur les espaces voisins. La Métropole AMP prendra les lieux en l'état, libre de toute occupation. La Ville de Marseille se chargera de faire libérer les parcelles dont elle gère par convention les occupations.

Il appartient à la Métropole Aix-Marseille-Provence d'obtenir auprès des services compétents tous les permis et autorisations nécessaires préalables à la réalisation des opérations objet de la présente convention.

Le chantier sera entièrement clos. La Métropole exécutera à ses frais les travaux de clôture et de sécurisation de l'emprise du chantier.

Un constat d'huissier pourra être réalisé si nécessaire.

La Métropole AMP reste responsable de tout dommage causé à des tiers ou à son personnel sur l'emprise du chantier mis à disposition. Il veillera à assurer les lieux contre les risques d'incendie, explosions, dégâts des eaux ainsi que les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut être encourue soit du fait de son activité soit du fait de ses préposés et visiteurs.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, en sa qualité de maître d'ouvrage, prendra toutes dispositions nécessaires pour la couverture des risques et responsabilités à l'égard de la Ville de Marseille, de manière à ce que la Ville ne puisse être inquiétée ou recherchée à quelque titre que ce soit.

La Métropole AMP ne pourra invoquer la responsabilité de la Ville de Marseille en cas de vol ou de tout autre acte délictueux commis par un ou plusieurs tiers ou préposés sur le terrain mis à disposition. Le délégataire sera considéré comme gardien du bien immobilier au sens de l'article 1284 du code civil.

ARTICLE 5 : LITIGES

En cas de litige né de l'interprétation, de l'inexécution ou de la rupture de la présente convention, il est convenu qu'avant d'introduire un recours contentieux, les parties s'obligeront à rechercher sérieusement une solution amiable, dans un délai raisonnable qu'elles auront préalablement fixé et qui ne pourra avoir pour effet de priver l'une ou l'autre des parties de l'exercice des voies de recours juridictionnels.

ARTICLE 6 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- la Ville à l'adresse de L'Hôtel de Ville de Marseille, 13002 Marseille,
- La Métropole Aix-Marseille-Provence à l'adresse du palais du Pharo, 13007 Marseille

Fait à Marseille, le

En 4 exemplaires originaux

La Ville de Marseille

Représentée par l'adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme, au projet métropolitain, au patrimoine foncier, au droit des sols

Madame Laure-Agnès CARADEC

Pour la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Représentée par son 7ème Vice-Président en exercice, agissant par délégation au nom et pour le compte de ladite Métropole.

Monsieur Pascal MONTECOT

Décision n° 19/702/D

Exercice du droit de priorité sur la cession par la SNCF d'une partie des parcelles cadastrées section CP n° 135 A (631m²), CP n°194 C (491m²) sises sur la Commune de Gardanne

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 240-1 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La notification reçue en mairie de Gardanne portant aliénation d'une partie des parcelles cadastrées section CP n° 135 A (631 m²), CP n°194 C (491m²) sises sur la Commune de Gardanne propriétés de la SNCF ;
- La lettre de Monsieur Roger Meï, Maire de Gardanne indiquant que la commune ne souhaitait pas acquérir les biens ci-dessus désignés.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 240-1 du Code de l'Urbanisme, le droit de priorité peut être exercé par les communes et par les établissements publics de coopération intercommunale titulaire du droit de préemption urbain ;

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2019

- Que suite à la réalisation du nouveau pôle d'échanges multimodal de Gardanne par la Métropole Aix-Marseille Provence, il convient de réaliser la régularisation foncière des biens ci-dessus désignés ;

DECIDE

Article 1 :

D'exercer au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille Provence son droit de priorité pour l'acquisition d'une partie des parcelles cadastrées section CP n° 135 A (631 m²) et CP n°194 C (491m²) propriété de la SNCF sises sur la commune de Gardanne au prix de vente de 52 800 euros pour 1122 m².

Article 2 :

La décision d'acquérir les biens ci-dessus désignés est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à la SNCF ainsi qu'à la Direction Régionale des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur et du département des Bouches-du-Rhône.

Article 3 :

Le propriétaire des biens visés ci-dessus considèrera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence, est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/703/D

Convention d'occupation temporaire portant sur une parcelle de terrain située sur la commune d'Allauch - Secteur Enco de Botte appartenant au Grand Port Maritime de Marseille.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté de déport 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'aménagement de la desserte du lycée d'Allauch et du complexe sportif à venir, la Métropole Aix-Marseille-Provence a la nécessité d'acquérir une parcelle de terrain nécessaire à la requalification de l'avenue de Provence et à la création d'un rond-point ;
- Que dans le cadre de ces travaux la Métropole Aix-Marseille-Provence doit utiliser des emprises appartenant au Grand Port Maritime de Marseille nécessaires aux installations de chantier ;
- Que pour mener à bien cet ouvrage dans le délai imparti le Grand Port Maritime de Marseille accepte de mettre à disposition les terrains nécessaires aux travaux avant transfert de propriété ;

- Qu'à cette fin, une convention d'occupation précaire doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée une convention d'occupation précaire entre le Grand Port Maritime de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence portant sur :

- d'une part, la mise à disposition anticipée préalablement au transfert de propriété d'une emprise de terrain d'environ 300 m² cadastrée HA 52 située avenue de Provence à Allauch qui sera plus précisément délimitée par un géomètre après travaux ;
- d'autre part, la mise à disposition d'une emprise de terrain d'environ 1 500 m² cadastrée HA 52 située avenue de Provence à Allauch. A l'issue des travaux, ce terrain nécessaire aux installations de chantier sera restitué au Grand Port Maritime de Marseille.

Cette convention précaire est conclue à titre gracieux et prendra fin à la cession par le Grand Port Maritime de Marseille de l'emprise de terrain ci-dessus citée.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2019

Martine VASSAL



CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

C1911219

CONVENTION D'OCCUPATION PRECAIRE

ENTRE les soussignés :

Le GRAND PORT MARITIME DE MARSEILLE, Établissement Public de l'État, identifié au SIREN sous le numéro 775 558 489, dont le siège est sis 23 place de la Joliette, CS 81965, 13226 Marseille cedex 2,
représenté par Monsieur Renaud PAUBELLE, agissant en qualité de Directeur de l'Aménagement, dûment habilité à l'effet des présentes par décision du Directoire en date du 23/11/2019

ci-après dénommé le «**GPMM** »,

d'une part,

Et :

LA METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE, ayant son siège à MARSEILLE (13007) 58, Boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200054807 au RCS de Marseille, représentée par sa Présidente en exercice, agissant aux présentes au nom et pour le compte de ladite Métropole, en vertu d'une décision n°
en date du

d'autre part,

ci-après dénommée la Métropole Aix-Marseille-Provence,

E X P O S E

En 1975, le Port Autonome de Marseille a acheté plusieurs parcelles d'une superficie totale de 48 936 m² sur le territoire de la commune d'Allauch et y a aménagé un centre sportif mis à la disposition de son association culturelle et sportive.

En 2009, la commune d'Allauch a souhaité acquérir plusieurs parcelles de ces emprises en vue de leur rétrocession à la Région, pour y construire un lycée.

Le 1^{er} Juillet 2011 le Conseil de Surveillance du Grand Port Maritime de Marseille a approuvé la cession à la commune d'Allauch, des parcelles situées à l'Ouest du chemin départemental, d'une contenance de 32 318 m².

Ces parcelles supportant la totalité des équipements sportifs désormais inutilisables, le GPMM a prévu leur réinstallation sur les terrains restants situés à l'Est du chemin départemental pour une contenance de 16 618 m² (ces terrains étaient en partie utilisées comme parking par les usagers du centre sportif). Le GPMM a procédé, en complément en 2012, à l'achat d'une parcelle contigüe à sa propriété d'une superficie de 1400 m².

L'assiette totale disponible pour la reconstruction du centre sportif est donc aujourd'hui de 18 018 m².

Le lycée a été réalisé et son ouverture est prévue pour septembre 2019.

Afin d'améliorer la desserte du Lycée et du complexe sportif à venir, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite réaliser des travaux sur l'Avenue de Provence de juin 2019 à décembre 2019.

Elle a donc sollicité le GPMM afin de lui permettre de réaliser les travaux aux abords immédiats de la voie de desserte et de lui mettre à disposition un espace provisoire pour ses installations de chantier sur son terrain.

La fin des travaux marquera la restitution des terrains occupés par les installations de chantier qui seront préalablement remis en état.

Une bande de terrain d'environ 300 m² qui supportera les ouvrages à réaliser restera seule objet de la convention d'occupation et devra être cédée à la Métropole après détermination de sa superficie exacte.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

CONVENTION

ARTICLE 1 – Mise à disposition de l'emplacement occupé

La Métropole Aix-Marseille-Provence est autorisée à occuper un terrain appartenant au domaine privé du GPMM, situé sur la commune d'Allauch – Secteur Enco de Botte conformément au plan référencé RB – n° de chantier 434244 joint en annexe.

Les emprises mises à disposition sont les suivantes :

- une surface de 300 m² environ correspondant aux emprises nécessaires à la réalisation des travaux de requalification de l'Avenue de Provence : élargissement de la voirie existante et création d'un rondpoint,
- une surface de 1 500 m² environ correspondant aux installations de chantier nécessaires à l'exécution de ces travaux : baraquements de chantier, stationnement d'engins, dépôts d'agrégats et voie d'accès.

À l'issue des travaux, les emprises utilisées pour les installations de chantier seront intégralement remises en état et restituées au GPMM.

La surface approximative de 300 m² qui supportera à terme les ouvrages à réaliser serait cédée après délimitation.

ARTICLE 2 – Activité de la Métropole Aix-Marseille-Provence

La présente autorisation est donnée à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour y exercer une activité de **travaux et de mise en place d'une installation de chantier**.

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra exercer sur le terrain mis à sa disposition aucune autre activité sans l'accord préalable écrit du GPMM.

ARTICLE 3 – Durée

La présente convention d'occupation est conclue à titre précaire à compter du 1er juillet 2019 et prendra fin à la cession de la bande de terrain d'environ 300 m² sachant que la surface de 1500 m² environ devra être libérée au termes des travaux de requalification de l'Avenue de Provence et au plus tard le 1er décembre 2019.

ARTICLE 4 – Conditions financières

Compte tenu de l'activité déclarée par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur les terrains mis à la disposition qui consiste à réaliser des travaux au bénéfice des deux équipements situés de part et d'autre de la voie, l'occupation est accordée à titre gratuit sous réserve de la remise en état des emprises avant restitution au GPMM.

ARTICLE 5 – État des lieux

La Métropole Aix-Marseille-Provence prend les terrains dans l'état où ils se trouvent sans pouvoir exiger du GPMM aucun travail de nivellement, de réparation, d'amenée d'eau et d'électricité ou autre.

Il déclare connaître l'état du sol et du sous-sol.

À l'expiration de la convention, un état des lieux contradictoire de sortie sera établi par le GPMM et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

En fin d'autorisation, la Métropole Aix-Marseille-Provence devra remettre à ses frais les lieux, conformément à l'état des lieux d'entrée pour ce qui concerne les abords de l'emprise cédée et aux obligations particulières telles que prévues à l'article 7 pour ce qui concerne la zone d'emprise de chantier.

Le cas échéant, les travaux nécessaires seront réalisés aux frais, risques et périls de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

ARTICLE 6 – Respect des lois et règlements

La Métropole Aix-Marseille-Provence satisfera à l'ensemble des dispositions légales ou réglementaires qui sont ou viendraient à être prescrites, en raison de son occupation ou de ses travaux, de manière à ce que la responsabilité du GPMM ne puisse être recherchée à un titre quelconque. Il effectuera à ses frais, risques et périls, et conservera à sa charge, tous travaux, installations qui en découleraient.

Les contrôles de sécurité se situent en dehors du domaine de compétence du GPMM, ils sont effectués par les autorités administratives concernées, la Métropole Aix-Marseille-Provence devra respecter les recommandations et les prescriptions qui lui seraient adressées par ces dernières et il serait seul responsable de tout manquement à ces règles tant au regard de son activité que des biens mis à sa disposition.

La Métropole Aix-Marseille-Provence devra en outre disposer en permanence, de toutes les autorisations requises pour les activités exercées ou la réalisation des travaux, de sorte que la responsabilité du GPMM ne puisse jamais être mise en cause.

Le GPMM ne pourra être, en aucune façon, recherché par la Métropole Aix-Marseille-Provence au cas où les autorisations administratives, ne dépendant pas du GPMM, que la Métropole Aix-Marseille-Provence aurait sollicitées, ne lui seraient pas accordées. Il fera son affaire personnelle des recours qui pourraient être exercés à l'encontre de ces autorisations.

La Métropole Aix-Marseille-Provence se conformera scrupuleusement aux lois, prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, l'inspection du travail, la défense passive et, plus généralement, toutes prescriptions relatives à son activité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence devra également se conformer aux prescriptions des autorités administratives compétentes en matière d'environnement, d'hygiène et de sécurité.

ARTICLE 7 – Obligations de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Obligations générales

La Métropole Aix-Marseille-Provence ne pourra céder, même en partie et gratuitement, l'autorisation qui lui est donnée.

Aucune inscription ne pourra être apposée sur les constructions et installations et aucune pancarte ne pourra être placée sur le terrain sans accord préalable du GPMM.

Le terrain du GPMM ainsi que les constructions et installations que la Métropole Aix-Marseille-Provence édifierait avec l'accord du GPMM devront toujours être tenus en état de propreté.

Obligations particulières pour ce qui concerne les installations de chantier :

Les installations de chantier et leur accès sont prévus sur un périmètre de 1500 m² en lieu et place de l'ancien parking disposant à l'heure actuelle d'une plateforme revêtue en stabilisé et d'un accès dédié. Cet accès et la plateforme de stationnement seront reconstitués à l'issue de la période de chantier.

ARTICLE 8 - Responsabilités

La Métropole Aix-Marseille-Provence est seul responsable de tous les dommages, directs ou indirects, quelle que soit leur nature, qu'ils résultent de son occupation, de ses activités ou des travaux réalisés, qu'ils soient causés par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et ce, que ces dommages soient subis par le GPMM ou par des tiers.

La surveillance des lieux mis à disposition incombant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, le GPMM est dégagé de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens.

La Métropole Aix-Marseille-Provence garantit le GPMM contre tous les recours et ou condamnations à ce titre.

En conséquence de ses obligations et responsabilités, la Métropole Aix-Marseille-Provence est tenu de contracter, pendant toute la durée de la convention, pour des montants suffisants et auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, toutes les assurances nécessaires (civile, professionnelle, vol, risques spéciaux liés à son activité, etc.) et devra en justifier à première demande du GPMM.

Il sera également tenu de s'assurer que les entreprises avec lesquelles il contractera disposent des couvertures d'assurances appropriées.

ARTICLE 9 - Indemnités

Sauf en cas de force majeure, la Métropole Aix-Marseille-Provence sera redevable d'une indemnité de 150 euros HT (cent cinquante euros) par jour où il se sera maintenu dans les lieux, pour quelque motif que ce soit, après la fin de son autorisation.

ARTICLE 10 – Résiliation

Le présent contrat sera résilié immédiatement et de plein droit, sans indemnité au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, notamment dans les cas suivants :

- dissolution de la société occupante ;
- cessation, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour quelque motif que ce soit, de l'activité définie à l'article 2 de la présente convention ;
- refus ou retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'exercice de l'activité ;

Non-respect, par la Métropole Aix-Marseille-Provence, des obligations prévues par la présente convention un mois après une mise en demeure restée en tout ou partie infructueuse, si la Métropole Aix-Marseille-Provence ne respecte pas les obligations prévues par ledit contrat

ARTICLE 11 – Exclusion du champ d'application des baux commerciaux

Il est expressément convenu entre les parties, comme condition essentielle de la présente convention, que le droit d'occupation conféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence ne l'est qu'à titre précaire et révocable. En conséquence, il exclut toute possibilité pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'invoquer l'application de la législation sur les baux commerciaux, ruraux ou d'habitation.

La présente convention est par conséquent exclue du champ d'application des dispositions des articles L.145-1 et suivants du Code de commerce sur les baux commerciaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence déclare être parfaitement informé, qu'il ne pourra bénéficier d'aucun droit au renouvellement de la présente convention à son expiration, ni à aucune indemnité et qu'il ne pourra invoquer le droit au maintien dans les lieux.

ARTICLE 12 – Attribution de compétence

Les tribunaux de Marseille sont seuls compétents pour connaître des litiges qui pourraient s'élever entre les parties relevant de l'interprétation, de l'application ou de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 – Élection de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites et de la notification de tous actes, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le GPMM font élection de domicile à leur siège respectif, tel que défini en en-tête des présentes.

ARTICLE 14 – Annexes

Sont annexés à la présente convention les éléments suivants :

- Annexe 1 : Plan des emprises

Fait à Marseille, le

en trois (3) exemplaires originaux.

Pour le Grand Port Maritime de Marseille

Le Directeur de l'Aménagement

Renaud PAUBELLE

Pour la Présidente

De la Métropole Aix-Marseille-Provence

Représentée par son 7^{ème} Vice-Président

En exercice

Agissant par délégation au nom et pour

Le compte de ladite Métropole

Pascal MONTECOT

13190 Allauch
43.322860, 5.470156

BASE VIE CHANTIER
TP : 1500 m²

ALLAUCH HA52

HA50

HA51

ALLAUCH HA49

ZONE TRAVAUX
TP : 300 m²

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2019

ESSIN PAR : T. BARRIERE
CTIVITE : SIG

12-09-19 - Ech : 1/1500

ALLAUCH
BATEL REC

Marseille For

Décision n° 19/704/D

Approbation d'une convention de mise à disposition à titre onéreux de la Halle Polyvalente d'Istres

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection de Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 479/07 du SAN Ouest Provence du 9 novembre 2007 portant création d'une régie compétente pour la gestion des prestations d'action sociale au profit des agents, des retraités et des ayants droit ;
- Les délibérations du SAN Ouest Provence n° 476/04 du 24 septembre 2004, n° 725/04 du 17 décembre 2004, n° 395/05 du 1er juillet 2005 et n° 262/07 du 11 mai 2007, n° 479/07 du 9 novembre 2007, n° 427/09 du 25 septembre 2009, n° 492/10 du 7 octobre 2010, n° 670/10 du 16 décembre 2010, n° 253/11 du 18 juillet 2011 et n° 231/14 du 27 mai 2014, fixant la liste des prestations d'action sociale.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'organisation de l'arbre de Noël 2019 des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence, devant se dérouler à la Halle Polyvalente d'Istres, équipement appartenant à la commune d'Istres, il est nécessaire de conclure une convention avec cette dernière pour la mise à disposition, à titre onéreux, de la Halle, du lundi 9 décembre 2019 à 8h00 au mercredi 11 décembre 2019 à 22h00.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention entre la commune d'Istres et la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à la mise à disposition, à titre onéreux pour un montant de 5 517 euros TTC, de la Halle Polyvalente d'Istres, du lundi 9 décembre 2019 à 8h00 au mercredi 11 décembre 2019 à 22h00, dans le cadre de l'organisation de l'arbre de Noël des agents de la Métropole Aix-Marseille-Provence/Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, chapitre 011, nature 6132.

Article 3

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2019

Martine VASSAL

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION A TITRE ONEREUX DE
LA HALLE POLYVALENTE D'ISTRES**

ENTRE

La ville d'Istres, représentée par son Maire en exercice Monsieur François BERNARDINI, élu à cette fonction aux termes du tableau du Conseil Municipal du 5 avril 2014, transmis en sous-préfecture le 22 avril 2014. Spécialement habilité aux présentés par délibération n° 106/2016 du Conseil Municipal du 18 octobre 2016
Ci-après dénommée « **la ville d'Istres** »,

ET,

La Métropole Aix-Marseille-Provence 200 054 807 003330

Représentée par sa Présidente en exercice, régulièrement habilitée à signer la présente convention par décision n° du 2019

Dont le siège est situé : 58, boulevard Charles Livon 13007 Marseille.

Ci-après dénommé « **l'occupant** »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

PRÉAMBULE

La halle polyvalente, équipement public communal, sise Place René CHAMPOLLION, référencée Section AS N° 27, d'une superficie de 3675 m² accueille régulièrement des manifestations de tout ordre.

La ville d'Istres, dans le cadre de la présente convention, autorise l'occupant, à disposer de la halle polyvalente, suivant les modalités définies ci-après :

ARTICLE 1 : OBJET DE L'OCCUPATION

La ville d'Istres autorise l'occupant à utiliser temporairement et à titre onéreux la halle polyvalente à Istres, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable.

A ce titre, l'occupant ne pourra, en aucun cas se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale, ou d'une réglementation susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation, ou quelque autre droit.

La mise à disposition dudit équipement est exclusivement consentie pour la manifestation suivante : **Arbre de Noël des agents du Conseil de Territoire Istres-Ouest Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.**

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE L'OCCUPANT

L'occupant s'engage à utiliser les lieux conformément à l'objet de la manifestation. Tout changement d'affectation même provisoire entraînera la résiliation automatique et sans indemnité de la convention.

Il s'engage à respecter et faire respecter le règlement intérieur, joint à la présente et dûment signé par ses soins.

L'occupant s'engage à utiliser les lieux raisonnablement et à rendre ces derniers au terme de la manifestation dans l'état où il les a trouvés.

L'occupant s'engage à ne procéder à aucune transformation ou modification de la halle qui puisse être définitive.

Sous peine de poursuites, l'occupant devra procéder à la remise en état des lieux.

ARTICLE 3 – REDEVANCE

Cette mise à disposition est consentie moyennant la redevance d'un montant de 5 517 Euros TTC, correspondant au tarif annuel approuvé par délibération n° 200/18 du conseil municipal du 26 septembre 2018. Cette redevance est payable à réception de l'avis de mise en recouvrement émis par le Trésorier d'Istres.

ARTICLE 4: ASSURANCES

L'occupant fera son affaire personnelle de tous dommages causés aux aménagements qu'il effectuera dans les locaux, ainsi que ceux causés au mobilier, matériel, marchandises et tous objets lui appartenant dont il sera détenteur, à quelque titre que ce soit, en renonçant ou faisant renoncer sa ou ses compagnies d'assurances, à tout recours contre la commune et son assureur.

Il assurera les risques locatifs et les risques propres à son activité, auprès d'une compagnie notoirement solvable (incendie, explosion, dégât des eaux, vol, etc.).

Il devra déclarer dans le délai de 8 jours ouvrés, à son propre assureur et à la commune, tout sinistre affectant les biens de ce dernier quelle qu'en soit l'importance et même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

Il fera garantir les conséquences pécuniaires des responsabilités qu'il pourrait encourir à l'égard des voisins et des tiers en général.

Dès la prise d'effet des présentes, l'Occupant devra justifier de l'ensemble de ses contrats à la commune en lui fournissant une attestation d'assurance.

ARTICLE 5 : SECURITE

Cet équipement relève de la législation s'appliquant aux établissements recevant du public de 1^{ère} catégorie type L/P/X, sa capacité d'accueil maximale est de 4 030 personnes. Au-delà de ce seuil, l'occupant engage sa pleine et entière responsabilité. La disposition et l'aménagement de la Halle peuvent entraîner une diminution du nombre maximal de personnes pouvant être accueillies. L'occupant s'engage à respecter la capacité d'accueil de la halle, au risque de voir sa responsabilité engagée.

L'occupant devra respecter scrupuleusement toutes les règles de sécurité liées à un tel équipement. Il devra, entre autre, prendre en charge les frais du personnel de sécurité incendie et de sécurité nécessaire à la manifestation.

En cas d'accident, si l'utilisation de la halle ne correspond pas à l'objet de l'autorisation, l'occupant en sera rendu responsable.

L'occupant devra tenir informé la ville d'Istres de tout incident qui surviendrait durant l'utilisation de la salle.

L'occupant s'assurera que les règles relatives aux personnels de sécurité incendie et de sécurité nécessaire à la tenue de la manifestation organisée soient respectées. Il sera responsable de tout incident et débordement qui se dérouleraient lors de la manifestation.

L'occupant devra respecter le règlement de sécurité mis en place.

ARTICLE 6 : DUREE

La présente convention est consentie **du lundi 9 décembre 2019 à 8h00 au mercredi 11 décembre 2019 à 22h00.**

La fixation de cette durée ne fait pas obstacle à ce que la Commune en prononce la résiliation, dans les conditions fixées à l'article 8.

ARTICLE 7 : CADUCITE

La présente convention est réputée caduque, notamment dans les cas suivants :

-dissolution de l'entité occupante,

-cessation pour quelque motif que ce soit de l'activité exercée par l'occupant,

-redressement ou liquidation judiciaire, hormis le cas de la poursuite imposée des contrats,

sous peine de poursuites l'occupant dont la convention est frappée de caducité, ou ses ayants droits, le cas échéant, devront procéder à la remise en état des lieux, conformément aux dispositions prévues à l'article 4.1 et 4.2 de la présente convention.

Ils ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 8. RESILIATION

Article 8-1 : Résiliation

La commune d'Istres se réserve notamment la faculté de résilier, sans délais, la présente convention pour un motif d'intérêt général, lié au domaine occupé. L'occupant devra remettre les lieux en l'état.

Article 8-2 : Résiliation sanction

En cas d'inexécution ou d'inobservation par l'occupant d'une quelconque de ses obligations, la commune d'Istres pourra résilier la convention, sans préjudice des poursuites contentieuses qui pourront être diligentées à son encontre. Cette résiliation est dûment motivée.

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est résiliée devra procéder à ses frais et sans délais, à la remise en état des lieux.

Article 8-3 : Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de solliciter la résiliation de la présente convention 48h avant la manifestation.

Article 8-4 : Conséquence de la résiliation

L'occupant dont la convention est résiliée ne pourra prétendre à aucune indemnisation quelque soit le motif de la résiliation.

ARTICLE 9: CLAUSE DE COMPETENCE

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Marseille, 22-24 rue Breteuil, 13006 Marseille.

ARTICLE 10 : INTUITU PERSONAE

L'occupant doit occuper personnellement les lieux mis à sa disposition.

L'occupant s'interdit de concéder ou de sous louer les biens immobiliers mis à sa disposition, sauf accord exprès de la commune d'Istres.

Il lui est également strictement interdit de procéder à une location-gérance, sans l'accord express de la commune d'Istres.

Le non respect de cette clause constituerait une faute de l'occupant et entraînerait la résiliation immédiate et sans indemnisation de la présente convention.

ARTICLE 11: INTANGIBILITE DES CLAUSES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, quelle qu'en ait pu être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression des clauses et conditions de la présente.

Fait à ISTRES, Le

Pour la ville d'Istres,

François BERNARDINI
Maire d'Istres

Vice-président de la Métropole
Aix-Marseille-Provence
Président du Conseil de Territoire
Istres-Ouest Provence

Pour l'organisateur,

Martine VASSAL
La Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence

Décision n° 19/710/D

Mission élu pour Monsieur Roland Giberti Vice-Président - Visite de la station d'épuration - 9 décembre 2019 - Béziers

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 portant élection de Monsieur Roland Gibert, en qualité de 8^{ème} Vice-président délégué à l'Eau, l'Assainissement et Gemapi ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux remboursements de frais de missions des membres du Bureau.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Roland Giberti est Vice-président de la Métropole Aix-Marseille-Provence délégué à l'Eau, l'Assainissement et Gemapi.

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Roland Giberti se rendra à Béziers le 9 décembre 2019 pour une visite de terrain de la station d'épuration installée dans cette ville.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/717/D

Emprunt obligataire de 30 000 000 euros émis sous le programme EMTN de la Métropole Aix-Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n°FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°19/156/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/320/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe Finances et Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- L'opportunité de diversifier les sources de financement de la Métropole Aix-Marseille-Provence et d'assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

DECIDE

Article 1 :

De procéder à l'émission d'obligations, dont le placement est réalisé par la banque HSBC France, en tant qu'arrangeur du programme, et dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Montant	30 000 000 euros
Durée	18 ans
Taux Fixe	1,00%
Date de versement	10-déc-19
Première échéance des intérêts	15-janv-20
Mode d'amortissement	Au pair, à l'échéance
Périodicité des intérêts	Annuelle
Base de calcul	Exact/Exact (ICMA)
Prix d'émission	100%
Commission de placement	0,25% soit 75 000 €
Estimation des fonds nets à percevoir par l'émetteur	30 000 000 -75 000 = 29 925 000 €

Article 2 :

Est précisé que les fonds provenant de cette émission obligataire, soit 30 000 000 euros (fonds nets versés de 29 925 000 euros), sont dédiés au financement des investissements 2019 du Budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3 :

Est signé l'ensemble de la documentation financière afférent à ladite émission obligataire.

Article 4 :

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cette émission obligataire.

Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les frais liés à l'émission seront imputés au compte 627.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 04 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 4 Décembre 2019

Décision n° 19/718/D

Mission élue : Madame Arlette Fructus - Comité d'engagement de l'ANRU - 3 décembre 2019 - Paris

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 003-4258/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative notamment à l'élection de Madame Arlette Fructus, en qualité de 17^{ème} Vice-présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux remboursements de frais des membres du Bureau et des élus métropolitains ;
- L'arrêté 19/075/CM portant délégation à Madame Arlette Fructus, 17^{ème} Vice-Présidente du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que Madame Arlette Fructus est Vice-présidente, déléguée à l'habitat, au logement, et à la politique de la ville.

DECIDE

Article 1 :

Madame Arlette Fructus se rendra du 3 au 4 décembre 2019 à Paris pour me représenter la présidente de la Métropole à la réunion du comité d'engagement de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (A.N.R.U.)

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/721/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-Les-Vallons d'un terrain situé au 168 chemin des Bourrely 13240 Septèmes-les-Vallons cadastré AZ 272 appartenant aux Consorts Missonnier.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et NA ;
- La délibération URB 013-3852/18/CM du 18 mai 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instaurant un droit de préemption urbain renforcé sur les zones UC et UD du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération EPPS 004-245/14/CC du 26 juin 2014 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole précisant les conditions de délégations du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé aux communes membres ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 19 M0169 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 30 octobre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée AZ 272 sis au 168 chemin des Bourrely 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant aux Consorts Missonnier ;

CONSIDÉRANT

- Que le bien est situé en zone UB du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Que la Commune de Septèmes-les-Vallons est soumise aux dispositions de la loi SRU ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien par la Commune de Septèmes-les-Vallons s'inscrit dans la cadre du Programme Local de l'Habitat qui doit permettre la réalisation de logements au titre de l'article 55 de la loi SRU ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la parcelle cadastrée AZ 272 d'une contenance de 640m² sis au 168 chemin des Bourrely 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant aux Consorts Missonniers.

Article 2 :

Madame La Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/722/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-Les-Vallons de deux lots de copropriété, pour le lot 245 appartement de 68.77m² et lot 375 cellier, situés Résidence le Pré de l'Aube 13240 Septèmes-Les-Vallons cadastrés AK 107 à 110, appartenant à Mme Etoile Bénichou

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et NA ;
- La délibération URB 013-3852/18/CM en date du 18 mai 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instaurant un droit de préemption urbain renforcé sur les zones UC et UD du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération N°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégation du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les Missions Foncières ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 19 M0170 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 06 novembre 2019 portant aliénation de biens et droits immobiliers, parcelles cadastrées AK n°107 à 110 sis « Résidence le Pré de l'Aube » au 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Mme Bénichou ;

CONSIDÉRANT

- Que le bien est situé en zone UC du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Que la Commune de Septèmes-les-Vallons est soumise aux dispositions de la loi SRU,
- Que la maîtrise foncière de ce bien par la Commune de Septèmes-les-Vallons s'inscrit dans la cadre du Programme Local de l'Habitat qui doit permettre la réalisation de logements au titre de l'article 55 de la loi SRU ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de biens et droits immobiliers d'une surface habitable de 68.77m² sis Résidence Pré de l'Aube 13240 Septèmes-les-Vallons cadastrés AK n°107 à 110 appartenant à Mme Bénichou Etoile.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/723/D

**Mission élu : Monsieur Henri Cambessedes- Comité d'engagement de l'ANRU -
3 décembre 2019 - Paris**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 085-567/16/CM du 30 juin 2016 relative aux remboursements de frais des membres du Bureau et des Elus métropolitains.

CONSIDÉRANT

- Que le pays de Martigues fait partie du projet de rénovation urbaine du Comité d'Engagement de l'ANRU (Agence Nationale de Rénovation Urbaine)

DECIDE

Article 1 :

Monsieur Cambessedes Henri, Conseiller métropolitain et 1^{er} Vice-Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues, se rendra à Paris le 3 décembre 2019 pour assister à la réunion du comité d'engagement de l'ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine).

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/724/D

Délégation du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA) pour l'acquisition d'une parcelle cadastrée CC n° 44 sise 817 Avenue de la Violesi 13320 Bouc-Bel-Air

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5211-9 et L. 5217-2 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3 et L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- La délibération FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°16.06.10 du Conseil Municipal de Bouc-Bel-Air du 13 juillet 2016 actualisant le périmètre du droit de préemption urbain sur la commune de Bouc-Bel-Air ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°IA013015M0171 reçue en mairie de Bouc-Bel-Air le 4 octobre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée CC n° 44 sise 817 Avenue de la Violesi 13320 Bouc-Bel-Air.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application de l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, en matière d'Aménagement de l'Espace Métropolitain, la compétence Plan Local d'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence peut déléguer son droit de préemption dans les conditions de droit commun prévues aux articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'Urbanisme ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation est situé dans le secteur de la Violesi couvert, dans le Plan Local d'Urbanisme en vigueur, par une orientation d'aménagement et de programmation. Cette dernière vise à structurer l'ensemble du quartier et à améliorer l'existant en accompagnement de la requalification de la RD8n ;
- Que l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur assure une mission foncière au travers d'une convention Habitat à caractère multi-sites.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur pour l'acquisition de la parcelle cadastrée CC n° 44 sise 817 Avenue de la Violesi 13320 Bouc-Bel-Air.

Article 2

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2019

Décision n° 19/725/D

Délégation du droit de préemption urbain à la commune d'Istres pour l'acquisition de l'immeuble cadastré section CL n° 3, sis 2 rue du Clos à Istres, appartenant à Monsieur Paul Pourrat et Madame Laurence Gerin épouse Pourrat

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 210-1, L. 211-2, L. 213-3, L. 300-1 et suivants ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 20 septembre 2018 relative à l'élection à Madame Martine Vassal en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau pour les missions foncières ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions ;
- Les délibérations n° 125/13 du 11 avril 2013, n° 261/13 du 25 juillet 2013 et n° 274/16 du 18 octobre 2016 du Conseil Municipal de la commune d'Istres par lesquelles la commune a institué le droit de préemption urbain sur son territoire et en a délimité le périmètre ;

- Le Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n° IA 013 047 19 M267 reçue en mairie d'Istres le 8 octobre 2019 relative à la vente d'un immeuble bâti comprenant un local commercial en rez-de-chaussée et une maison à usage d'habitation élevée sur 2 étages d'une surface utile ou habitable d'environ 81 m², cadastré section CL sous le numéro 3, situé à Istres, 2 rue du Clos, appartenant à Monsieur Paul Pourrat et Madame Laurence Gerin épouse Pourrat, classé en zone UAb du plan local d'urbanisme de la commune d'Istres, pour un prix de deux cent quatre-vingt-quinze mille euros (295 000,00 €) hors droits ou taxes ;
- Le courrier de la ville d'Istres du 5 novembre 2019 demandant à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de déléguer son droit de préemption à la commune d'Istres.

CONSIDÉRANT

- Qu'en application des articles L. 5217-2 et L. 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant transfert de la compétence "Aménagement de l'espace métropolitain", le 1^{er} janvier 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence, est devenue titulaire du droit de préemption urbain prévu par le Code de l'Urbanisme qui s'exerçait sur le territoire des 92 communes composant la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'en application de l'article L. 211-2 du Code de l'Urbanisme, la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte de plein droit sa compétence en matière de droit de préemption urbain ;
- Qu'il convient de ne pas freiner la réalisation, dans l'intérêt général, d'action ou d'opérations d'aménagement de compétence communale, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite donc déléguer, comme l'y autorise les articles L. 211-2 et L. 213-3 du Code de l'urbanisme, l'exercice de son droit de préemption urbain ;
- Qu'en application de l'article L. 5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération n° URB 002617/16/CM du 30 juin 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence peut, à l'occasion de l'aliénation d'un bien, déléguer l'exercice des droits de préemption ;
- Que la ville d'Istres a demandé par courrier du 5 novembre 2019 à la Métropole Aix-Marseille-Provence de lui déléguer son droit de préemption ;
- Qu'en l'espèce, le bien proposé à l'aliénation situé sur la commune d'Istres sur la parcelle cadastrée section CL numéro 3, classé en zone UAb du plan local d'urbanisme de la commune d'Istres, ne présente pas d'enjeu pour la Métropole mais pourrait permettre la mise en oeuvre d'une opération communale ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite déléguer, comme l'y autorise l'article L. 213-3 du Code de l'Urbanisme, l'exercice de son droit de préemption à la commune d'Istres, sur la parcelle cadastrée section CL n° 3 sis 2 rue du Clos.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption est délégué à la commune d'Istres, pour l'acquisition d'un tènement foncier sur lequel est érigé un local commercial en rez-de-chaussée et une maison à usage d'habitation élevée sur 2 étages d'une surface utile ou habitable d'environ 81 m²,

figurant au cadastre à la section CL sous le numéro 3, sis 2 rue du Clos sur la commune d'Istres, appartenant à Monsieur Paul Pourrat et Madame Laurence Gerin épouse Pourrat classé en zone UAb du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Istres, pour un prix de 295 000 euros hors droits ou taxes.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 16 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/726/D

Mise à disposition préalable au transfert de propriété d'un terrain appartenant à la SOLEAM pour la réalisation de l'aménagement de la rue Auphan à Marseille 3ème arrondissement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 16/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- La convention portant mise à disposition préalable au transfert de propriété.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint-Mauront à Marseille 3^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a besoin qu'une emprise foncière appartenant à la SOLEAM lui soit mise à disposition afin de permettre le démarrage des travaux d'aménagement de la rue Auphan.
- Qu'à cette fin, une convention portant à disposition préalable au transfert de propriété doit être conclue entre la SOLEAM, propriétaire du terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec la SOLEAM une convention portant mise à disposition au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de la parcelle de terrain nu d'une contenance de 29 m² cadastrée section 813 L n° 131.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa résiliation interviendra de plein droit à la signature de l'acte de transfert de propriété du terrain en cause.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2019

Martine VASSAL

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION PREALABLE AU TRANSFERT DE PROPRIETE

ENTRE :

La société **SOLEAM**, Société Publique Locale d'Aménagement, au capital de 5 000 000,00 € dont le Siège Social est à Marseille en l'Hôtel de Ville et les bureaux au 49, la Canebière 13001 MARSEILLE, immatriculée sous le numéro 524 460 888 auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de MARSEILLE, représentée par son Directeur Général Monsieur Jean-Yves MIAUX, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration de la société, en date du 26 juin 2014

Agissant en sa qualité de concessionnaire de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la mise en œuvre de l'opération de Résorption de l'Habitat Insalubre (RHI) de Saint-Mauront Gaillard, à Marseille 3^{ème} Arrondissement,

Désignée ci-après par « **La SOLEAM** »

D'UNE PART,

ET :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement de coopération intercommunale, ayant son siège à Marseille (13007) 58 boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200 054 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille

Représentée par sa Présidente en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite Métropole en vertu d'une décision..... en date du

Désignée ci-après par « **L'OCCUPANT** » ou « **Métropole Aix-Marseille-Provence** »

D'AUTRE PART,

EXPOSE

Par délibération n°06/0966/EHCV du 2 Octobre 2006, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession d'aménagement, telle que définie aux articles L.300-4 et L.300-5 du code de l'urbanisme, par laquelle la Ville de MARSEILLE confie à Marseille Aménagement l'opération de Résorption d'Habitat Insalubre (RHI) « Saint Mauront-Gaillard ».

Par délibération du Conseil Municipal n° 07/0077/EHCV en date du 5 février 2007, il a été demandé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le maintien du périmètre de droit de préemption Urbain Renforcé (DPUR) de Saint Mauront Est (3ème arrondissement), et, la délégation spécifique conférée à la SEM MARSEILLE AMENAGEMENT.

Le 28 novembre 2013, la société Marseille Aménagement a été absorbée au profit de la SPL SOLEAM.

Par délibération du 26 octobre 2015 n°15/1071/UAG du Conseil Municipal de la Ville de Marseille approuvée par la délibération n° FCT 030-1585/15/CC Conseil Communautaire du 21 décembre 2015, la concession RHI Saint-Mauront-Gaillard a été transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette opération d'aménagement qui s'inscrit dans le cadre du protocole d'éradication de l'habitat indigne signé en 2002 entre l'Etat et la Ville de MARSEILLE a pour objectif de procéder à la résorption des immeubles et logements insalubres de ce quartier compris entre les rues Félix Pyat, Auphan, et l'autoroute Nord.

L'opération de Résorption d'Habitat Insalubre « Saint Mauront-Gaillard » se développe sur un terrain de l'ordre de 2 hectares et comprend la démolition d'une trentaine d'immeubles, la construction d'environ 110 logements (Maîtrise d'ouvrage Nouveau Logis Provençal) ouvrant sur des cœurs d'îlots plantés, des aménagements publics paysagers (création de 2 placettes), la rénovation complète des réseaux secs et humides ainsi que la requalification des voiries.

La Ville de Marseille fait réaliser des travaux d'extension de l'école Félix Pyat située sur la parcelle 813 L 114, 54 rue Félix Pyat ainsi que sur la parcelle 813 L 112 (extension de l'école Félix Pyat).

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite pouvoir disposer de manière précaire et temporaire, de la parcelle de terrain située 32 rue Auphan actuellement cadastrée 813 L 131 d'une superficie cadastrale de 29 ca. Ceci afin d'y effectuer les travaux d'aménagement et de réhabilitation de la rue Auphan, qui consistent en la réalisation d'un talus et d'un escalier et qui nécessite la dépose de la clôture existante.

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions et modalités de mise à disposition par la SOLEAM, propriétaire de ladite parcelle cadastrée 813 L n° 0131 au profit de la métropole Aix Marseille Provence préalablement à l'acquisition de ladite parcelle.

Un protocole foncier sera régularisé entre la SOLEAM et la Métropole Aix-Marseille-Provence. Dans l'attente de régulariser par acte authentique, en fin d'opération, la cession foncière de l'emprise en cause en vue de son intégration dans le domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence, les travaux nécessitent l'intervention des services métropolitains sur la propriété de la SOLEAM duquel il est nécessaire d'obtenir une autorisation d'occupation temporaire.

Ceci exposé, les parties ont convenu de conclure l'accord suivant :

A C C O R D

I - AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

Article 1.1

La SOLEAM consent au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence qui l'accepte, l'autorisation d'occuper temporairement, pour une période de 4 mois à compter de la signature de la présente, en vue de l'aménagement de la rue Auphan :

- Parcelle cadastrée sous la section 813 L n° 131

Article 1.2

La présente autorisation d'occupation temporaire est consentie à titre gracieux par la SOLEAM.

II - CONDITIONS PARTICULIERES

Article 2.1

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera son affaire personnelle de l'existence et de l'éventuel dévoiement des ouvrages et réseaux appartenant à la SOLEAM qui seraient situés dans l'emprise foncière objet de la présente convention.

Article 2.2

L'occupant, déclare avoir une parfaite connaissance des lieux pour les avoir préalablement à la signature des présentes vus et visités, ainsi que les prendre en l'état sans exception ni réserve.

L'occupant s'engage à prendre le bien en l'état où il se trouve. En particulier l'occupant s'engage à évacuer tout dispositif utilisé pour la réalisation des installations de chantier, ainsi que tous matériaux, ou déchets qui pourraient être déposés pendant la période d'occupation, sur la parcelle concernée, même s'il s'avère que ces dépôts se sont faits à son insu ou sans son accord.

L'occupant prendra toutes les mesures nécessaires et s'engage à ce que les activités exercées sur le terrain n'entraînent pas de nuisances et/ou de pollution au sol et au sous-sol.

Article 2.3

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes se trouvant sur le terrain mis à disposition. Elle veillera à ce que l'utilisation des lieux se fasse en conformité avec la réglementation en vigueur, notamment en termes de voirie, sécurité, police, salubrité et de manière générale à toutes les prescriptions relatives à son activité.

En outre, la Métropole Aix-Marseille-Provence dégage toute responsabilité du propriétaire pour toutes les conséquences d'accidents éventuels qui pourraient intervenir dans la zone effectivement occupée et qui résulteraient des aménagements projetés.

Il est également convenu de manière expresse que la SOLEAM ne pourra être tenu pour responsable des vols, dégradations ou tout autre acte délictueux commis par un ou plusieurs tiers ou préposés pouvant survenir sur les terrains mis à disposition. La METROPOLE Aix-Marseille-Provence sera gardienne des biens au sens de l'article 1242 du code civil.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à faire son affaire personnelle de tous dommages, accidents, dysfonctionnements et détériorations pouvant être causés aux biens ou aux personnes se trouvant sur les terrains mis à disposition, à compter de la mise à disposition.

Les différents intervenants (maître d'œuvre, constructeurs) à l'opération assumeront leur responsabilité et couvriront les dommages qui résulteraient des chantiers conformément aux dispositions de droit commun et contractuelles applicables à cette opération.

Article 2.4

La Métropole Aix-Marseille-Provence assurera pendant et une fois le chantier terminé, la gestion, sous sa responsabilité pleine et entière, des emprises destinées à intégrer son patrimoine dans l'attente de leur transfert de propriété (y compris les réseaux situés en tréfonds)

III - CONDITIONS GENERALES

Article 3.1

La présente convention sera opposable une fois signée par le Directeur Général de la SOLEAM et par le 7^{ème} Vice-Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur Pascal MONTECOT, et à la suite des formalités de notification.

Elle expirera à la signature de l'acte notarié portant transfert de propriété au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence des terrains en cause. La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à mener à bien la signature de l'acte notarié de cession portant transfert de propriété, sans quoi la SOLEAM n'aurait pas consenti à la présente convention.

Article 3.2

La Métropole Aix-Marseille-Provence acquittera toutes les contributions et taxes frappant le sol et les ouvrages réalisés ainsi que les taxes afférentes à la gestion et à l'exploitation de ces ouvrages à compter de la mise à disposition des terrains par SOLEAM.

La présente convention, faite à l'amiable, ne donnera lieu à aucune perception au profit du Trésor en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Article 3.3

A défaut d'exécution de l'une quelconque des clauses et conditions de la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, si bon semble à la METROPOLE Aix-Marseille-Provence ou à SOLEAM, sans qu'il soit besoin de remplir aucune formalité judiciaire.

Fait à Marseille le 31 octobre 2019, en 2 exemplaires originaux, sur 4 pages.

SOLEAM

Représentée par son Directeur Général

Pour la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Représentée par son 7^{ème} Vice-Président en exercice, agissant par délégation au nom et pour le compte de ladite Métropole

Monsieur Jean Yves MIAUX

Monsieur Pascal MONTECOT

Décision n° 19/727/D

ZAC Littorale à Marseille 15ème arrondissement - convention de participation chemin de la Madrague Ville - rue Cazemajou - boulevard Ferdinand de Lesseps

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.311-4 ;
- L'arrêté préfectoral du 17 octobre 2013 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté Littorale ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- L'arrêté préfectoral du 19 octobre 2015 approuvant le programme des équipements de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Littorale.
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Arrêté n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ces attributions.

CONSIDÉRANT

- Que La ZAC Littorale s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National ;

- Que L'EPAEM est chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone ;
- Que le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 17 octobre 2013, d'exclure du champ d'application de la Taxe Locale d'Equipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC ;
- Que la SCCV Le Phocéa, en cours d'acquisition d'un terrain appartenant à la Ville de Marseille situé Boulevard Lesseps, rue Cazemajou, chemin de la Madrague Ville (Marseille 15^{ème} arrondissement), a déposé le 14 juin 2019 une demande de permis de construire PC n° 013055 1900499 PO destinée à la construction d'un immeuble de bureaux avec deux niveaux de parkings enterrés ;
- Que le terrain est situé dans le périmètre de la ZAC Littorale et est compris dans la zone UAeE2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- Que le terrain sis à Marseille Boulevard Lesseps, rue Cazemajou, chemin de la Madrague Ville (15^{ème} arrondissement), cadastré 215901 H 0027 d'une superficie de 2062 m², n'a pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone ;
- Que la convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC d'un montant de 1 448 607,71 euros ;
- Que la convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire et qu'elle doit être conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence (MAMP) et la SCCV LE PHOCEA conformément à l'article L 311-4 susvisé ;
- Que les équipements publics correspondants à la participation sont financés et réalisés par l'EPAEM.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la convention de versement de la participation financière de la SCCV Le Phocéa aux coûts des équipements publics de la ZAC Littorale d'un montant de 1 448 607,71 euros.

Article 2 :

La participation constructeur sera versée directement à l'EPAEM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC Littorale.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 03 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 3 Décembre 2019

ZAC LITTORALE

CONVENTION DE PARTICIPATION Chemin de la Madrague Ville / Rue Cazemajou / Boulevard Ferdinand de Lesseps

Entre :

la METROPOLE D'AIX MARSEILLE PROVENCE METROPOLE
représentée par son Président, Madame Martine VASSAL,
habilitée à cet effet par délibération n°FAG FAG 001-4256/18/CM du conseil
de la Métropole du 20 septembre 2018,

ci-après désignée « la »MAMPM,

d'une part,

et

La SCCV LE PHOCEA
ci-après désignée « le constructeur »,
1 allée de la Roberstau
67000 Strasbourg
Représentée par M. François LAZARD

d'autre part,

il a été préalablement exposé ce qui suit.

EXPOSE

1 – La ZAC LITTORALE s'inscrit dans les opérations menées par l'Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée (EPAEM) dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National qui lui a été confiée (décrets n° 95-1102 et n°95-1103 du 13 octobre 1995).

2 – Par arrêté préfectoral en date du 17 octobre 2013, le Préfet des Bouches-du-Rhône a décidé la création de la ZAC LITTORALE.

3 – Le dossier de réalisation de cette ZAC (Projet de programme des équipements publics, programme des constructions, modalités prévisionnelles de financement) a été approuvé :

- par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille numéro 13/0480/DEVD en date du 17 juin 2013
- par délibération du Conseil de Communauté Urbaine en date du 28 juin 2013.

4 - Un avis favorable a été donné sur le programme des équipements publics du dossier de réalisation de cette ZAC savoir :

- par délibération du conseil communautaire de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole en date du 22 mai 2015
- par délibération du conseil municipal de la Ville de Marseille en date du 29 juin 2015

Par arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2015 a été approuvé le programme des équipements publics de la ZAC LITTORALE.

5 – L'EPAEM étant chargé, en tant qu'aménageur de la ZAC, de réaliser l'ensemble des travaux d'aménagement de la zone, le Préfet a décidé, par l'arrêté de création du 17 Octobre 2013 précité, d'exclure du champ d'application de la taxe locale d'équipement (TLE) les constructions édifiées dans la ZAC, ce qui a pour effet de soumettre celles-ci au régime des participations en ZAC.

6 – La présente convention intervient, notamment, en contrepartie de l'exonération de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement, dont bénéficient les constructions édifiées à l'intérieur du périmètre de la ZAC, à la condition que le constructeur participe au coût des équipements prévus à l'article R331-6 du code de l'urbanisme..

7 – La mise en œuvre du projet de travaux, envisagé par le constructeur et tel qu'il apparaît dans le permis de construire ci-après détaillé, impose de déterminer les engagements réciproques entre le constructeur d'une part, la METROPOLE et l'EPAEM d'autre part, préalablement à la délivrance des autorisations administratives de réalisation du projet, et tenant à l'obligation du

constructeur de participer au coût des équipements de la « ZAC LITTORALE » (article L. 311-4 du code de l'urbanisme), dont son projet bénéficiera.

La Ville de Marseille est propriétaire d'un ensemble immobilier sis à Marseille (15^e arrondissement) Boulevard Lesseps, rue Cazemajou, chemin de la Madrague Ville. La partie concernée par le projet de travaux porte sur la parcelle cadastrée 901 H 27 d'une superficie de 2062 m² sur laquelle le constructeur, actuellement sous promesse de vente avec la ville de Marseille, souhaite réaliser un immeuble de bureaux et services de sept niveaux de bureaux dont un rez-de-chaussée avec bureaux et services, et deux niveaux de parkings enterrés, le long du boulevard de Lesseps, de la rue Cazemajou et du chemin de la Madrague Ville, pour lequel elle a déposé un permis de construire n° PC 013055 1900499 P0 pour la création d'une surface de plancher de 8562,29 m².

Le bien immobilier concerné est situé dans le périmètre de la ZAC LITTORALE Boulevard Lesseps, rue Cazemajou, chemin de la Madrague Ville 13015 MARSEILLE et compris dans la zone UAeE2 du PLU modifié de la Ville de Marseille.

8 - La présente convention porte sur le versement de la participation financière du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC, en application de l'article L 311-4 (dernier alinéa) du code de l'urbanisme.

Cette convention est passée entre la MAMPM et le constructeur conformément à l'article L 311-4 susvisé.

Cependant, dans le cas de la ZAC LITTORALE, les équipements publics correspondant à la participation sont financés et réalisés par l'EPAEM et non par la MAMPM, conformément au Programme des Equipements Publics de cette ZAC (dossier de réalisation).

En conséquence et en accord avec la MAMPM, il est donc entendu que la participation correspondante sera versée directement par le constructeur à l'EPAEM pour être inscrite en recettes au bilan de la ZAC LITTORALE.

En conséquence, la présente convention sera envoyée par la MAMPM à l'EPAEM après notification au constructeur et s'imposera donc également à l'EPAEM en tant qu'aménageur de la ZAC.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions dans lesquelles la SCCV LE PHOCEA participe au coût des équipements publics inscrits au Programme des Equipements Publics de la ZAC LITTORALE et mis à la charge des constructeurs, tel que celui-ci a été approuvé dans le cadre du dossier de réalisation modifié de cette opération d'aménagement réalisée directement par l'EPAEM.

ARTICLE 2 : DESIGNATION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIERE PARTIELLEMENT CONCERNE PAR LE PROJET DE TRAVAUX

La présente convention concerne un terrain en cours d'acquisition par LA SCCV LE PHOCEA sis à Marseille (15e arrondissement), Boulevard Lesseps, rue Cazemajou, chemin de la Madrague Ville, cadastré 901 H 27, d'une superficie de 2062 m² et 8650,47 m² de surface créée.

ARTICLE 3 : PROGRAMME DE CONSTRUCTION

Le programme de travaux, tel que figurant dans le dossier de demande de permis de construire n° PC 013055 1900499 P0, déposé le 14 juin 2019, sera réalisé dans le périmètre de la ZAC LITTORALE et sur la zone UAeE2 du Plan local d'Urbanisme.

Il consiste en la construction d'un immeuble de bureaux et services de sept niveaux de bureaux dont un rez-de-chaussée avec bureaux et services, et deux niveaux de parkings enterrés, le long du boulevard de Lesseps, de la rue Cazemajou et du chemin de la Madrague Ville,

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS DU CONSTRUCTEUR

Sans objet

ARTICLE 5 : VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

Compte tenu du financement et de la réalisation par l'EPAEM des travaux d'équipements publics de la ZAC sur lesquels est fondée la participation définie à l'article 6 ci-dessous, cette dernière sera versée directement par la société LAZARE à l'EPAEM sur la base de la présente convention qui sera envoyée, après notification à la SCCV LE PHOCEA, par la MAMPM à l'EPAEM et s'imposera donc également à ce dernier.

ARTICLE 6 : DETERMINATION DE LA PARTICIPATION FINANCIERE DU CONSTRUCTEUR AU COUT DES EQUIPEMENTS PUBLICS

6.1. Au regard de la ZAC LITTORALE (modalités prévisionnelles de financement incluses dans le dossier de réalisation), la part du coût des équipements publics mis à la charge des constructeurs est estimée à **112 959 140 € HT**.

Le programme global des constructions détaillé en annexe 2 de la présente convention étant de 8650,47 m² de SDP, le montant moyen de la participation due par les constructeurs a été fixée à de **161, 00 € HT/m² SDP** (valeur septembre 2014 sur la base du dossier de réalisation approuvé, ainsi que cela résulte de l'extrait du bilan prévisionnel de ZAC figurant en annexe 3 à la présente convention.

Compte tenu de la révision de la participation en fonction de l'indice TP comme indiqué dans l'extrait du bilan de ZAC figurant en annexe 2, le montant de la participation à la date de signature de la présente convention est de **167,46 € HT/m² SDP** conformément à la fiche de calcul de la participation actualisée figurant en annexe 4,

6.2. Au regard du programme de travaux de la SCCV LE PHOCEA défini à l'article 3 ci-avant, la participation est de :

8650,47 m2 SDP x 167,46 € HT 1.448.607,71€ HT

(UN MILLION QUATRE CENT QUARANTE HUIT MILLE SIX CENT SEPT EUROS ET SOIXANTE ET ONZE CENTIMES HORS TAXES)

6.3. Dans le cas d'une modification mineure du programme de travaux en cours d'instruction du permis de construire visé dans les présentes, le montant définitif de la participation sera calculé sur la base de la SDP effectivement autorisée par le ou les permis de construire obtenus par la société.

6.4. La participation sera majorée de la TVA au taux en vigueur à la date du ou des titres de recettes émis par l'EPAEM. A titre indicatif, ce taux est de 20% à la date de signature des présentes.

6.5. Pour le cas où la SCCV LE PHOCEA obtiendrait ultérieurement un ou plusieurs permis de construire sur le local concerné par le permis de construire en cours d'instruction et visé à l'article 3. ci-dessus, éventuellement modificatifs, permettant la mise en œuvre d'une surface de plancher différente de celle déjà autorisée par le ou les précédents permis délivrés, un avenant à la présente convention devra être conclu.

ARTICLE 7 : PAIEMENT DE LA PARTICIPATION

7.1.- La mise en recouvrement de la participation, relative aux travaux objet de la demande de permis de construire déposée par le constructeur, interviendra

dans les conditions suivantes : le constructeur s'engage à verser la participation au coût des équipements publics de la ZAC sur titre de recettes qui sera émis par l'EPAEM à l'expiration des délais de purge de tout recours contre l'arrêté de permis de construire.

7.2.- Le constructeur s'engage expressément à notifier à l'EPAEM, copie de l'arrêté délivrant le permis de construire ou le permis d'aménager, dans le délai de 15 jours calendaires de son obtention.

ARTICLE 8 : MUTATION/TRANSFERT

Avant toute cession ou transfert de propriété, et d'une manière générale en cas de transfert de permis de construire concerné, la société pétitionnaire devra informer par écrit l'EPAEM.

Dans le cas où la SCCV LE PHOCEA vendrait à un tiers, après information de l'EPAEM, tout ou partie de l'unité foncière désignée à l'article 2 et les constructions éventuelles s'y trouvant, elle s'engage à faire insérer dans l'acte de vente l'engagement de son acquéreur de reprendre à son compte, et de les transmettre aux acquéreurs successifs, les obligations résultant de la présente convention auxquelles il n'aurait pas déjà été satisfait.

La SCCV LE PHOCEA déclare en outre se porter fort pour ses successeurs du paiement des fractions de la participation visée à l'article 6 ci-dessus et non encore payée à la date de la cession.

Les dispositions du présent article ne seront pas applicables en cas de mise en copropriété des locaux dans les termes de la loi du 10 juillet 1965, ni en cas de vente d'immeubles à construire.

ARTICLE 9 : CADUCITE DE LA CONVENTION

En cas de péremption du permis de construire par application de l'article R 424-17 du code de l'urbanisme, la présente convention sera considérée comme caduque. Le montant de la participation versée sera alors restitué à la société à première demande. Il en sera de même en cas de renonciation définitive et dûment justifiée du constructeur à réaliser le projet qui a fait l'objet du ou des permis de construire visés dans la présente convention.

ARTICLE 10 : LITIGES

Tout litige résultant de l'application de la présente convention sera du ressort du Tribunal Administratif de Marseille.

ARTICLE 11 : FRAIS

Les frais éventuels de timbre et d'enregistrement de la présente convention seront à la charge de la société qui s'y oblige.

ANNEXES :

- 1- Extrait du bilan de ZAC (fiche de calcul de la participation)
- 2-Fiche de calcul de la participation actualisée

Fait à Marseille, le *21 octobre 2019*
en deux exemplaires originaux

Pour la SCCV LE PHOCEA



Pour la METROPOLE D'AIX MARSEILLE PROVENCE METROPOLE



CONVENTION DE PARTICIPATION
ACTUALISATION PARTICIPATION AU 13/10/16

Indice mois MO septembre 2014 publié le 16/01/15 : 700,5 converti à 107,2

Indice mois M1 juin 2018 publié au JO le 15/09/2018 : 109,6

Mois indice publié	Indice TP01	Indice TP01 - nouveau format	Variat.indice	Participation HT initiale M0 (en €)	Participation HT actualisée M1(en €)
M0 sep 2014 (base)	700,50	107,2	1,040	161,00 €	167,46 €
M1 Juin 2019 (actuel)	-	111,5			

MONTANT DE LA PARTICIPATION AUX EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC LITTORALE

Le dossier de création de la ZAC LITTORALE approuvé par arrêté préfectoral du 17 octobre 2013 indique que "les constructions et aménagements réalisés dans la ZAC Littorale sont exonérés de la part communale ou intercommunale de la taxe d'aménagement en application de l'article L 331-7-5e du code de l'urbanisme. Les constructeurs verseront une participation aux équipements publics de ZAC en application de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme"

En conséquence, les constructeurs en ZAC n'ayant pas acquis leur terrain de l'EPAEM aménageur supporteront la participation aux équipements publics de ZAC, ci-après définie, après signature de la convention instituée par l'article L 311-4 (4e alinea) du code de l'urbanisme. Pour les constructeurs en ZAC ayant acquis leur terrain de l'EPAEM aménageur, la participation est réputée incluse dans le prix de vente du terrain ("charges foncières").

Les équipements publics retenus ci-après pour établir le montant de la participation sont les équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone. Ces équipements comprennent les espaces publics et voiries financés et réalisés par l'EPAEM, les équipements publics de superstructure co-financés par l'EPAEM et réalisés par un autre maître d'ouvrage public, ainsi qu'une quote-part d'équipements primaires (trémie Gèze) et du parc public Bougainville bénéficiant pour partie à la ZAC. Le montant total des équipements publics à réaliser par l'EPAEM retenu dans l'assiette de la participation est exprimé en euros hors taxes valeur septembre 2014 conformément à l'évolution de l'indice TP01 sur cette période.

Le montant de la participation de base défini ci-dessous sera révisé en fonction de l'évolution de l'indice TP01, l'indice de base étant celui de septembre 2014 (valeur 107,2) et l'indice révisé étant le dernier indice publié à la date d'établissement de la convention de participation aux équipements publics de ZAC.

Equipements publics	Montant € HT
Aménagement des espaces publics de ZAC réalisés par l'EPAEM (travaux/maitrise d'œuvre/maitrise d'ouvrage/aléas) valeur TP01 sept 2014	67 811 019
Etudes d'aménagement	2 668 022
Frais de mission opérationnelle	6 024 097
Foncier d'assiette des futurs espaces publics	19 506 350
Participation au Parc Bougainville	3 000 000
Participation aux équipements primaires (trémie Gèze)	8 600 000
Participation aux équipements de superstructure de ZAC réalisés par un autre maître d'ouvrage public	5 349 653
TOTAL	112 959 140

Montant total des équipements publics retenus € HT	Total SDP ZAC LITTORALE m2	Montant de la participation de base en € HT/m2 SDP
112 959 140	701 722	161 €

Décision n° 19/728/D

Autorisation d'occupation temporaire d'un terrain appartenant à l'ASL Les Ormes pour l'aménagement d'un emplacement pour conteneurs d'ordures ménagères situé rue Mireille Ponsard à Marseille 14ème arrondissement.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n° 16/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions ;
- La convention portant autorisation d'occupation temporaire.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph – Vieux Moulin à Marseille 14^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise les voies nouvelles U 236 et U 299 afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n° 14-750 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille ;
- Que la réalisation de ces travaux nécessite l'intervention des services métropolitains sur une emprise foncière à usage d'emplacement pour conteneurs d'ordures ménagères en bordure de la voie U 236, relevant de l'Association Syndicale Libre Les Ormes de laquelle il est nécessaire d'obtenir une autorisation d'occupation temporaire ;

- Qu'à cette fin, une convention portant autorisation d'occupation temporaire doit être conclue entre l'ASL Les Ormes, propriétaire du terrain et la Métropole Aix-Marseille-Provence, maître d'ouvrage du chantier.

DECIDE

Article 1 :

Est signée avec l'ASL Les Ormes une convention portant autorisation d'occupation temporaire au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence de partie de la parcelle de terrain cadastrée section 895 C n°163 pour une superficie de 60 m² environ.

Cette convention est conclue entre les partenaires à titre gracieux, sa réalisation interviendra de plein droit au terme des travaux par la libération du terrain.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2019

Martine VASSAL

Convention portant autorisation d'occupation temporaire

ENTRE :

La Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement de coopération intercommunale, ayant son siège à Marseille (13007) 58 boulevard Charles Livon, identifiée sous le numéro SIREN 200 054 807 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille

Représentée par sa Présidente en exercice, agissant au nom et pour le compte de ladite Métropole en vertu d'une décision n° _____ en date du _____

D'UNE PART,

ET :

L'Association Syndicale Libre Les Ormes

Représentée par la SAS GESPAC IMMOBILIER, domiciliée 95 rue Borde- CS 10030- 13417 Marseille Cedex 8

D'AUTRE PART,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

EXPOSE

Par décret n°2015-1085 du 28 août 2015, Monsieur le Premier ministre a prononcé la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2016.

Il a été prévu que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences obligatoires qui lui sont dévolues en matière d'aménagement de l'espace métropolitain conformément à l'article L5217-2 du code général des collectivités territoriales, notamment en matière de création de voirie.

Dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Saint Joseph- Vieux Moulin à Marseille 14^{ème} arrondissement, la Métropole Aix-Marseille-Provence a programmé la création des voies nouvelles dénommées U236 et U299 et le réaménagement de la traverse

du Vieux-Moulin afin de permettre le désenclavement du quartier conformément à l'emplacement réservé n° 14-750 au Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille.

La réalisation de ces travaux nécessite l'intervention des services métropolitains sur une emprise foncière à usage d'emplacement pour les conteneurs d'ordures ménagères relevant des espaces communs de la copropriété Côté Mer dont la gestion relève de l'Association Syndicale Libre Les Ormes de laquelle il est nécessaire d'obtenir une autorisation d'occupation temporaire.

Ceci exposé, les parties ont convenu de conclure l'accord suivant :

A C C O R D

I – AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

ARTICLE 1 - 1

L'ASL Les Ormes consent au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui l'accepte, l'autorisation d'occuper temporairement l'emprise foncière, telle que figurant sur le plan ci-joint, d'une superficie de 60 m² environ issue de la parcelle cadastrée Section 895 C n°163 située en bordure de la voie nouvelle et à usage d'emplacement pour les conteneurs d'ordures ménagères de la copropriété.

Conformément à la demande des copropriétaires, la Métropole Aix-Marseille-Provence procédera à la démolition du muret existant et au remblaiement de cet espace jusqu'au trottoir de la voie nouvelle, ainsi que la pose d'arceaux à proximité afin de caler les containers de la résidence lors de la collecte des ordures ménagères.

ARTICLE 1 - 2

La présente autorisation d'occupation temporaire est consentie à titre gracieux par l'ASL Les Ormes.

ARTICLE 1 - 3

Le terrain faisant l'objet de la présente autorisation d'occupation temporaire au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence ne sera pas l'objet d'un transfert de propriété au terme des travaux, il restera la propriété des copropriétaires de la résidence Côté Mer.

L'emprise en cause ne sera pas prise en gestion par la Métropole Aix-Marseille Provence en

fin de chantier, l'occupation temporaire s'éteindra par elle-même au terme des travaux par la libération du terrain.

II – CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 2 - 1

La Métropole Aix-Marseille-Provence fera dresser un état des lieux en présence d'un huissier dès le début des prises de possession des lieux pour les travaux et à la fin de celles-ci.

Elle s'engage à prendre le bien en l'état où ils se trouvent, à remettre les lieux en état et à faire son affaire personnelle des dommages qui pourraient être causés à la propriété du fait de ces travaux.

ARTICLE 2 - 2

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes se trouvant sur le terrain mis à disposition.

En outre, la Métropole Aix-Marseille-Provence dégage toute responsabilité du propriétaire pour toutes les conséquences d'accidents éventuels qui pourraient intervenir dans la zone effectivement occupée et qui résulteraient des aménagements projetés.

Il est également convenu de manière expresse que le propriétaire ne pourra être tenu pour responsable des vols, dégradations ou tout autre acte délictueux commis par un ou plusieurs tiers ou préposés pouvant survenir sur le terrain mis à disposition. La Métropole Aix-Marseille-Provence sera gardienne du bien au sens de l'article 1242 du code civil pendant la durée effective d'occupation.

En conséquence, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à faire son affaire personnelle de tous dommages, accidents, dysfonctionnements et détériorations pouvant être causés aux biens ou aux personnes se trouvant sur les terrains mis à disposition.

Les différents intervenants (maitre d'œuvre, constructeurs) à l'opération assumeront leur responsabilité et couvriront les dommages qui résulteraient des chantiers conformément aux dispositions de droit commun et contractuelles applicables à cette opération.

III – CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 3 - 1

La présente convention ne sera opposable qu'une fois signée par le représentant de l'ASL Les Ormes ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes et par la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ou son représentant habilité à l'effet des présentes et qu'à la suite des formalités de notification.

ARTICLE 3 - 2

Le propriétaire s'engage, si il vient à aliéner les biens en cause, à informer les acquéreurs de l'existence de la présente convention jusqu'à sa résiliation intervenant de plein droit à la fin des travaux avec enlèvement des engins de chantier.

ARTICLE 3 - 3

La présente convention faite à l'amiable ne donnera lieu à aucune perception au profit du trésor en vertu des dispositions de l'article 1042 du Code Général des Impôts.

Fait à Marseille, le

L'Association Syndicale Libre
les Ormes
Représentée par la SAS GESPAC
IMMOBILIER

Pour la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Représentée par son 7^{ème} Vice-Président en
exercice, agissant par délégation au nom et pour
le compte de ladite Métropole

Monsieur Pascal MONTECOT

Décision n° 19/729/D

Exercice d'un droit de priorité sur la cession par l'Etat des parcelles 904 N 21, 907 I 56, 57, et 61 situées Avenue du Plan d'Aou et Avenue de Minerve, Marseille 15eme arrondissement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L 240-1 qui stipule qu'il est créé en faveur des communes et des établissements publics de coopération intercommunale titulaires du droit de préemption urbain un droit de priorité sur tout projet de cession d'un immeuble ou de droit sociaux donnant vocation à l'attribution en propriété ou en jouissance d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble situé sur leur territoire et appartenant à l'Etat ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau – Missions foncières ;
- L'arrêté N° 13/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions ;
- Le droit de priorité enregistré sous le n° IA 013215 19 M0201 reçue en mairie le 2 août 2019 portant aliénation des parcelles cadastrées 904 N 21, 907 I 56, 57, 61 appartenant à l'Etat situées Avenue du Plan d'Aou et Avenue Minerve Marseille 15eme, d'une superficie totale de 569m².

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est titulaire du droit de priorité sur l'ensemble de son territoire à l'occasion de l'aliénation de biens appartenant à l'Etat ou assimilé ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière d'aménagement de l'espace métropolitain ;
- Que la maîtrise foncière de ces parcelles permettra de poursuivre les actions de remboursements foncier des emprises aménagées ou à aménager la Métropole Aix-Marseille-Provence et ses partenaires dans le cadre du projet de rénovation urbaine du secteur Plan d'Aou-St Antoine- La Viste à Marseille 15ème arrondissement ;
- Que l'exercice du droit de priorité relève de la compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DECIDE

Article 1 :

La présente décision annule et remplace la décision N° 19/597/D du 14 octobre 2019

Article 2 :

D'exercer au nom et pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence son droit de priorité pour l'acquisition du bien ci-dessous désigné situé dans le périmètre soumis au droit de préemption urbain sur le territoire de la commune de Marseille.

Cadastre :	904 N 21, 907 I n° 56, n°57 et n°61,
Superficie cédée :	569m ²
Situation :	Avenue du Plan d'Aou, avenue Minerve
Propriété :	Etat
Prix de vente :	42 675 euros
Objet du droit de priorité :	

Article 3 :

La décision d'acquérir l'emprise de terrain ci-dessus désignée est notifiée par la Métropole Aix-Marseille-Provence à Monsieur Thierry Houot Inspecteur Principal des Finances Publiques-Division des Missions Domaniales –16 Rue Borde– 13357 Marseille cedex 20.

Article 4 :

Le propriétaire du bien visé ci-dessus considérera comme définitive la vente de son bien au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence. La vente sera régularisée par acte notarié et le prix sera payé dans les délais fixés par le Code de l'Urbanisme.

Article 5 :

Le prix d'acquisition, les frais d'actes et de tout document se rapportant à cette acquisition seront payés sur les crédits ouverts au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 6 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Décembre 2019

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550225

N° SIREN du maître d'ouvrage
434071494

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT

L'Ourmin

9 r chateau de l'horloge

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500099

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : PONT DES 3 SAUTETS
10 logements
avenue Henri Malacrida
13090 Aix-en-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002/6007/19/GM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLUS

- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT (n° SIREN : 434071494).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

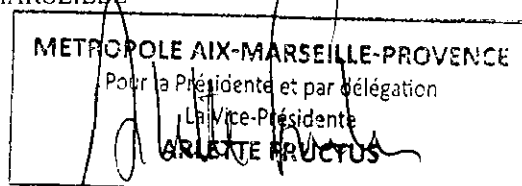
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 02 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	6,65%
Subvention EPCI	107 476,00	14,67%
Sous-total Subventions	156 476,00	21,36%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	223 349,00	30,49%
Prêt CDC logement	352 603,00	48,14%
Sous-total Prêts	575 952,00	78,63%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	24,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	24,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	732 452,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	100 983,00	12,83%
Sous-total Subventions	100 983,00	12,83%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	239 953,00	30,49%
Prêt CDC logement	445 942,00	56,67%
Sous-total Prêts	685 895,00	87,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	786 878,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	3,23%
Subvention EPCI	208 459,00	13,72%
Sous-total Subventions	257 459,00	16,95%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	798 545,00	52,56%
Prêt CDC foncier	463 302,00	30,49%
Sous-total Prêts	1 261 847,00	83,05%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	24,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	24,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	1 519 330,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 519 330,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 259 415,93 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	335,27 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	5	335,27 m²
Assiette *	:	652 276,05 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	312,07 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	5	312,07 m²
Assiette *	:	607 139,88 €
Taux de subvention	:	8,07 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	647,34 m²
Assiette : 1 259 415,93 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,89 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	49 000,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	483 423,06 €
Coût du bâtiment ou des travaux	897 785,84 €
Prestations intellectuelles et frais	0,00 €
Prix de revient H.T.	1 381 208,90 €
Montant de la TVA	138 121,10 €
Prix de revient TTC	1 519 330,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 347,04 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :

2019130550138

N° SIREN du maître d'ouvrage

434071494

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT

L'Ourmin

9 r chateau de l'horloge

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500100

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : PONT DES 3 SAUTETS - PLS

5 logements

avenue Henri Malacrida

13090 Aix-en-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT.002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : O.P.H. PAYS D'AIX HABITAT (n° SIREN : 434071494).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

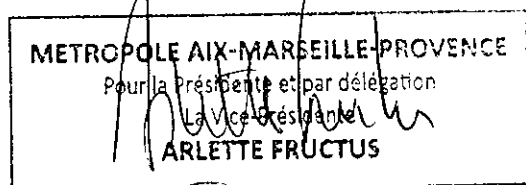
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 02 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	20 649,00	3,22%	
Sous-total Subventions	20 649,00	3,22%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	195 480,00	30,50%	1,35%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	165 666,00	25,84%	1,86%
Sous-total Prêts	361 146,00	56,34%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	259 217,00	40,44%	
Sous-total Fonds Propres	259 217,00	40,44%	
Total du Financement (I + II + III)	641 012,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	641 012,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	273,12 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	5	273,12 m²
--------------------------------------------------	---	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	273,12 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	203 957,93 €
Coût du bâtiment ou des travaux	378 780,16 €
Prestations intellectuelles et frais	0,00 €
Prix de revient H.T.	582 738,09 €
Montant de la TVA	58 273,91 €
Prix de revient TTC	641 012,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 347,00 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1039
01 01 40
01 7344

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550110

N° SIREN du maître d'ouvrage
782678882

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500076

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13112 Velaux

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération :
Clos du Félibre
Avenue Jean Moulin
13880 Velaux

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

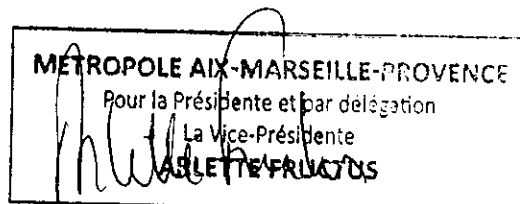
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 52 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 52 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 34 logements PLUS
 - 18 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 176 400,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 02 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	176 400,00	6,45%
Subvention EPCI	27 493,44	1,09%
Sous-total Subventions	203 893,44	7,45%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 272 832,00	46,51%
Prêt CDC foncier	575 041,00	21,01%
Sous-total Prêts	1 847 873,00	67,52%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	685 042,38	25,03%
Sous-total Fonds Propres	685 042,38	25,03%
Total du Financement (I + II + III)	2 736 808,82	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	52 506,56	1,07%
Sous-total Subventions	52 506,56	1,07%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 430 827,00	49,71%
Prêt CDC foncier	1 098 202,00	22,46%
Sous-total Prêts	3 529 029,00	72,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 308 283,62	26,76%
Sous-total Fonds Propres	1 308 283,62	26,76%
Total du Financement (I + II + III)	4 889 819,18	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	176 400,00	2,31%
Subvention EPCI	80 000,00	1,05%
Sous-total Subventions	256 400,00	3,36%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 703 659,00	48,56%
Prêt CDC foncier	1 673 243,00	21,94%
Sous-total Prêts	5 376 902,00	70,50%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 993 326,00	26,14%
Sous-total Fonds Propres	1 993 326,00	26,14%
Total du Financement (I + II + III)	7 626 628,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	7 626 628,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 916 900,62 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	34	2 101,23 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	34	2 101,23 m²
Assiette *	:	3 227 113,43 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	18	1 100,25 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	18	1 100,25 m²
Assiette *	:	1 689 787,19 €
Taux de subvention	:	10,44 %
SUBVENTION	:	176 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 52	Surface utile :	3 201,48 m²
Assiette : 4 916 900,62 €	SUBVENTION :	176 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,59 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	176 400,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 574 048,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 625 709,00 €
Prestations intellectuelles et frais	733 541,00 €
Prix de revient H.T.	6 933 298,00 €
Montant de la TVA	693 330,00 €
Prix de revient TTC	7 626 628,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 382,22 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550124

N° SIREN du maître d'ouvrage

637381013

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

QUEST PROVENCE HABITAT

Parc de Trigance IV

1 all de la passe pierre

SAN Ouest Provence

13800 Istres

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500083

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13063 Miramas

Nature des logements

Autres logements foyers

Type de bénéficiaire

Personnes Agées

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : MIRASUD_Résidence autonomie
2 bd du Docteur Jacques Minet
13140 Miramas

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivants de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

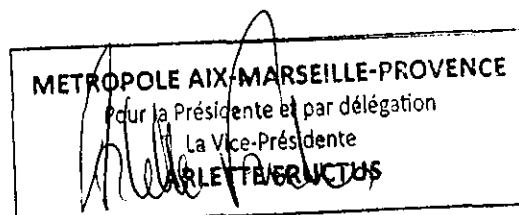
Vu l'arrêté de création du CIL 13 en date du 07/09/2017, autorisant la création de la résidence autonomie Mira Sud pour une capacité maximale de 84 logements pour 84 lits, et l'arrêté préfectoral n° 13-2017-12-15-004 portant renouvellement de l'agrément de l'organisme "Habitat Pluriel" pour les activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 84 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 84 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 84 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : OUEST PROVENCE HABITAT (n° SIREN : 637381013).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 02 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	1 303 096,00	13,03%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	3 796 904,00	37,97%	1,86%
Prêts Autres	1 260 000,00	12,60%	0,62%
Prêt PHARE CDC	3 640 000,00	36,40%	1,93%
Sous-total Prêts	10 000 000,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	10 000 000,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	10 000 000,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	84	3 175,59 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	84	3 175,59 m²
--------------------------------------------------	----	-------------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 84	Surface utile :	3 175,59 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 184 633,18 €
Coût du bâtiment ou des travaux	7 240 112,88 €
Prestations intellectuelles et frais	666 163,03 €
Prix de revient H.T.	9 090 909,09 €
Montant de la TVA	909 090,91 €
Prix de revient TTC	10 000 000,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 149,02 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 94
et 31 40
01 73 94

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2018130550183

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500078
Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration
Commune (Insee)
13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2019

Opération :
128 Chartreux
128 avenue des Chartreux
13004 Marseille - 4e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017.

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 02 DEC. 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE
Pour la Présidente et par délégation
La Vice-Présidente
ARLETTE FRUCTUS

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	23,82%
PLAI adapté	18 630,00	33,62%
Subvention Département	5 541,00	10,00%
Subvention EPCI	3 000,00	5,41%
Ville de Marseille	5 000,00	9,02%
Autres	5 491,00	9,91%
Sous-total Subventions	50 862,00	91,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	4 547,00	8,21%
Sous-total Prêts	4 547,00	8,21%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	55 409,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	55 409,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 62 579,02 €

Aide : **PLA-I**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

28,50 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

28,50 m²

Assiette * : 62 579,02 €

Taux de subvention : 21,09 %

SUBVENTION : 13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1 Surface utile : 28,50 m²

Assiette : 62 579,02 € **SUBVENTION** : **13 200,00 €**

Taux moyen de subvention : 21,09 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : **13 200,00 €**

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T. 37 500,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux 8 817,75 €

Prestations intellectuelles et frais 8 459,00 €

Décision No : 20191305500078

Page : 4-5

Prix de revient H.T.	54 776,75 €
Montant de la TVA	632,25 €
Prix de revient TTC	55 409,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	1 944,18 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS

SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX

Numéro d'opération :
2018130550183

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500077

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13204 Marseille - 4e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération :

128 Chartreux

128 avenue des Chartreux

13004 Marseille - 4e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 18 630,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

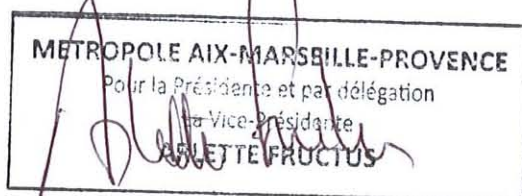
ARTICLE 2. Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

ARTICLE 3. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 02 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Aide : **PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 630,00	33,62%
Subvention Département	5 541,00	10,00%
Subvention EPCI	3 000,00	5,41%
Ville de Marseille	5 000,00	9,02%
Autres	18 691,00	33,73%
Sous-total Subventions	50 862,00	91,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	4 547,00	8,21%
Sous-total Prêts	4 547,00	8,21%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	55 409,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	55 409,00	

B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	55 409,00 €
Nombre de logements PLAI adaptés	1
dont logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	1
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	18 630,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	18 630,00 €

DECISION DE FINANCEMENT

CLOTURE D'OPERATION

Numéro d'opération :

2013130550007_C

N° SIREN du maître d'ouvrage

054803770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500098

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13203 Marseille - 3e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération :

PLUS RUFFI JAPAN

65 avenue Roger Salengro

54 rue Ruffi Japan

13003 MARSEILLE

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

Département

.....Bouches du Rhône

Date _____

14/11/2013

N° de décision

20131305500142

••• Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

... STE GESTION IMMO. DE MARSEILLE

SEM / EPL.

Code bénéficiaire : 054803770

Adresse :

4 r capitaine dessemond

Ville :

13007 Marseille

Exercice :

2013

Assiette de subvention

A la date de la DF 5161

2 147 424,30 €

Recalculée

1 942 159,02 €

Subvention

Initiale**Recalculée**

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

(A) 16 200,00 €

(B) 16 200,00 €

Montant des acomptes versés

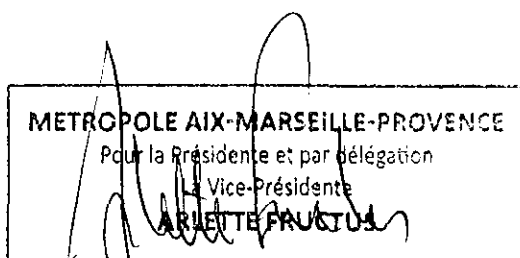
(C) 5 994,00 €

Solde à verser

(B-C) 10 206,00 €

Fait à MARSEILLE

le : 02 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT

A. PLAN DE FINANCEMENT DEFINITIF DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	16 200,00	0,61%
Surcharge foncière	30 600,00	1,14%
Ville de Marseille	54 000,00	2,02%
1%.	225 000,00	8,41%
Sous-total Subventions	325 800,00	12,18%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 555 565,00	58,16%
Prêt CDC foncier	408 971,00	15,29%
Autres	41 293,19	1,54%
Sous-total Prêts	2 005 829,19	74,99%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	343 055,62	12,83%
Sous-total Fonds Propres	343 055,62	12,83%
Total du Financement (I + II + III)	2 674 684,81	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 674 684,81	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 942 159,02 €

Aide : **PLUS**

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

18

1 080,40 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

18

1 080,40 m²

Assiette * : 1 942 159,02 €

Taux de subvention : 0,83 %

SUBVENTION : 16 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 18

Surface utile :

1 080,40 m²

Assiette : 1 942 159,02 €

SUBVENTION :

16 200,00 €

Taux moyen de subvention :

0,83 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

Surcharge foncière

Surface utile totale : 1 080,40 m²

Assiette de subvention : 380 789,77 €

Taux de subvention : 8,04 %

Montant de subvention : **30 600,00 €**

TOTAL GENERAL DE LA DECISION**SUBVENTION : 46 800,00 €****II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)**

Charge foncière HT	519 809,77 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 775 175,72 €
Prestations intellectuelles et frais	255 699,10 €
Prix de revient H.T.	2 550 684,59 €
Montant de la TVA	124 000,22 €
Prix de revient TTC	2 674 684,81 €
Prix de revient au M ² de surface utile (PR / SU)	2 475,64 €/m ²
Type d'opération : accord Action Logement 2013-2015	

C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : Surcharge foncière

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 600,00	8,04%
Subvention PEEC	30 600,00	8,04%
Ville de Marseille	54 000,00	14,18%
Sous-total Subventions	115 200,00	30,25%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	265 589,77	69,75%
Sous-total Prêts	265 589,77	69,75%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	380 789,77	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	380 789,77	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	162 060,00 €
Surface utile totale	1 080,40 m²
Dont SU Collectif	1 080,40
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière	519 809,77 €
Assiette de subvention (dépassement)	380 789,77 €
Taux de la subvention	8,04 %

**DECISION DE CLOTURE
POUR SURCHARGE FONCIERE**

Numéro d'opération :
2013130550007_C

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500097

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13203 Marseille - 3e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
PLUS RUFFI JAPAN
65 avenue Roger Salengro
54 rue Ruffi Japan
13003 MARSEILLE

FICHE DE FIN D'OPERATION

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI - Subvention versée aux personnes de droit privé

IDENTIFICATION DE LA SUBVENTION ACCORDEE

Département

Date

N° de décision

Bouches du Rhône

14/11/2013

20131305500123

Bénéficiaire (Nom, raison sociale, forme, ...)

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

SEM 4 EPL

Code bénéficiaire : 054803770

Adresse :

4 r capitaine dessemond

Ville :

13007 Marseille

Exercice :

2013

CALCUL DU SOLDE A VERSER (Nombre de logements financés : 18)

Assiette de subvention

A la date de la DF

Recalculée

323 214,40 €

380 789,77 €

Subvention

Initiale

Recalculée

Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

30 600,00

30 600,00

Montant des acomptes versés

(C) 24 480,00 €

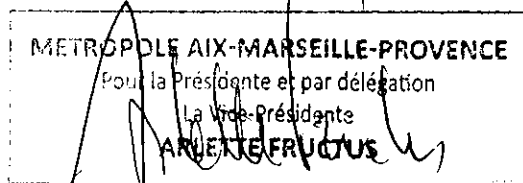
Solde à verser

(B-C) 6 120,00 €

Fait à MARSEILLE

le :

02 DEC. 2019



C. PLAN DE FINANCEMENT DE LA SURCHARGE FONCIERE

Aide : **Surcharge foncière**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	30 600,00	8,04%
Subvention PEEC	30 600,00	8,04%
Ville de Marseille	54 000,00	14,18%
Sous-total Subventions	115 200,00	30,25%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	265 589,77	69,75%
Sous-total Prêts	265 589,77	69,75%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	380 789,77	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	380 789,77	

D. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION DE SURCHARGE FONCIERE

Valeurs foncières de référence * Surface Utile	162 060,00 €
Surface utile totale	1 080,40 m²
Dont SU Collectif	1 080,40
Dont SU Individuel	0,00
Charge foncière HT	519 809,77 €
TVA de la charge fonciere	23 040,00 €
Charge foncière TTC	542 849,77 €
Assiette de subvention (dépassement)	380 789,77 €
Taux de la subvention	8,04 %

Décision n° 19/738/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soleam d'un bien situé au 6 rue Sainte Dominique, à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 C 264 appartenant à la SCI H Immo.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 064-6648/19/BM instituant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la Ville de Marseille et abrogeant la délibération URB 0242782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération URB 010-6792/19/CM déléguant le Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération URB 0024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n°FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des Communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0545 reçue en mairie de Marseille le 14 octobre 2019 portant aliénation de l'immeuble cadastré section 801 C 264 sis 6, rue sainte Dominique Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SCI H Immo ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville » ; opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soleam ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soleam pour l'acquisition de l'immeuble cadastré section 801 C 264 d'une contenance cadastrale de 118m², sis 6, rue sainte Dominique Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SCI H Immo.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/739/D

Avenant de changement de dénomination - Association Innodev - Maison du développement Industriel

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a signé avec l'association Ader Méditerranée le 15 novembre 2013 un bail commercial pour des locaux de bureaux situés Maison du Développement Industriel, Technopôle de Château-Gombert, 38 rue Joliot Curie, 13542 Marseille Cedex 13 ;
- Que l'association Ader Méditerranée, inscrite sous le numéro SIREN 782 886 436, a procédé à une déclaration de modification de sa dénomination. L'association Ader Méditerranée se dénomme depuis l'association Innodev ;
- Qu'il y a lieu de signer un avenant avec la société Innodev pour acter le changement de dénomination du preneur des locaux.

DECIDE

Article 1 :

Est approuvée la signature d'un avenant au bail commercial signé avec l'association Ader Méditerranée, prenant acte de sa nouvelle dénomination Innodev.

Son siège social reste situé Maison du Développement industriel, Technopole de Château Gombert, 38 rue Joliot Curie 13452 Marseille Cedex 13.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Décembre 2019

Décision n° 19/740/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam d'un bien situé au 47 rue des 3 Frères Barthelemy, à Marseille 6ème arrondissement cadastré 825 B 264 appartenant à Monsieur Patrick Bécar.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 064-6648/19/BM instituant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la Ville de Marseille et abrogeant la délibération URB 0242782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération URB 010-6792/19/CM déléguant le Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération URB 0024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence-Métropole n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 206 19 M0384 reçue en mairie de Marseille le 15 octobre 2019 portant aliénation de l'immeuble cadastré section 825 B 264 sis 47, rue des 3 Frères Barthelemy Marseille 6ème arrondissement appartenant à Monsieur Patrick Becar ;
- L'arrêté du 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville » ; opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soléam ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition de l'immeuble cadastré section 825 B 264 sis 47, rue des 3 Frères Barthelemy Marseille 6ème arrondissement appartenant à Monsieur Patrick Bécar , d'une contenance cadastrale de 126m².

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 11 Décembre 2019

Décision n° 19/741/D

**Convention d'occupation Temporaire Parcelles AB0092 AB0094 AB0096
AB0102 13830 - Roquefort La Bedoule**

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

CONSIDÉRANT

- Que Monsieur Fraiz souhaite occuper, pour y effectuer des travaux, la parcelle AB 0097, situé Quartier Les Fourniers, Route de cassis – 13830 Roquefort-La-Bédoule, terrains cadastrés AB 0092, AB 0094, AB 0096, AB 0102 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille Provence autorise cette occupation et ces travaux à compter du 1er janvier 2020.

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention d'occupation temporaire avec Monsieur Fraiz afin qu'il puisse effectuer les travaux sur le mur limitrophe de la parcelle cadastrée AB 0097, sise Les Fourniers – 13830 Roquefort-la-Bedoule terrains cadastrés AB 0092, AB 0094, AB 0096, AB 0102.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gratuit.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 19 Décembre 2019

Décision n° 19/742/D

Convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix Marseille Provence d'un lot de copropriété appartenant à la Ville de Marseille.

VU

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 0001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole relative à l’élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix Marseille Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix Marseille Provence ;
- L’arrêté de déport n° 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions ;
- La convention d'occupation temporaire.

CONSIDÉRANT

- Que dans le cadre de l'opération Grand Centre-ville (Ambition Grand Centre-ville) la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à la réhabilitation d'un immeuble dont elle est propriétaire sis au 122 la Canebière 13001 Marseille. Cet immeuble a vocation à devenir un espace culturel dès l'achèvement des travaux ;
- Que la Ville de Marseille est, quant à elle, propriétaire d'un lot de copropriété dans l'immeuble mitoyen du 124 en rez-de-chaussée, en nature de local commercial ;
- Qu'afin d'augmenter le linéaire de façade et de permettre l'augmentation de la capacité d'accueil du public en créant une sortie de secours supplémentaire, la Métropole doit acquérir ce foncier communal ;

- Que dans l'attente du transfert de propriété définitif de ce lot, il y a lieu de signer une convention d'occupation temporaire avec la Ville de Marseille pour la mise à disposition du lot n°3 de l'immeuble sis au 124 la Canebière 13001 Marseille à titre gratuit.

DECIDE

Article 1 :

Est signée une convention d'occupation temporaire au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence avec la Ville de Marseille, du 1er novembre 2019 au 31 décembre 2020.

Article 2 :

Cette convention est conclue à titre gracieux.

Article 3 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 11 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/743/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la commune de Septèmes-les-Vallons d'un bien situé Route de la Télévision, La Caillole 13240 Septèmes-les-Vallons cadastré AN 94 appartenant à Madame Bonfillon Roseline.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Septèmes-les-Vallons du 19 janvier 1988 instaurant le droit de préemption urbain sur les zones U et NA ;
- La délibération URB 013-3852/18 CM du 18 mai 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence instaurant un droit de préemption urbain renforcé sur les zones UC et UD du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 106 19 M0174 reçue en mairie de Septèmes-les-Vallons le 15 novembre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée AN 94 sise Route de la Télévision, La Caillole 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Madame Bonfillon Roseline ;

CONSIDÉRANT

- Que le bien est situé en zone UD1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Septèmes-les-Vallons ;
- Que la commune de Septèmes-les-Vallons est soumise aux dispositions de la loi SRU ;
- Que cette préemption relève d'une compétence communale.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la commune de Septèmes-les-Vallons pour l'acquisition de la parcelle cadastrée AN 94 d'une contenance de 215m² sise Route de la Télévision, La Caillole 13240 Septèmes-les-Vallons appartenant à Madame Bonfillon Roseline.

Article 2 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 19 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/744/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 25 millions d'euros auprès de La Banque Postale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 25 novembre 2019 proposée par la Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Banque Postale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissement
Montant du prêt	25 000 000 €
Versement des fonds	le 24/01/2020
Durée	20 ans et 1 mois
Périodicité	Trimestrielle
Taux d'intérêt	Taux Fixe maximum de 0,93%
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Remboursement anticipé	Autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis de 50 jours calendaires
Commission d'engagement	0,05% du montant du contrat

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 25 000 000 euros au financement des investissements du Budget Principal.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

Décision n° 19/745/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 1,5 million d'euros auprès de l'Agence France Locale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 2 décembre 2019 proposée par l'Agence France Locale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec l'Agence France Locale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissement
Montant du prêt	1 500 000 €

<u>Phase de mobilisation :</u>	D'une durée de 6 mois soit du 20/12/2019 au 20/06/2020
Intérêts	Eonia + 0,29% avec Eonia flooré à 0
Fréquence	mensuelle
Base de calcul	Exact/360
Commission de non utilisation	néant

<u>Phase de consolidation</u>	du 20/06/2020 au 20/06/2035
Durée	15 ans
Taux d'intérêt	Taux Fixe de 0,63%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	linéaire
Base de calcul	Exact/360
Conditions de remboursement anticipé définitif	Possible à chaque date d'échéance avec une notification en (J-10) Indemnité actuarielle telle que définies à l'Article 7.5 des conditions générales du contrat
Commissions et frais	néant

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 1 500 000 euros au financement des investissements du Budget annexe Port de Plaisance du Territoire de Marseille-Provence.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

Décision n° 19/746/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 3,5 million d'euros auprès de l'Agence France Locale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 2 décembre 2019 proposée par l'Agence France Locale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec l'Agence France Locale dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissement
Montant du prêt	3 500 000 €

<u>Phase de mobilisation :</u>	D'une durée de 6 mois soit du 20/12/2019 au 20/06/2020
Intérêts	Eonia + 0,29% avec Eonia flooré à 0
Fréquence	mensuelle
Base de calcul	Exact/360
Commission de non utilisation	néant

<u>Phase de consolidation</u>	du 20/06/2020 au 20/06/2035
Durée	15 ans
Taux d'intérêt	Taux Fixe de 0,63%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Conditions de remboursement anticipé définitif	Possible à chaque date d'échéance avec une notification en (J-10) Indemnité actuarielle telle que définies à l'Article 7.5 des conditions générales du contrat
Commissions et frais	néant

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 3 500 000 euros au financement des investissements du Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire de Marseille-Provence.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

Décision n° 19/747/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 15 millions d'euros auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 25 novembre 2019 proposée par la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissement
Montant du prêt	15 000 000 €

<u>Phase de consolidation</u>	
Durée	15 ans
Taux d'intérêt	Taux Fixe de 0,99%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	linéaire
Commissions et frais	néant

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 15 000 000 € au financement des investissements du Budget Principal de la Métropole.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

Décision n° 19/748/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 15 millions d'euros auprès de la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 25 novembre 2019 proposée par la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec la Caisse d'Epargne Provence-Alpes-Corse dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissement
Montant du prêt	15 000 000 €

Phase de consolidation	
Durée	15 ans
Taux d'intérêt	Taux Fixe de 0,99%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	linéaire
Commissions et frais	néant

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 15 000 000 euros au financement des investissements du Budget annexe Collecte et Traitement des Déchets du Territoire de Marseille-Provence.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

Décision n° 19/749/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 4 millions d'euros auprès du Crédit Agricole Rhône-Alpes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 15 novembre 2019 proposée par le Crédit Agricole Rhône-Alpes, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec le Crédit Agricole Rhône-Alpes dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissement
Montant du prêt	4 000 000 €
Durée	25 ans
Modalité de déblocage	Mise à disposition en une ou plusieurs fois dans un délai de 6 mois à compter de la date d'édition du contrat.
Taux d'intérêt	Taux Fixe de 1,09%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	linéaire
Base de calcul	30/360
Commissions et frais	0,10%

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 4 000 000 euros au financement des investissements du Budget annexe Eau du Territoire d'Istres.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

Décision n° 19/750/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 1,5 million d'euros auprès du Crédit Agricole Rhône-Alpes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 15 novembre 2019 proposée par le Crédit Agricole Rhône-Alpes, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec le Crédit Agricole Rhône-Alpes dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissement
Montant du prêt	1 500 000 €
Durée	25 ans
Modalité de déblocage	Mise à disposition en une ou plusieurs fois dans un délai de 6 mois à compter de la date d'édition du contrat
Taux d'intérêt	Taux Fixe de 1,09%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	linéaire
Base de calcul	30/360
Commissions et frais	0,10%

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 1 500 000 € au financement des investissements du Budget annexe Assainissement du Territoire d'Istres.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

Décision n° 19/751/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 4,5 millions d'euros auprès du Crédit Agricole Rhône-Alpes

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 15 novembre 2019 proposée par le Crédit Agricole Rhône-Alpes, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

DECIDE

Article 1 :

Est signé le contrat de prêt avec le Crédit Agricole Rhône-Alpes dont les principales caractéristiques sont décrites ci-après :

Objet	Financement du programme d'investissement
Montant du prêt	4 500 000 €
Durée	25 ans
Modalité de déblocage	Mise à disposition en une ou plusieurs fois dans un délai de 6 mois à compter de la date d'édition du contrat
Taux d'intérêt	Taux Fixe de 1,09%
Périodicité	Trimestrielle
Mode d'amortissement	linéaire
Base de calcul	30/360
Commissions et frais	0,10%

Article 2

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 4 500 000 euros au financement des investissements du Budget Principal de la Métropole.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la Présidente Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 6 Décembre 2019

Décision n° 19/752/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'affecter l'emprunt de 3,5 millions d'euros auprès de l'Agence France Locale au Budget annexe Aménagement du Territoire de Marseille-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°18/321/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12^{ème} Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°18/240/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget ;
- La décision d'emprunt n°17/544/D du 27 novembre 2017 ;

CONSIDÉRANT

- Que l'emprunt 2017-013 a été affecté initialement au Budget annexe Aménagement du Territoire du Pays Salonnais ;
- Qu'au vu de son exécution, le Budget annexe Aménagement du Territoire du Pays Salonnais ne fait pas apparaître de besoin d'emprunt en 2019 ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a encaissé le 20 septembre 2019 un emprunt de 3,5 Millioins d'euros de l'Agence France Locale ;
- Que le Budget annexe Aménagement du Territoire de Marseille-Provence doit recourir à l'emprunt en 2019 pour financer ses investissements.

DECIDE

Article 1 :

Est affecté l'emprunt n°2017-013 (numéro bancaire 444-458) de 3 500 000 euros au financement du Budget annexe Aménagement du Territoire de Marseille-Provence.

Article 2 :

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. A compter du 20 septembre 2019, les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16.

Article 3 :

Madame la Présidente Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 06 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/753/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP VPNG aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif dans le cadre de l'instance contre la décision au cas par cas de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1800697 présentée par la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille et tendant, d'une part, à l'annulation de la décision n°CU-2017-93-13-30 prise par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur le 19 octobre 2017, la décision de rejet opposée au recours gracieux formé par la commune d'Aix-en-Provence et d'autre part, condamner solidairement l'Etat et la Mission Régionale d'Autorité Environnementale de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur à verser, à la Métropole Aix-Marseille-Provence une somme de 2500 euros sur le fondement de l'article L 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans cette affaire par la SCP VPNG – 11 bis rue de la loge 34000 Montpellier.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP VPNG pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/761/D

Convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable avec la société Imelys

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un bâtiment 2 rue Marc Donadille Hôtel Technoptic 13013 Marseille ;
- Que la société Imelys dans le cadre de son activité de conseil en stylisme, personnel shopping et organisation d'événements, a sollicité la Métropole pour la location d'un bureau, lot 201, d'une surface de 32 m² ;
- Que la signature d'une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable est nécessaire ;
- Que la convention prendra effet le 19 décembre 2019, pour se terminer le 18 décembre 2022 ;
- Qu'il est proposé un loyer de 130€/HT/HC/an, soit 4160 euros HT HC par an ;
- Qu'il est proposé une provision de charges de 1280 euros par an.

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019

DECIDE

Article 1 :

De signer une convention d'occupation temporaire à titre précaire et révocable pour une durée de 3 ans à compter du 19 décembre 2019.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix Marseille Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/762/D

Décision d'ester en justice. Désignation de la SCP d'avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence dans l'affaire qui l'oppose à la société SMA Environnement

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête présentée par la Société SMA Environnement devant le Tribunal Administratif de Marseille (n°1305208) le 12 août 2013 ;
- Le jugement rendu par le Tribunal Administratif de Marseille du 5 avril 2017 (n°1305208-1403171) ;
- La requête déposée par la Société SMA Environnement devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille le 2 juin 2017 (n°17MA02282) demandant l'annulation du jugement visé ci-dessus ;
- L'arrêt rendu par la Cour Administrative de Marseille le 23 mai 2018 (n°17MA02282) ;
- La requête présentée par les Sociétés SMA Propreté, SMA Environnement, SMA Vautubière devant le Conseil d'Etat (n°422600) demandant l'annulation de l'arrêt visé ci-dessus ;
- La décision rendue par le Conseil d'Etat le 27 novembre 2019 renvoyant le dossier à la Cour Administrative d'Appel (n°19MA05189) ;

CONSIDÉRANT

- Qu'il convient d'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence dans cette affaire ;

DECIDE

Article 1 :

D'assurer la défense des intérêts de la Métropole Aix-Marseille-Provence devant la Cour Administrative d'Appel dans le dossier n°19MA05189 et d'être représentée dans cette affaire par la SCP d'Avocats Vedesi, 28 rue d'Enghien, 69002 Lyon.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP d'Avocats Vedesi pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ce dossier sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/763/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Soléam d'un immeuble situé 8, rue d'Alger à Marseille 6ème arrondissement cadastré 824 A 185 appartenant à la SCI Breteuil.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 064-6648/19/BM du 26 septembre 2019 instituant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la Ville de Marseille et abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération URB 010-6792/19/CM du 26 septembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et La Ciotat ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019

- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 206 19 M0393 reçue en mairie de Marseille le 18 octobre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée 824 A 185 sise 8, rue d'Alger à Marseille 6^{ème} arrondissement appartenant à la SCI Breteuil ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville » ; opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soléam ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la Soléam pour l'acquisition de la parcelle cadastrée 824 A 185 d'une contenance de 189m², située 8, rue d'Alger à Marseille 6^{ème} arrondissement appartenant à la SCI Breteuil.

Article 2 :

Monsieur le Directeur des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019

Décision n° 19/764/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 10 millions d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°19/156/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/252/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

- Qu'une demande de financement a été adressée à la Caisse des Dépôts et Consignations le 26 novembre 2019 ;

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 3 décembre 2019 proposée par la Caisse des Dépôts et Consignations pour assurer la réalisation de l'infrastructure du « Boulevard Urbain Sud ».

DECIDE

Article 1 :

Est contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations un emprunt d'un montant total de 10 000 000 euros, composé d'une ligne de prêt PSPL, et dont les principales caractéristiques sont décrites ci-dessous :

<u>Caractéristiques</u>	<u>PSPL</u>
Enveloppe	Mobi Prêt
Montant	10 000 000 €
Commission d'instruction	6 000 €
Pénalité de dédit	1 %
Durée de la période	Trimestrielle
Taux de période	0,37 %
TEG (1)	1,5 %
<u>Phase d'amortissement</u>	
Durée	25 ans
Index (2)	Livret A
Marge fixe sur index	0,75 %
Taux d'intérêt	Livret A + 0,75 %
Périodicité	Trimestrielle
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle
Modalité de révision	Simple Révisabilité
Taux de progressivité de l'amortissement	0 %

- (1) L'emprunteur est informé que conformément à la réglementation en vigueur, le Taux Effectif Global (TEG) susmentionné, calculé selon un mode proportionnel et sur la base du nombre de jours exacts de la durée de la période mis en rapport avec l'année civile (soit exact/365) est fourni à titre indicatif en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie calculés sur la base du montage de garantie prévu dans le tableau ci-après, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque ligne du prêt et qu'il est susceptible d'être actualisé à l'émission du contrat de prêt. Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
- (2) A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission de la présente Lettre d'Offre est de 0,75% (livret A).

Article 2

Sont affectés les fonds provenant de ce prêt de 10 000 000 d'euros au financement des investissements du Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 3

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 4

Madame la présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/765/D

Décision de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence de contracter un emprunt de 25 millions d'euros auprès de la Banque Postale

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 061-6368/19/CM du 20 juin 2019 portant délégation d'attribution à la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le recours à l'emprunt, aux instruments de couverture, aux crédits de trésorerie ;
- L'arrêté n°19/156/CM donnant délégation de fonction à M. Didier Khelfa, 12ème Vice-Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- L'arrêté n°19/252/CM donnant délégation de signature à M. Guy Januel, chargé de la Direction Générale Adjointe de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Finances et Budget.

CONSIDÉRANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a pris connaissance des termes de l'offre de financement du 25 novembre 2019 proposée par la Banque Postale, pour assurer la réalisation du programme d'investissement 2019.

DECIDE

Article 1 :

La décision n° 19/744/D du 6 décembre 2019 est abrogée.

Article 2 :

Est contracté auprès de la Banque Postale un emprunt dont les principales caractéristiques sont décrites ci-dessous :

Objet	Financement du programme d'investissement
Montant du prêt	25 000 000 €
Versement des fonds	le 24/01/2020
Durée	20 ans et 1 mois
Périodicité	Trimestriel
Taux d'intérêt	Taux Fixe maximum de 0,93%
Mode d'amortissement	Linéaire
Base de calcul	Exact/360
Remboursement anticipé	Autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle avec un préavis de 50 jours calendaires
Commission d'engagement	0,05% du montant du contrat

Article 3 :

Sont dédiés les fonds provenant de ce prêt de 25 000 000 d'euros au financement des investissements du Budget Principal.

Article 4 :

Est acquitté l'ensemble des frais et commissions dus dans le cadre de la réalisation puis de l'exécution de cet emprunt. Les intérêts seront prélevés en dépenses sur le compte 66 et le capital sera amorti sur le compte 16. Les commissions liées à l'emprunt seront imputées au compte 627.

Article 5 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 12 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 12 Décembre 2019

Décision n° 19/766/D

Décision d'ester en justice - Désignation du Cabinet Fidal aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Tribunal Administratif de Marseille dans le cadre des instances contre le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La requête n°1903479 présentée par la SCEA du Château des Gavelles devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant à l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence, et enfin, à ce qu'une somme de 1500 euros soit mise à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative ;
- La requête n°1900601 présentée par le Comité d'Intérêt de Quartier des Pinchinats devant le Tribunal Administratif de Marseille tendant à l'annulation de la délibération du Conseil de Métropole du 18 octobre 2018 approuvant la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Aix-en-Provence, et enfin, à ce que les dépens soient mis à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Tribunal Administratif de Marseille et d'être représentée dans ces affaires par le Cabinet Fidal, 4-6 avenue d'Alsace 92982 Paris la Défense Cedex.

Article 2 :

Les honoraires dus au Cabinet Fidal pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2019

Martine VASSAL

Décision n° 19/767/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam d'un bien situé 12 rue d'Aix, quartier Belsunce à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 C 8 appartenant à la SCI Nationale.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210-1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 064-6648/19/BM du 26 septembre 2019 instituant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la Ville de Marseille et abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération URB 010-6792/19/CM du 26 septembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé par la métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des Communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0578 reçue en mairie de Marseille le 25 octobre 2019 portant aliénation de l'immeuble cadastré 801 C 8 sis 12 rue d'Aix, quartier Belsunce Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI Nationale ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'exercice de certaines attributions.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soléam ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition de l'immeuble cadastré 801 C 8 sis 12 rue d'Aix, quartier Belsunce à Marseille 1^{er} arrondissement appartenant à la SCI Nationale, d'une contenance de 89m².

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019

Décision n° 19/768/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Soléam d'un immeuble situé 40 cours Julien à Marseille 6ème arrondissement cadastré 825 A 277 appartenant aux Consorts Laurens.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 064-6648/19/BM du 26 septembre 2019 instituant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la Ville de Marseille et abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération URB 010-6792/19/CM du 26 septembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé par la métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des Communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 206 19 M0406 reçue en mairie de Marseille le 18 novembre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée 825 A 277 sise 40, cours Julien à Marseille 6^{ème} arrondissement appartenant aux Consorts Laurens ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence pour l'exercice de certaines attributions.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soléam,
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la Soléam pour l'acquisition de la parcelle cadastrée 825 A 277 d'une contenance de 159m², située 40 cours Julien à Marseille 6^{ème} arrondissement appartenant aux Consorts LAurens.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/769/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam d'un bien situé au 10 Rue d'Aix, à Marseille 1er arrondissement cadastré 801 C 9 appartenant à la SCI 2005.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 064-6648/19/BM du 26 septembre 2019 instituant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la Ville de Marseille et abrogeant la délibération URB 0242782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération URB 010-6792/19/CM du 26 septembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé par la métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération URB 0024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019

- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des Communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 201 19 M0577 reçue en mairie de Marseille le 25 octobre 2019 portant aliénation d'un ensemble immobilier cadastré section 801 C 9 sis 10, rue d'Aix Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI 2005 ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019, portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soléam ;
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la SOLEAM pour l'acquisition d'un ensemble immobilier cadastré section 801 C 9 sis 10, rue d'Aix à Marseille 1er arrondissement appartenant à la SCI 2005, d'une contenance cadastrale de 228m².

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019

Décision n° 19/770/D

Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Soléam d'un immeuble situé 28, rue du Village à Marseille 6ème arrondissement cadastré 823 A 109 appartenant à la SCI Ricard représentée par Monsieur Jean Bovetti

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération n° URB 064-6648/19/BM du 26 septembre 2019 instituant le Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence, sur le territoire de la Ville de Marseille et abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération URB 010-6792/19/CM du 26 septembre 2019 déléguant le Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé par la métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération URB 024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille-Provence n° FCT 0301585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des Communes de Marseille et La Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre-ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;

- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 206 19 M0391 reçue en mairie de Marseille le 24 octobre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée section 823 A 109 sis, 28 rue du Village à Marseille 6ème arrondissement appartenant à la SCI Ricard ;
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019, portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines de ses attributions.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-Ville », opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soléam,
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain est délégué à la Soléam pour l'acquisition de la parcelle cadastrée section 823 A 109 sis, 28 rue du Village à Marseille 6ème arrondissement appartenant à la SCI Ricard.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2019

Martine VASSAL



Présidente de la Métropole

Décision n° 19/771/D

Délégation du droit de préemption urbain renforcé au profit de la Soléam d'un bien situé 47, rue de la Coutellerie à Marseille 2ème arrondissement cadastré 809 C 87, appartenant à Madame Blanches Jeannine.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 210 -1 et suivants ainsi que l'article L300-1 ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération du Conseil Municipal de la Ville de Marseille n°87/219/USV du 10 juillet 1987 instaurant le droit de préemption ;
- La délibération URB 010-6792/19/CM déléguant le Droit de Préemption Urbain et Droit de Préemption Urbain Renforcé par la Métropole Aix-Marseille-Provence abrogeant la délibération URB 0024-2782/17/CM du 19 octobre 2017 ;
- La délibération n°HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n °FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°URB 002-617/16/CM du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Président et au Bureau Missions Foncières ;

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019

- La délibération du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille-Provence n°FCT 030-1585/15/CC du 21 décembre 2015 approuvant le transfert des opérations d'aménagement en cours des communes de Marseille et la Ciotat ;
- La concession d'aménagement « Grand Centre Ville » n°11-0136 du 18 janvier 2011 ;
- La déclaration d'intention d'aliéner n°013 202 19 M0357 reçue en mairie de Marseille le 19 novembre 2019 portant aliénation de la parcelle cadastrée 809 C 87 sise 47, rue de la Coutellerie Marseille 2^{ème} arrondissement appartenant à Madame Blanches Jeannine.
- L'arrêté 19/226/CM du 14 octobre 2019 portant déport de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'exercice de certaines attributions.

CONSIDÉRANT

- Que cette préemption relève d'une compétence de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que ce bien entre dans le champ d'application de l'opération « Grand Centre-ville »,
- opération de renouvellement urbain conduite dans le cadre de la concession d'aménagement confiée à la Soléam,
- Que la maîtrise foncière de ce bien vise à requalifier le tissu urbain ancien dégradé à travers la restructuration d'immeubles en vue de produire 1500 logements nouveaux diversifiés neufs ou restaurés et créer 20 000m² de locaux d'activités ou à vocation d'équipements.

DECIDE

Article 1 :

Le droit de préemption urbain renforcé est délégué à la Soléam pour l'acquisition de la parcelle cadastrée 809 C 87 d'une contenance de 25 m², située 47 rue de la Coutellerie à Marseille 2^{ème} arrondissement appartenant à Madame Blanches Jeannine.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 17 décembre 2019

Martine VASSAL

Reçu au Contrôle de légalité le 17 Décembre 2019

Décision n° 19/773/D

Décision d'ester en justice - Désignation de la SCP Baraduc Duhamel Rameix, aux fins de représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence devant le Conseil d'Etat dans le cadre de l'instance contre le Plan Local d'Urbanisme de la Commune d'Aix-en-Provence.

VU

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° FAG 001-4256/18/CM du 20 septembre 2018 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence relative à l'élection de Madame Martine Vassal, en qualité de Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 010-012/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence portant délégations du Conseil de la Métropole au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le pourvoi n°428158 présenté par la SCI l'Harmas devant le Conseil d'Etat et tendant, d'une part, à l'annulation de l'arrêt n°17MA02667 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille du 20 décembre 2018, avec toutes conséquences de droit, d'autre part, à mettre à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence la somme de 4000 euros sur le fondement de l'article L. 761-1 du Code de Justice Administrative.

DECIDE

Article 1 :

D'ester en justice devant le Conseil d'Etat et d'être représentée dans cette affaire par la SCP Baraduc Duhamel Rameix – 204 rue Vaugirard 75015 Paris.

Article 2 :

Les honoraires dus à la SCP Baraduc Duhamel Rameix pour représenter la Métropole Aix-Marseille-Provence et tous les frais inhérents à ces dossiers sont pris en charge.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence, nature 6227.

Article 4 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à Marseille, le 24 décembre 2019

Martine VASSAL



19 / 7 7 0 / D -



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2019130550218

N° SIREN du maître d'ouvrage

470801168

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

CDC HABITAT

ETABLISSEMENT ILE DE FRANCE

33 AV PIERRE MENDES FRANCE

75013 Paris 13

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500104

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13208 Marseille - 8e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : IMA 2, Entrée A_ 51PLS

134 bd Michelet

13008 Marseille - 8e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

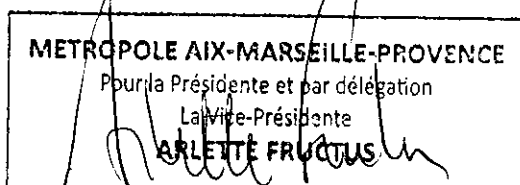
Vu la délibération D.E.V.T. 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 51 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 51 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 51 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : CDC HABITAT (n° SIREN : 470801168).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	4 849 802,00	51,00%	1,36%
Prêts Autres	1 806 789,00	19,00%	1,36%
Sous-total Prêts	6 656 591,00	70,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	2 852 825,00	30,00%	
Sous-total Fonds Propres	2 852 825,00	30,00%	
Total du Financement (I + II + III)	9 509 416,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	9 509 416,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	51	3 132,10 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	51	3 132,10 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 51	Surface utile :	3 132,10 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 952 695,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	5 406 228,00 €
Prestations intellectuelles et frais	302 406,00 €
Prix de revient H.T.	8 661 329,00 €
Montant de la TVA	848 087,00 €
Prix de revient TTC	9 509 416,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	3 036,12 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2019
01 01 2019
01 01 2019

19 / 777 / D -

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550237

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500087

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
84089 Pertuis

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PERTUIS - LEON ARNOUX_PLS
536 rue Léon Arnoux
84120 Pertuis

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

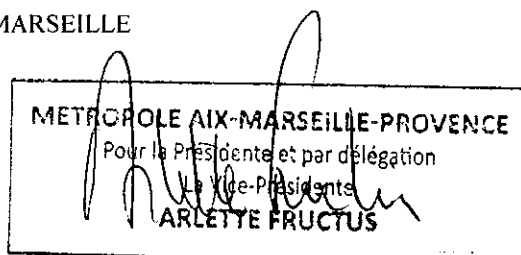
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **13 DEC. 2019**



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quantités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	39 655,00	2,79%	
Sous-total Subventions	39 655,00	2,79%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	414 506,00	29,16%	1,86%
Prêt CDC logement	367 232,00	25,84%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	73 681,00	5,18%	1,86%
Prêts Autres	120 000,00	8,44%	
1%	70 000,00	4,92%	
Sous-total Prêts	1 045 419,00	73,55%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	336 269,00	23,66%	
Sous-total Fonds Propres	336 269,00	23,66%	
Total du Financement (I + II + III)	1 421 343,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 421 343,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	560,60 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLS »	8	560,60 m²
--------------------------------------------------	---	-----------

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	560,60 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	17 595,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 232 907,00 €
Prestations intellectuelles et frais	44 431,00 €
Prix de revient H.T.	1 294 933,00 €
Montant de la TVA	126 410,00 €
Décision No : 20191305500087	Page : 3/4

Prix de revient TTC

1 421 343,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 535,40 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550064

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500086

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
84089 Pertuis

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération : PERTUIS - LEON ARNOUX
536 rue Léon Arnoux
84120 Pertuis

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 50 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 50 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 30 logements PLUS

- 20 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 196 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

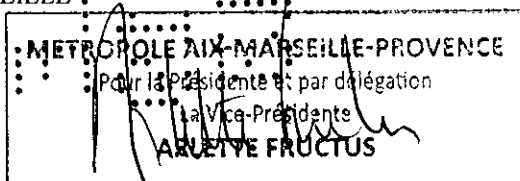
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE :

le : 13 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	315 613,20	6,55%
Sous-total Subventions	315 613,20	6,55%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 350 046,00	28,00%
Prêt CDC logement	1 347 641,00	27,95%
Prêts Autres	450 000,00	9,33%
1%.	174 000,00	3,61%
Sous-total Prêts	3 321 687,00	68,88%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 184 871,60	24,57%
Sous-total Fonds Propres	1 184 871,60	24,57%
Total du Financement (I + II + III)	4 822 171,80	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	196 000,00	5,72%
Subvention EPCI	210 408,80	6,14%
Sous-total Subventions	406 408,80	11,86%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	908 027,00	26,50%
Prêt CDC logement	906 409,00	26,45%
Prêts Autres	300 000,00	8,75%
1%.	116 000,00	3,39%
Sous-total Prêts	2 230 436,00	65,09%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	789 915,40	23,05%
Sous-total Fonds Propres	789 915,40	23,05%
Total du Financement (I + II + III)	3 426 760,20	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	196 000,00	2,38%
Subvention EPCI	526 022,00	6,33%
Sous-total Subventions	722 022,00	8,75%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 254 050,00	27,33%
Prêt CDC foncier	2 258 073,00	27,37%
Prêts Autres	750 000,00	9,09%
1%.	290 000,00	3,52%

Sous-total Prêts	5 552 123,00	67,31%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 974 787,00	23,94%
Sous-total Fonds Propres	1 974 787,00	23,94%
Total du Financement (I + II + III)	8 248 932,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	8 248 932,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 5 234 919,42 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	30	2 009,60 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	30	2 009,60 m²
Assiette *	:	3 131 446,37 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	20	1 349,90 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	20	1 349,90 m²
Assiette *	:	2 103 473,05 €
Taux de subvention	:	9,32 %
SUBVENTION	:	196 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 50	Surface utile :	3 359,50 m²
Assiette : 5 234 919,42 €	SUBVENTION :	196 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,74 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	196 000,00 €
---------------------	---------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	95 732,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	7 227 661,00 €
Prestations intellectuelles et frais	184 426,00 €
Prix de revient H.T.	7 507 819,00 €
Montant de la TVA	741 113,00 €
Prix de revient TTC	8 248 932,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 455,40 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
 2019130550132

N° SIREN du maître d'ouvrage
 751956624

Famille d'organisme
 Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
 COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500107

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : Jean Casse
 14-16-18 boulevard Jean Casse
 13014 Marseille - 14e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 26 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 26 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 26 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 343 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

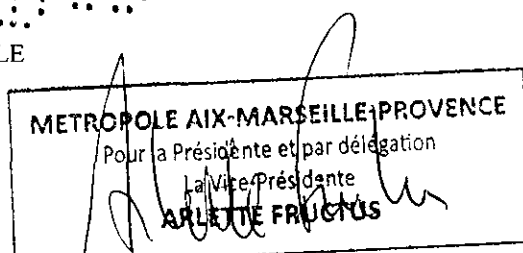
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

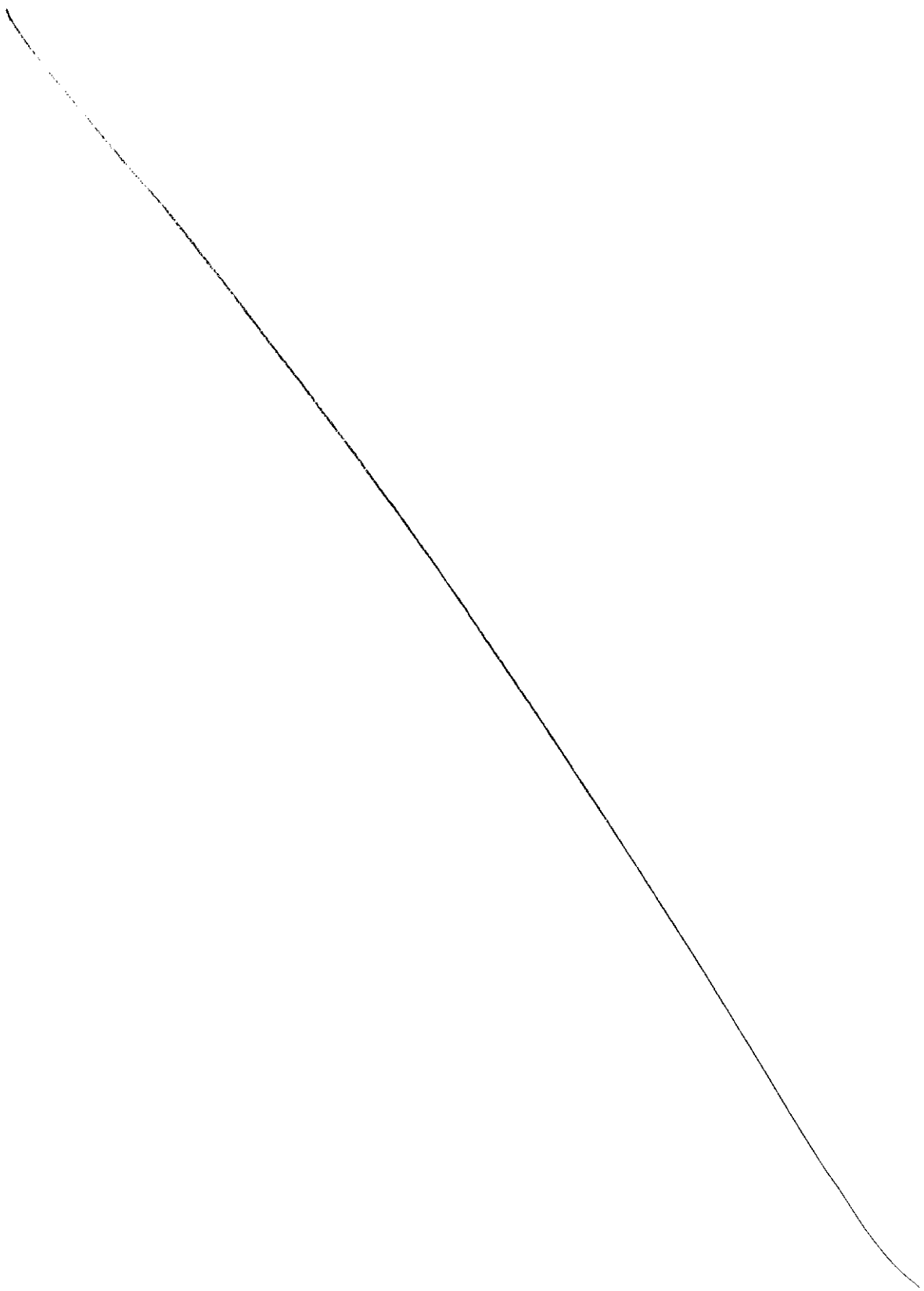
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 DEC. 2019





ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	343 200,00	14,12%
PLAI adapté	149 600,00	6,15%
Conseil Régional	121 555,00	5,00%
Subvention EPCI	356 000,00	14,64%
Ville de Marseille	130 000,00	5,35%
Autres	121 555,00	5,00%
Sous-total Subventions	1 221 910,00	50,26%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 209 194,00	49,74%
Sous-total Prêts	1 209 194,00	49,74%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 431 104,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 431 104,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 985 983,96 €

Aide : **PLA-I**

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	26	1 717,57 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	26	1 717,57 m²
Assiette *	:	2 985 983,96 €
Taux de subvention	:	11,49 %
SUBVENTION	:	343 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 26	Surface utile :	1 717,57 m²
Assiette : 2 985 983,96 €	SUBVENTION :	343 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	11,49 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 343 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	1 966 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	299 254,54 €
Prestations intellectuelles et frais	135 924,00 €
Décision No : 20191305500107	Page : 4/5

Prix de revient H.T.	2 401 178,54 €
Montant de la TVA	29 925,46 €
Prix de revient TTC	2 431 104,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	1 415,43 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 7 8 0 / D

DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS

SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX

Numéro d'opération :

2019130550132

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500108

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération :

Jean Casse

14-16-18 boulevard Jean Casse

13014 Marseille - 14e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT.002-6007/19 CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 149 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

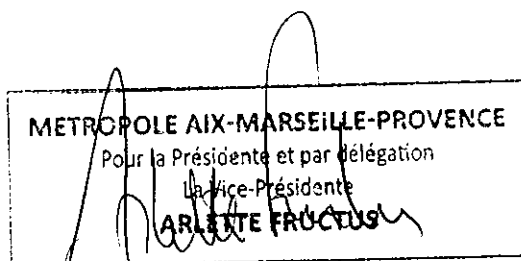
ARTICLE 2. Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

ARTICLE 3. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **13 DEC. 2019**



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

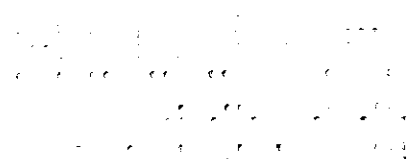
A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Aide : **PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	149 600,00	8,16%
Conseil Régional	91 696,00	5,00%
Subvention EPCI	320 000,00	17,45%
Ville de Marseille	100 000,00	5,45%
Autres	355 696,00	19,40%
Sous-total Subventions	1 016 992,00	55,45%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	816 939,00	44,55%
Sous-total Prêts	816 939,00	44,55%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 833 931,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 833 931,00	

B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	1 833 931,00 €
Nombre de logements PLAI adaptés	20
dont logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	26
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	149 600,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	149 600,00 €



DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550148

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500089
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13028 La Ciotat

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2019

Opération : Zac du Garoutier - LA MAJORELLE PLUS PLA
acquisition de 20 logements en VEFA
41 impasse Boiteux
13600 La Ciotat

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 10 logements PLUS
- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 9 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

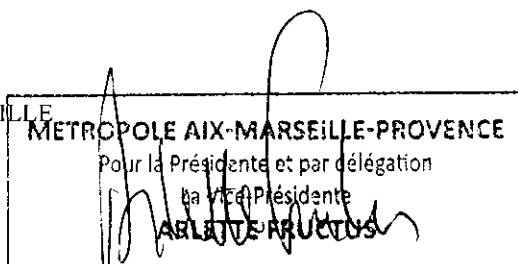
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 13 DEC. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	5,06%
Ville	20 000,00	10,32%
Sous-total Subventions	29 800,00	15,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	96 000,00	49,53%
Prêt CDC foncier	68 004,00	35,09%
Sous-total Prêts	164 004,00	84,62%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	193 804,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Ville	60 000,00	3,72%
Sous-total Subventions	60 000,00	3,72%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	570 996,00	35,40%
Prêt CDC foncier	537 996,00	33,35%
Sous-total Prêts	1 108 992,00	68,74%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	444 216,00	27,54%
Sous-total Fonds Propres	444 216,00	27,54%
Total du Financement (I + II + III)	1 613 208,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Ville	80 000,00	4,43%
Subvention Etat	9 800,00	0,54%
Sous-total Subventions	89 800,00	4,97%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	666 996,00	36,91%
Prêt CDC foncier	606 000,00	33,54%
Sous-total Prêts	1 272 996,00	70,45%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	444 216,00	24,58%
Sous-total Fonds Propres	444 216,00	24,58%
Total du Financement (I + II + III)	1 807 012,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 807 012,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 341 610,32 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	10	657,90 m ²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	10	657,90 m ²
Assiette *	:	1 192 280,74 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1	82,40 m ²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	82,40 m ²
Assiette *	:	149 329,58 €
Taux de subvention	:	6,56 %
SUBVENTION	:	9 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	740,30 m ²
Assiette : 1 341 610,32 €	SUBVENTION :	9 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,73 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 9 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 617 265,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	14 025,00 €
Prestations intellectuelles et frais	22 592,00 €
Prix de revient H.T.	1 653 882,00 €
Montant de la TVA	153 130,00 €
Prix de revient TTC	1 807 012,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 440,92 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 7 8 2 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :

2019130550219

N° SIREN du maître d'ouvrage

054803770

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500090

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : Zac du Garoutier - LA MAJORELLE PLS
41 impasse Boiteux
13600 La Ciotat

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19 CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 9 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 9 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLS

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

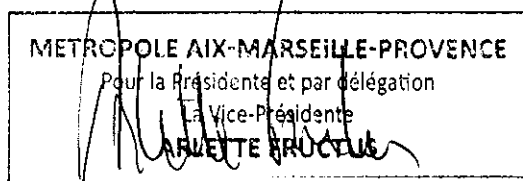
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Ville	40 000,00	3,01%	
Sous-total Subventions	40 000,00	3,01%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	441 996,00	33,24%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	573 996,00	43,16%	1,86%
Sous-total Prêts	1 015 992,00	76,40%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	273 806,00	20,59%	
Sous-total Fonds Propres	273 806,00	20,59%	
Total du Financement (I + II + III)	1 329 798,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 329 798,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

9

541,00 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

9

541,00 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 9

Surface utile :

541,00 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

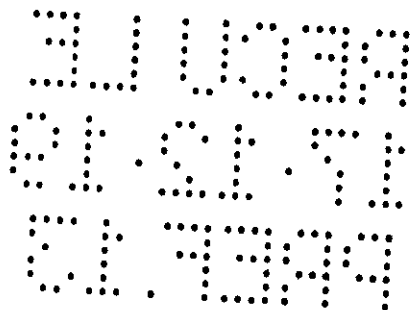
0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 180 129,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	11 475,00 €
Prestations intellectuelles et frais	20 440,00 €
Prix de revient H.T.	1 212 044,00 €
Montant de la TVA	117 754,00 €
Prix de revient TTC	1 329 798,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 458,04 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550147

N° SIREN du maître d'ouvrage
054803770

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

STE GESTION IMMO DE MARSEILLE

4 r capitaine dessemond

13007 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500088

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération :
ZAC du Garoutier - le Patio de Jade
VEFA 13 logements
Patio de Jade - Bâtiment C
chemin de Garoutier
13600 La Ciotat

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 13 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 13 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS
- 5 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : STE GESTION IMMO DE MARSEILLE (n° SIREN : 054803770).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 49 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

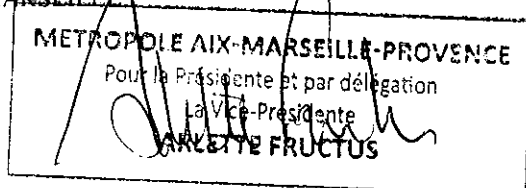
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 13 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 000,00	4,72%
Subvention Commune	0,00	0,00%
Ville	40 000,00	3,85%
Sous-total Subventions	89 000,00	8,58%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	487 759,00	47,02%
Prêt CDC foncier	279 403,00	26,94%
Sous-total Prêts	767 162,00	73,96%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	181 128,00	17,46%
Sous-total Fonds Propres	181 128,00	17,46%
Total du Financement (I + II + III)	1 037 290,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Commune	0,00	0,00%
Ville	40 000,00	4,42%
Sous-total Subventions	40 000,00	4,42%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	222 201,00	24,55%
Prêt CDC foncier	353 089,00	39,01%
Sous-total Prêts	575 290,00	63,56%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	289 805,00	32,02%
Sous-total Fonds Propres	289 805,00	32,02%
Total du Financement (I + II + III)	905 095,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	0,00	0,00%
Ville	80 000,00	4,12%
Subvention Etat	49 000,00	2,52%
Sous-total Subventions	129 000,00	6,64%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	709 960,00	36,55%
Prêt CDC foncier	632 492,00	32,56%
Sous-total Prêts	1 342 452,00	69,11%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	470 933,00	24,25%

Sous-total Fonds Propres	470 933,00	24,25%
Total du Financement (I + II + III)	1 942 385,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 942 385,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 393 750,28 €

Aide : PLUS

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

8

Surface utile

441,90 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

8

441,90 m²

Assiette *	:	778 061,91 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

5

Surface utile

349,68 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

5

349,68 m²

Assiette *	:	615 688,37 €
Taux de subvention	:	7,96 %
SUBVENTION	:	49 000,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 13	Surface utile :	791,58 m²
Assiette : 1 393 750,28 €	SUBVENTION :	49 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,52 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 49 000,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 716 089,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	42 000,00 €
Prestations intellectuelles et frais	46 264,00 €
Prix de revient H.T.	1 804 353,00 €
Montant de la TVA	138 032,00 €
Prix de revient TTC	1 942 385,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 453,81 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 7 9 7 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550080

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500092

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13022 Cassis

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
CARRIERE DU MUSSUGUET
34 PLUS 6 PLA1 20 PLS
AVENUE DE CARNOUX
13260 Cassis

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 40 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 40 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 34 logements PLUS

- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

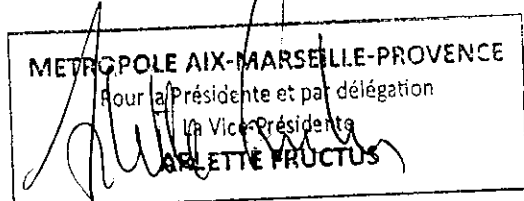
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	5,45%
Ville	66 000,00	6,12%
Subvention EPCI	48 000,00	4,45%
Sous-total Subventions	172 800,00	16,02%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	264 536,00	24,53%
Prêt CDC logement	429 989,00	39,87%
Prêts Autres	90 000,00	8,35%
Sous-total Prêts	784 525,00	72,75%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	121 018,00	11,22%
Sous-total Fonds Propres	121 018,00	11,22%
Total du Financement (I + II + III)	1 078 343,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Ville	286 000,00	4,44%
Subvention EPCI	204 000,00	3,17%
Sous-total Subventions	490 000,00	7,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 578 998,00	24,53%
Prêt CDC logement	2 566 573,00	39,87%
Prêts Autres	510 000,00	7,92%
Sous-total Prêts	4 655 571,00	72,33%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 290 982,00	20,06%
Sous-total Fonds Propres	1 290 982,00	20,06%
Total du Financement (I + II + III)	6 436 553,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Ville	352 000,00	4,68%
Subvention Etat	58 800,00	0,78%
Subvention EPCI	252 000,00	3,35%
Sous-total Subventions	662 800,00	8,82%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 996 562,00	39,87%
Prêt CDC foncier	1 843 534,00	24,53%
Prêts Autres	600 000,00	7,98%

Sous-total Prêts	5 440 096,00	72,39%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1 412 000,00	18,79%
Sous-total Fonds Propres	1 412 000,00	18,79%
Total du Financement (I + II + III)	7 514 896,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	7 514 896,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 076 379,49 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	34	2 214,71 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	34	2 214,71 m²
Assiette *	:	3 491 442,88 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	371,04 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	371,04 m²
Assiette *	:	584 936,61 €
Taux de subvention	:	10,05 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 40	Surface utile :	2 585,75 m²
Assiette : 4 076 379,49 €	SUBVENTION :	58 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,44 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 58 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 838 052,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 176 703,00 €
Prestations intellectuelles et frais	816 968,00 €
Prix de revient H.T.	6 831 723,00 €
Montant de la TVA	683 173,00 €
Prix de revient TTC	7 514 896,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 906,27 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

**DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES**

Numéro d'opération :
2019130550244

N° SIREN du maître d'ouvrage
058811670

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. ERILIA

72 bis rue Perrin Solliers

13291 Marseille Cedex 06

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500091

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13022 Cassis

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : CARRIERE DU MUSSUGUET_PLS
AVENUE DE CARNOUX
13260 Cassis

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 20 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 20 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 20 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. ERILIA (n° SIREN : 058811670).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

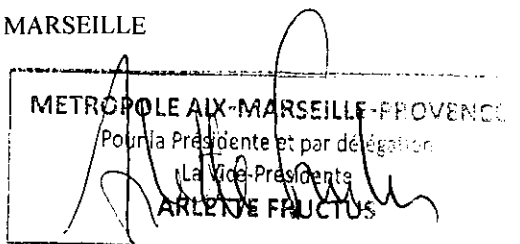
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Ville	220 000,00	5,43%	
Sous-total Subventions	220 000,00	5,43%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	1 036 388,00	25,58%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	2 494 699,00	61,58%	1,86%
Prêts Autres	300 000,00	7,41%	
Sous-total Prêts	3 831 087,00	94,57%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	4 051 087,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	4 051 087,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

20

1 391,10 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

20

1 391,10 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20

Surface utile :

1 391,10 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	996 275,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	2 247 013,00 €
Prestations intellectuelles et frais	439 518,00 €
Prix de revient H.T.	3 682 806,00 €
Montant de la TVA	368 281,00 €
Prix de revient TTC	4 051 087,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 912,15 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 31
01 01 01
01 01 01

19 / 7 9 9 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550255

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500142

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

84089 Pertuis

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération : SA 220 Rue des Festons
139 rue des Festons
84120 Pertuis

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 6 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 6 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 79 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

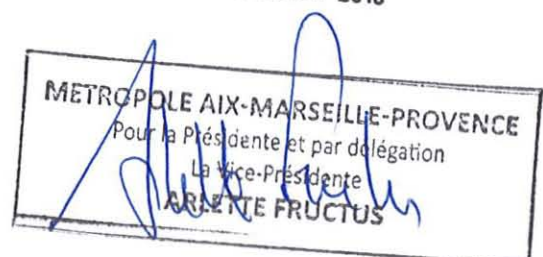
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	79 200,00	15,99%
Conseil Régional	30 000,00	5,95%
Subvention EPCI	55 303,00	11,17%
Sous-total Subventions	164 503,00	33,23%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	99 144,00	20,03%
Prêt CDC logement	231 335,00	46,74%
Sous-total Prêts	330 479,00	66,77%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	494 982,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	494 982,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 725 684,34 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	442,42 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	442,42 m²
Assiette *	:	725 684,34 €
Taux de subvention	:	10,91 %
SUBVENTION	:	79 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 6	Surface utile :	442,42 m²
Assiette : 725 684,34 €	SUBVENTION :	79 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	10,91 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 79 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	335 232,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	118 181,82 €
Prestations intellectuelles et frais	29 750,00 €
Prix de revient H.T.	483 163,82 €
Montant de la TVA	11 818,18 €

Prix de revient TTC

494 982,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

1 118,81 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0034
01 01 02
01 7344

19 / 800 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2019130550256

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500140

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

84089 Pertuis

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération : SA 221 Rue Chapelle Saint Roch
Rue Chapelle Saint Roch
84120 Pertuis

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT.002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 2 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 2 logements PLA-I
- au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 26 400,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	26 400,00	10,55%
Subvention Région	10 000,00	4,00%
Subvention EPCI	44 750,00	17,88%
Sous-total Subventions	81 150,00	32,43%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	68 370,00	27,32%
Prêt CDC foncier	50 730,00	20,27%
Sous-total Prêts	119 100,00	47,59%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	50 000,00	19,98%
Sous-total Fonds Propres	50 000,00	19,98%
Total du Financement (I + II + III)	250 250,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	250 250,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 301 206,91 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	2	179,00 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	179,00 m²
Assiette *	:	301 206,91 €
Taux de subvention	:	8,76 %
SUBVENTION	:	26 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	179,00 m²
Assiette : 301 206,91 €	SUBVENTION :	26 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	8,76 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 26 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	150 500,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	72 727,27 €
Prestations intellectuelles et frais	19 750,00 €
Prix de revient H.T.	242 977,27 €
Décision No : 20191305500140	Page : 3/4

Montant de la TVA	7 272,73 €
Prix de revient TTC	250 250,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 398,04 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 2019
01 01 2020
01 01 2021

19 / 8 0 1 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550017

N° SIREN du maître d'ouvrage

415750868

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500113

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13080 Le Puy-Sainte-Réparate

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération :
CHEMIN DE LA STATION -PLUS PLAI
PUY STE REPARADE-CHENERILLES
CHEMIN DE LA STATION
13610 Le Puy-Sainte-Réparate

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19 CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 21 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 21 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 12 logements PLUS
- 9 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 88 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

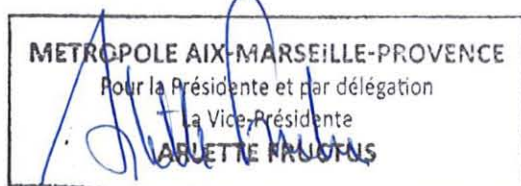
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	6,15%
Subvention EPCI	92 957,00	6,48%
Sous-total Subventions	181 157,00	12,63%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	502 754,00	35,05%
Prêt CDC logement	467 718,00	32,61%
Prêts Autres	188 077,00	13,11%
Sous-total Prêts	1 158 549,00	80,78%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	94 514,00	6,59%
Sous-total Fonds Propres	94 514,00	6,59%
Total du Financement (I + II + III)	1 434 220,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	123 803,00	8,61%
Sous-total Subventions	123 803,00	8,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	293 604,00	20,42%
Prêt CDC logement	753 970,00	52,44%
Prêts Autres	141 058,00	9,81%
Sous-total Prêts	1 188 632,00	82,67%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	125 351,00	8,72%
Sous-total Fonds Propres	125 351,00	8,72%
Total du Financement (I + II + III)	1 437 786,00	

Aide : **Totalisation**

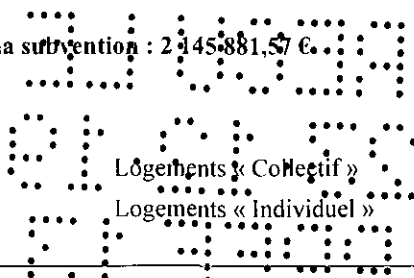
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	88 200,00	3,07%
Subvention EPCI	216 760,00	7,55%
Sous-total Subventions	304 960,00	10,62%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 221 688,00	42,54%
Prêt CDC foncier	796 358,00	27,73%
Prêts Autres	329 135,00	11,46%
Sous-total Prêts	2 347 181,00	81,73%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	219 865,00	7,66%

Sous-total Fonds Propres	219 865,00	7,66%
Total du Financement (I + II + III)	2 872 006,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 872 006,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 145 881,57 €

Aide : PLUS



Nombre de logements

Surface utile

12

821,83 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

12

821,83 m²

Assiette * : 1 363 383,24 €

Taux de subvention : 0,00 %

SUBVENTION : 0,00 €

Aide : PLA-I

Logements « Collectif »

Logements « Individuel »

Nombre de logements

9

Surface utile

471,68 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

9

471,68 m²

Assiette * : 782 498,33 €

Taux de subvention : 11,27 %

SUBVENTION : 88 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 21

Assiette : 2 145 881,57 €

Surface utile : 1 293,51 m²

SUBVENTION : 88 200,00 €

Taux moyen de subvention : 4,11 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 88 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	778 800,60 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 817 201,40 €
Prestations intellectuelles et frais	19 540,00 €
Prix de revient H.T.	2 615 542,00 €
Montant de la TVA	256 464,00 €
Prix de revient TTC	2 872 006,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 220,32 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 8 0 2 / 0 1

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2019130550190

N° SIREN du maître d'ouvrage

415750868

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500114

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13080 Le Puy-Sainte-Réparate

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération :
CHEMIN DE LA STATION-PLS
PUY STE REPARADE-CHENERILLES
CHEMIN DE LA STATION
13610 Le Puy-Sainte-Réparate

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19 CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

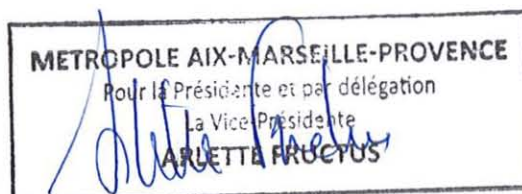
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **19 DEC. 2019**



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	25 469,00	3,17%	
Sous-total Subventions	25 469,00	3,17%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	206 853,00	25,78%	1,86%
Prêt CDC logement	232 636,00	28,99%	1,86%
Prêts Autres	78 365,00	9,17%	
Sous-total Prêts	517 854,00	64,53%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	259 135,00	32,29%	
Sous-total Fonds Propres	259 135,00	32,29%	
Total du Financement (I + II + III)	802 458,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	802 458,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

5

367,31 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

5

367,31 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5

Surface utile :

367,31 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	217 602,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	507 738,00 €
Prestations intellectuelles et frais	5 460,00 €
Prix de revient H.T.	730 800,00 €
Montant de la TVA	71 658,00 €
Prix de revient TTC	802 458,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 184,69 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1039
01 01 05
01 7394

*Document communiqué
par la Direction
Départementale
du Logement
et de l'Équipement
de la Métropole
d'Aix-Marseille-Provence*

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550103

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500115

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13028 La Ciotat

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : LA CIOTAT - LES VOILES 2_ULS
1315 CHEMIN DES POISSONNIERS
13600 La Ciotat

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 2 logement(s) locatif(s) sociaux dont 2 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
Prêt complémentaire CDC	72 766,00	45,00%	1,80%
Prêt CDC logement	88 936,00	55,00%	1,86%
Sous-total Prêts	161 702,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	161 702,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	161 702,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	2	159,26 m²
Totaux pour le financement des logements « PLS »	2	159,26 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 2	Surface utile :	159,26 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 095,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	132 882,00 €
Prestations intellectuelles et frais	13 079,00 €
Prix de revient H.T.	148 056,00 €
Montant de la TVA	13 646,00 €
Prix de revient TTC	161 702,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 015,33 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 2019
01 01 2020
01 01 2021

19 / 8 0 4 / D

19/08/2019

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550188

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500129
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13019 Cabriès

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2019

Opération : CABRIES-Les Vergers_PLS
Route de Rans
13480 Cabriès

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 5 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 5 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 5 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	21 914,00	2,73%	
Sous-total Subventions	21 914,00	2,73%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	260 970,00	32,48%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	220 645,00	27,46%	1,86%
1%.	40 000,00	4,98%	
Prêts Autres	45 000,00	5,60%	
Sous-total Prêts	566 615,00	70,52%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	215 001,00	26,76%	
Sous-total Fonds Propres	215 001,00	26,76%	
Total du Financement (I + II + III)	803 530,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	803 530,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	5	310,56 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	5	310,56 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 5	Surface utile :	310,56 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	249 406,67 €
Coût du bâtiment ou des travaux	463 183,82 €
Prestations intellectuelles et frais	4 934,83 €
Prix de revient H.T.	717 525,32 €
Montant de la TVA	86 004,68 €
Prix de revient TTC	803 530,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 0034
01 01 02
01 7344



19 / 8 0 5 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550024

N° SIREN du maître d'ouvrage
415750868

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE

72 AV DE TOULON

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500128

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13019 Cabriès

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : CABRIES - Les Vergers
Route de Rans
13480 Cabriès

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 21 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 21 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 13 logements PLUS
- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 3F SUD SA D'HABITATIONS A LOYER MODERE (n° SIREN : 415750868).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

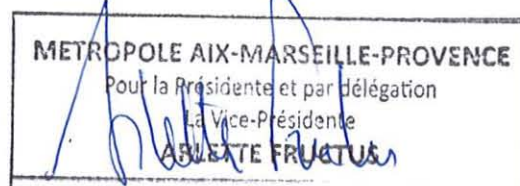
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	6,18%
Subvention EPCI	79 456,00	6,27%
Sous-total Subventions	157 856,00	12,45%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	367 972,00	29,02%
Prêt CDC logement	480 924,00	37,93%
Prêts Autres	138 064,00	10,89%
Sous-total Prêts	986 960,00	77,85%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	122 999,00	9,70%
Sous-total Fonds Propres	122 999,00	9,70%
Total du Financement (I + II + III)	1 267 815,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	125 290,00	5,79%
Sous-total Subventions	125 290,00	5,79%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	746 023,00	34,50%
Prêt CDC logement	1 039 939,00	48,10%
Prêts Autres	250 936,00	11,61%
Sous-total Prêts	2 036 898,00	94,21%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	0,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	0,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	2 162 188,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	2,29%
Subvention EPCI	204 746,00	5,97%
Sous-total Subventions	283 146,00	8,25%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 520 863,00	44,34%
Prêt CDC foncier	1 113 995,00	32,48%
Prêts Autres	389 000,00	11,34%
Sous-total Prêts	3 023 858,00	88,16%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	122 999,00	3,59%

Sous-total Fonds Propres	122 999,00	3,59%
Total du Financement (I + II + III)	3 430 003,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 430 003,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 2 112 535,27 €			
Aide : PLUS	Logements « Collectif »	Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Individuel »	13	888,44 m²
	Totaux pour le financement des logements « PLUS »	13	888,44 m²
	Assiette *	:	1 415 558,60 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €
Aide : PLA-I			
	Logements « Collectif »	Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Individuel »	8	437,44 m²
	Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	437,44 m²
	Assiette *	:	696 976,67 €
	Taux de subvention	:	11,25 %
	SUBVENTION	:	78 400,00 €
TOTAL DE LA DECISION			
	Nombre de logements : 21	Surface utile :	1 325,88 m²
	Assiette : 2 112 535,27 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
		Taux moyen de subvention :	3,71 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 78 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 064 634,90 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 977 179,10 €
Prestations intellectuelles et frais	21 065,17 €
Prix de revient H.T.	3 062 879,17 €
Montant de la TVA	367 123,83 €
Prix de revient TTC	3 430 003,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 586,96 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 3 0 6 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550253

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500116

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
84089 Pertuis

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Opération :
SA 222 Plaine Château
Acquisition via préemption
261 rue Plaine du Château
84120 Pertuis

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/GM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 1 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

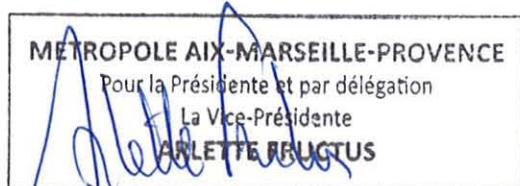
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 19 DEC. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	7,51%
Conseil Régional	5 000,00	2,84%
Subvention EPCI	33 250,00	18,51%
Sous-total Subventions	51 450,00	29,26%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	37 314,00	21,22%
Prêt CDC logement	82 067,00	46,67%
Sous-total Prêts	119 381,00	67,90%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	5 000,00	2,84%
Sous-total Fonds Propres	5 000,00	2,84%
Total du Financement (I + II + III)	175 831,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	175 831,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 210 432,22 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	1	133,00 m²
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	133,00 m²
Assiette *	:	210 432,22 €
Taux de subvention	:	6,27 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	133,00 m²
Assiette : 210 432,22 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	6,27 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	110 831,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	45 454,55 €
Prestations intellectuelles et frais	15 000,00 €
Prix de revient H.T.	171 285,55 €
Décision No : 20191305500116	Page : 3/4

Montant de la TVA	4 545,45 €
Prix de revient TTC	175 831,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	1 322,04 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 10 2019
01 01 2020
01 01 2021

19 / 8 0 7 / D _

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2018130550191

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500135

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : Résidence Vert Parc Bellevue
lot 271
14 avenue Prosper Mérimée
13014 Marseille - 14e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLA1

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	12,08%
PLAI adapté	18 630,00	17,04%
Subvention Département	10 930,00	10,00%
Subvention Région	5 000,00	4,57%
Subvention EPCI	16 000,00	14,64%
Ville	5 000,00	4,57%
Autres	10 930,00	10,00%
Sous-total Subventions	79 690,00	72,91%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	22 209,00	20,32%
Prêt CDC foncier	7 403,00	6,77%
Sous-total Prêts	29 612,00	27,09%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	1,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	109 303,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	109 303,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 99 881,28 €

Aide : PLA-I

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

1

57,41 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »

1

57,41 m²

Assiette *

99 881,28 €

Taux de subvention

13,22%

SUBVENTION

13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1

Surface utile

57,41 m²

Assiette : 99 881,28 €

SUBVENTION

13 200,00 €

Taux moyen de subvention

13,22 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	79 100,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	17 518,17 €
Prestations intellectuelles et frais	10 933,00 €
Prix de revient H.T.	107 551,17 €
Montant de la TVA	1 751,83 €
Prix de revient TTC	109 303,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	1 903,90 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS
SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX

Numéro d'opération :
2018130550191

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500136

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
Résidence Vert Parc Bellevue
lot 271
14 avenue Prosper Mérimée
13014 Marseille - 14e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT-002-6007/19 CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 18 630,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

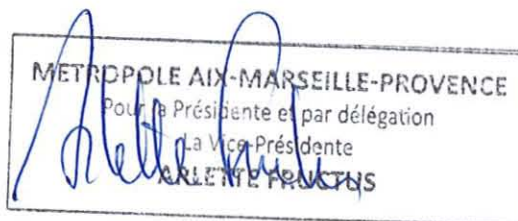
ARTICLE 2. Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

ARTICLE 3. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Aide : **PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 630,00	17,04%
Subvention Autres	13 200,00	12,08%
Subvention Département	10 930,00	10,00%
Conseil Régional	5 000,00	4,57%
Subvention EPCI	16 000,00	14,64%
Ville	5 000,00	4,57%
Autres	10 930,00	10,00%
Sous-total Subventions	79 690,00	72,91%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	22 209,00	20,32%
Prêt CDC foncier	7 403,00	6,77%
Sous-total Prêts	29 612,00	27,09%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	1,00	0,00%
Sous-total Fonds Propres	1,00	0,00%
Total du Financement (I + II + III)	109 303,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	109 303,00	

B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	109 303,00 €
Nombre de logements PLAI adaptés	1
dont logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	1
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	18 630,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	18 630,00 €

19 / 8 0 9 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT
POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550238

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500109

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : MARSEILLE 14 - Les Géraniums AA
94 avenue du Merlan
13014 Marseille - 14e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 12 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 12 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLUS
- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 111 000,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

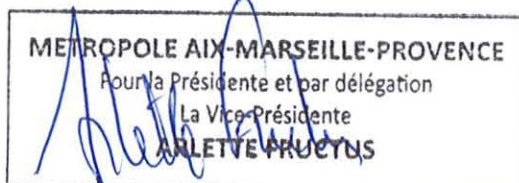
ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 1^{er} DEC. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

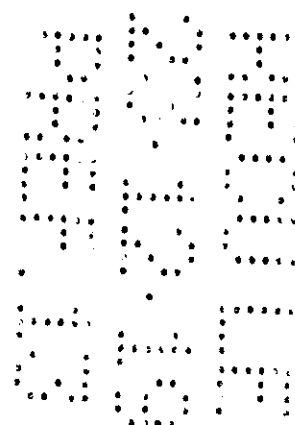
Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	61 200,00	3,90%
Subvention EPCI	171 000,00	10,88%
Sous-total Subventions	232 200,00	14,78%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	466 697,00	29,70%
Prêt CDC logement	812 682,00	51,72%
Sous-total Prêts	1 279 379,00	81,43%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	59 592,75	3,79%
Sous-total Fonds Propres	59 592,75	3,79%
Total du Financement (I + II + III)	1 571 171,75	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	49 800,00	8,69%
Subvention EPCI	63 000,00	11,00%
Sous-total Subventions	112 800,00	19,69%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	162 944,00	28,45%
Prêt CDC logement	277 194,00	48,39%
Sous-total Prêts	440 138,00	76,84%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	19 864,25	3,47%
Sous-total Fonds Propres	19 864,25	3,47%
Total du Financement (I + II + III)	572 802,25	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	111 000,00	5,18%
Subvention EPCI	234 000,00	10,91%
Sous-total Subventions	345 000,00	16,09%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 089 876,00	50,83%
Prêt CDC foncier	629 641,00	29,37%
Sous-total Prêts	1 719 517,00	80,20%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	79 457,00	3,71%
Sous-total Fonds Propres	79 457,00	3,71%
Total du Financement (I + II + III)	2 143 974,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 143 974,00	



B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 353 461,55 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	9	599,61 m²
	Logements « Individuel »		
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		9	599,61 m²
	Assiette *	:	1 003 200,50 €
	Taux de subvention	:	6,10 %
	SUBVENTION	:	61 200,00 €
Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	3	209,35 m²
	Logements « Individuel »		
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		3	209,35 m²
	Assiette *	:	350 261,05 €
	Taux de subvention	:	14,22 %
	SUBVENTION	:	49 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 12	Surface utile :	808,96 m²
Assiette : 1 353 461,55 €	SUBVENTION :	111 000,00 €
	Taux moyen de subvention :	8,20 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	111 000,00 €
--------------	--------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	680 939,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 127 656,00 €
Prestations intellectuelles et frais	179 241,00 €
Prix de revient H.T.	1 987 836,00 €
Montant de la TVA	156 138,00 €
Prix de revient TTC	2 143 974,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 650,28 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 8 10 / D 1

Document communiqué
en application de la loi
n° 178 du 6 janvier 1978
relative à l'accès à l'information

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550043

N° SIREN du maître d'ouvrage
662620079

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500110

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13214 Marseille - 14e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : MARSEILLE 14 - Les Géraniums_CN
94 avenue du Merlan
13014 Marseille

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEV I 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLUS

- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE



le : 19 DEC. 2019

ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	6,91%
Subvention EPCI	18 000,00	2,11%
Sous-total Subventions	76 800,00	9,02%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	305 714,00	35,91%
Prêt CDC logement	468 739,00	55,06%
Sous-total Prêts	774 453,00	90,98%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	851 253,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	9 000,00	0,68%
Sous-total Subventions	9 000,00	0,68%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	479 469,00	36,44%
Prêt CDC logement	827 369,00	62,88%
Sous-total Prêts	1 306 838,00	99,32%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	1 315 838,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	2,71%
Subvention EPCI	27 000,00	1,25%
Sous-total Subventions	85 800,00	3,96%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	1 296 108,00	59,81%
Prêt CDC foncier	785 183,00	36,23%
Sous-total Prêts	2 081 291,00	96,04%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	2 167 091,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 167 091,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 464 358,21 €

Décision No : 20191305500110

Aide : PLUS		
Logements « Collectif »	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Individuel »	9	554,65 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	9	554,65 m²
Assiette *	:	894 204,87 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I		
Logements « Collectif »	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Individuel »	6	353,65 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	353,65 m²
Assiette *	:	570 153,34 €
Taux de subvention	:	10,31 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	908,30 m²
Assiette : 1 464 358,21 €	SUBVENTION :	58 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,02 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	58 800,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	449 101,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 225 400,00 €
Prestations intellectuelles et frais	298 639,00 €
Prix de revient H.T.	1 973 140,00 €
Montant de la TVA	193 951,00 €
Prix de revient TTC	2 167 091,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 385,88 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 8 1 1 / D J



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Service des
Logements Locatifs
Aides
13000 Marseille

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2019130550254

N° SIREN du maître d'ouvrage

662620079

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

GRAND DELTA HABITAT

3 rue Martin Luther King

84000 AVIGNON

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500111

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : Les Gèraniums CN_PLS
94 avenue du Merlan
13014 Marseille

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

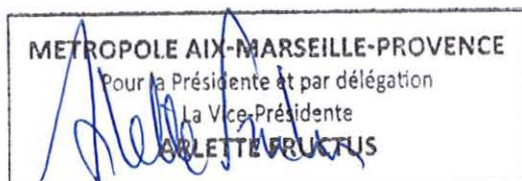
Vu la délibération DENT 002-5007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 20 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 20 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 20 logements PLS
- au bénéficiaire désigné : GRAND DELTA HABITAT (n° SIREN : 662620079).
- La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotirés	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	1 172 804,00	30,82%	1,86%
Prêt CDC logement	1 995 951,00	52,45%	1,86%
Sous-total Prêts	3 168 755,00	83,26%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	637 036,00	16,74%	
Sous-total Fonds Propres	637 036,00	16,74%	
Total du Financement (I + II + III)	3 805 791,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	3 805 791,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	20	1 356,70 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	20	1 356,70 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 20	Surface utile :	1 356,70 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

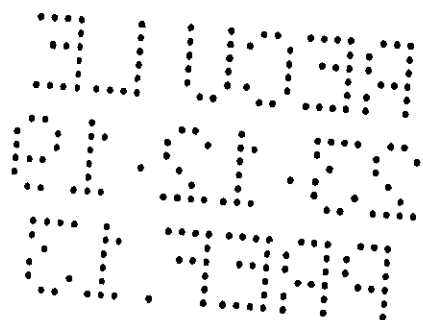
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	1 356 830,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 840 567,00 €
Prestations intellectuelles et frais	266 408,00 €
Prix de revient H.T.	3 463 805,00 €
Montant de la TVA	341 986,00 €
Prix de revient TTC	3 805 791,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 805,18 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 8 12 / 01

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550092

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500127
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Exercice
2019

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
AIX - TERRAIN BERTRAND
Construction d'1 immeuble de 8 PLAI
120, ch de la Bastide des Tourelles
13090 Aix-en-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 8 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 78 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	78 400,00	5,09%
Subvention EPCI	165 132,00	10,72%
Subvention Commune	176 000,00	11,42%
Subvention Département	120 000,00	7,79%
Sous-total Subventions	539 532,00	35,01%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	277 983,00	18,04%
Prêt CDC logement	427 385,00	27,74%
Prêts Autres	120 000,00	7,79%
Sous-total Prêts	825 368,00	53,56%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	176 000,00	11,42%
Sous-total Fonds Propres	176 000,00	11,42%
Total du Financement (I + II + III)	1 540 900,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 540 900,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 903 918,23 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	500,40 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	8	500,40 m²
Assiette *	:	903 918,23 €
Taux de subvention	:	8,67 %
SUBVENTION	:	78 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	500,40 m²
Assiette : 903 918,23 €	SUBVENTION :	78 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	8,67 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 78 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	382 377,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	787 103,00 €
Décision No : 20191305500127	Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	217 152,00 €
Prix de revient H.T.	1 386 632,00 €
Montant de la TVA	154 268,00 €
Prix de revient TTC	1 540 900,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	3 079,34 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 8 13 / D
N° de décision : 20191305500122
Date de la décision : 18/12/2017
N° de la décision favorable : 20171305500186

DECISION D'ANNULATION
D'UNE DECISION DE FINANCEMENT

Numéro d'opération :
2017130550135

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500122
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2019

A - DECISION FAVORABLE		B - OPERATION INITIALE	
Date de la décision favorable		CRISAFI	
N° de la décision favorable 20171305500186		Opération mixte 27 PLAI + 31 ACCESSION	
Exercice		201745 rte de sisteron	
		13100 Aix-en-Provence	

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu les décisions référencées ci-dessus,

Vu le code de la construction, et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25 R.381-1 à R.381-6 ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6097/19/GM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

Vu le courrier de la SACOGIVA concernant la demande d'annulation de la décision 20171305500186, suite au rejet tacite du permis de construire en raison de l'avis défavorable de l'ABF

DECIDE :

- ARTICLE 1.** Est annulée la décision favorable ci-dessus accordée au bénéficiaire : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n°SIREN : 307502831).
- | | |
|-------------------------------------------------------|---------------------------|
| pour un prêt d'un montant maximum de : | 2 589 157,00 € |
| pour une subvention d'un montant maximum de : | 264 600,00 € |
| nécessaire à la construction ou à l'amélioration de : | 27 logement(s) locatif(s) |
| à réaliser à : Aix-en-Provence. | |
- ARTICLE 2.** La totalité des acomptes déjà payés au bénéficiaire de la subvention devront être reversés par celui-ci au Trésor Public.
- ARTICLE 3.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés , chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



19 / 8 14 / 03

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2019130550091

N° SIREN du maître d'ouvrage

307502831

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle

CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500123

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération :

CRISAFI

Constuction d'1 immeuble de 11 PLUS

45 rte de sisteron

13100 Aix-en-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

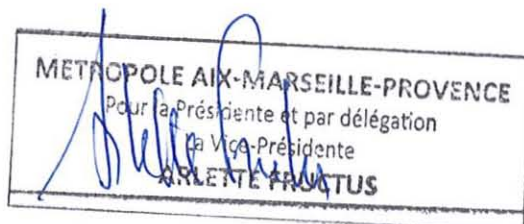
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la construction de 11 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 11 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 11 logements PLUS
- au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).
- ARTICLE 2.** Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quantités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	189 834,00	8,20%
Subvention Département	150 000,00	6,48%
Ville	330 000,00	14,76%
Sous-total Subventions	669 834,00	28,43%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	354 928,00	15,33%
Prêt CDC logement	575 205,00	24,85%
Prêts Autres	165 000,00	7,13%
Sous-total Prêts	1 095 133,00	47,31%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	550 000,00	23,76%
Sous-total Fonds Propres	550 000,00	23,76%
Total du Financement (I + II + III)	2 314 967,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 314 967,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 197 001,19 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	11	654,60 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	11	654,60 m²
Assiette *	:	1 197 001,19 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 11	Surface utile :	654,60 m²
Assiette : 1 197 001,19 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	717 276,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 103 315,00 €
Décision No : 20191305500123	Page : 3/4

Prestations intellectuelles et frais	258 508,00 €
Prix de revient H.T.	2 079 099,00 €
Montant de la TVA	235 868,00 €
Prix de revient TTC	2 314 967,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	3 536,46 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 8 15 / 03

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :

2019130550094

N° SIREN du maître d'ouvrage

307502831

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle

CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500148

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13082 Rognes

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération :

ROGNES - LE FONTANILLE

Acquisition en VEFA (COGEDIM) de 19 LLS

5 chemin de la Fanée

13840 Rognes

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-60077/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 15 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 15 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 9 logements PLUS
- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

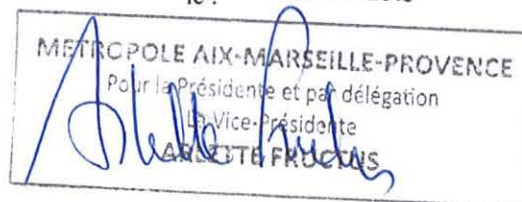
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	92 049,00	6,02%
Subvention Département	126 000,00	9,48%
Sous-total Subventions	218 049,00	16,40%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	340 332,00	25,60%
Prêt CDC logement	559 632,00	42,09%
Prêts Autres	135 000,00	10,15%
Sous-total Prêts	1 034 964,00	77,85%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	76 500,00	5,75%
Sous-total Fonds Propres	76 500,00	5,75%
Total du Financement (I + II + III)	1 329 513,00	

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	6,32%
Subvention EPCI	75 852,00	8,15%
Subvention Département	84 000,00	9,03%
Sous-total Subventions	218 652,00	23,50%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	218 134,00	23,44%
Prêt CDC logement	352 740,00	37,91%
Prêts Autres	90 000,00	9,67%
Sous-total Prêts	660 874,00	71,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	51 000,00	5,48%
Sous-total Fonds Propres	51 000,00	5,48%
Total du Financement (I + II + III)	930 526,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	210 000,00	9,29%
Subvention Etat	58 800,00	2,60%
Subvention EPCI	167 901,00	7,43%
Sous-total Subventions	436 701,00	19,32%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	912 372,00	40,37%
Prêt CDC foncier	558 466,00	24,71%
Prêts Autres	225 000,00	9,96%

Sous-total Prêts	1 695 838,00	75,04%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	127 500,00	5,64%
Sous-total Fonds Propres	127 500,00	5,64%
Total du Financement (I + II + III)	2 260 039,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 260 039,00	

B. CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 562 935,47 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	9	577,03 m²
Logements « Individuel »		

Taux pour le financement des logements « PLUS »	9	577,03 m²
Assiette *	:	911 301,74 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	412,61 m²
Logements « Individuel »		

Taux pour le financement des logements « PLA-I »	6	412,61 m²
Assiette *	:	651 633,73 €
Taux de subvention	:	9,02 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 15	Surface utile :	989,64 m²
Assiette : 1 562 935,47 €	SUBVENTION :	58 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,76 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	58 800,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	603 315,90 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 407 737,10 €
Prestations intellectuelles et frais	22 500,00 €
Prix de revient H.T.	2 033 553,00 €
Montant de la TVA	226 486,00 €
Prix de revient TTC	2 260 039,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 283,70 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 8 16 / D

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550267

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500146

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13082 Rognes

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération : ROGNES - LE FONTANILLE_PLS
5 chemin de la Fanée
13840 Rognes

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/GM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

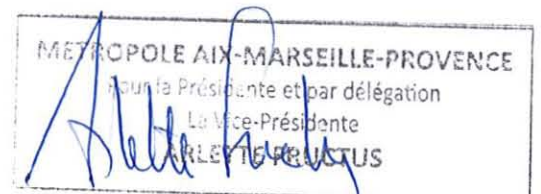
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention EPCI	20 217,00	3,31%	
Subvention Département	60 000,00	9,82%	
Sous-total Subventions	80 217,00	13,13%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	150 630,00	24,66%	1,36%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	155 650,00	25,48%	1,86%
Prêt complémentaire CDC	130 369,00	21,34%	1,86%
Prêts Autres	60 000,00	9,82%	
Sous-total Prêts	496 649,00	81,30%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	34 000,00	5,57%	
Sous-total Fonds Propres	34 000,00	5,57%	
Total du Financement (I + II + III)	610 866,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	610 866,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	279,82 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	4	279,82 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4	Surface utile :	279,82 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	163 029,60 €
Coût du bâtiment ou des travaux	380 402,40 €
Prestations intellectuelles et frais	6 000,00 €
Prix de revient H.T.	549 432,00 €
Montant de la TVA	61 434,00 €
Décision No : 20191305500146	Page : 3/4

Prix de revient TTC

610 866,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 183,07 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 03 2019
01.01.2019
01.03.2019

19 / 8 17 / D -

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550195

N° SIREN du maître d'ouvrage
573620754

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. UNICIL

11 RUE ARMENY

13006 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500130

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13040 Fuveau

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération :
FUVEAU - CROS DU PONT
CHEMIN DU CROS DU PONT
13170 FUVEAU

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 8 logement(s) locatif(s) sociaux dont 8 individuel(s) et 0 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS

- 2 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. UNICIL (n° SIREN : 573620754).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 19 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

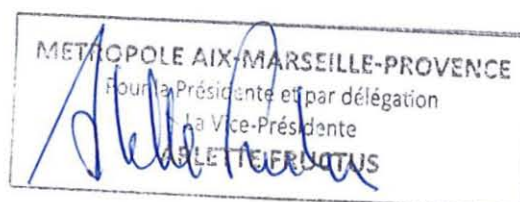
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	19 600,00	4,38%
Subvention Département	25 500,00	5,70%
Subvention EPCI	26 970,00	6,03%
Sous-total Subventions	72 070,00	16,10%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	131 443,00	29,36%
Prêt CDC logement	132 842,00	29,68%
1%.	10 000,00	2,23%
Prêts Autres	14 000,00	3,13%
Sous-total Prêts	288 285,00	64,40%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	87 268,00	19,50%
Sous-total Fonds Propres	87 268,00	19,50%
Total du Financement (I + II + III)	447 623,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	76 500,00	5,96%
Subvention EPCI	80 910,00	6,30%
Sous-total Subventions	157 410,00	12,26%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	394 330,00	30,71%
Prêt CDC logement	398 525,00	31,04%
1%.	30 000,00	2,34%
Prêts Autres	42 000,00	3,27%
Sous-total Prêts	864 855,00	67,35%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	261 803,00	20,39%
Sous-total Fonds Propres	261 803,00	20,39%
Total du Financement (I + II + III)	1 284 068,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	102 000,00	5,89%
Subvention Etat	19 600,00	1,13%
Subvention EPCI	107 880,00	6,23%
Sous-total Subventions	229 480,00	13,25%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	531 367,00	30,68%

Prêt CDC foncier	525 773,00	30,36%
Prêts Autres	56 000,00	3,23%
1%.	40 000,00	2,31%
Sous-total Prêts	1 153 140,00	66,59%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	349 071,00	20,16%
Sous-total Fonds Propres	349 071,00	20,16%
Total du Financement (I. + II. + III.)	1 731 691,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 731 691,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 279 900,45 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	6	560,67 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	560,67 m²
Assiette *	:	959 925,34 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »		
Logements « Individuel »	2	186,89 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	2	186,89 m²
Assiette *	:	319 975,11 €
Taux de subvention	:	6,13 %
SUBVENTION	:	19 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 8	Surface utile :	747,56 m²
Assiette : 1 279 900,45 €	SUBVENTION :	19 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	1,53 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	19 600,00 €
--------------	-------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	551 877,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	788 396,00 €
Prestations intellectuelles et frais	236 519,00 €
Prix de revient H.T.	1 576 792,00 €
Montant de la TVA	154 899,00 €
Prix de revient TTC	1 731 691,00 €
Décision No : 20191305500130	Page : 4/5

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 8 18 / D

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550170

N° SIREN du maître d'ouvrage
782678882

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500149

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13073 Peypin

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération :
Coeur Village
2 avenue des péguolières
13124 Peypin

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 7 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 7 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	6,87%
Subvention EPCI	15 000,00	3,51%
Sous-total Subventions	44 400,00	10,38%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	147 753,00	34,54%
Prêt CDC foncier	136 522,00	31,91%
Sous-total Prêts	284 275,00	66,45%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	99 131,40	23,17%
Sous-total Fonds Propres	99 131,40	23,17%
Total du Financement (I + II + III)	427 806,40	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	20 000,00	3,25%
Sous-total Subventions	20 000,00	3,25%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	229 339,00	37,28%
Prêt CDC foncier	211 907,00	34,45%
Sous-total Prêts	441 246,00	71,73%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	153 869,60	25,01%
Sous-total Fonds Propres	153 869,60	25,01%
Total du Financement (I + II + III)	615 115,60	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	2,82%
Subvention EPCI	35 000,00	3,36%
Sous-total Subventions	64 400,00	6,17%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	377 092,00	36,16%
Prêt CDC foncier	348 429,00	33,41%
Sous-total Prêts	725 521,00	69,57%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	253 001,00	24,26%
Sous-total Fonds Propres	253 001,00	24,26%
Total du Financement (I + II + III)	1 042 922,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 042 922,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 748 404,90 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	4	271,15 m ²
	Logements « Individuel »		
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		4	271,15 m ²
	Assiette *	:	455 163,26 €
	Taux de subvention	:	0,00 %
	SUBVENTION	:	0,00 €
Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
	Logements « Collectif »	3	174,69 m ²
	Logements « Individuel »		
<hr/>			
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		3	174,69 m ²
	Assiette *	:	293 241,64 €
	Taux de subvention	:	10,03 %
	SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 7	Surface utile :	445,84 m ²
Assiette : 748 404,90 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,93 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 29 400,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	337 244,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	529 956,00 €
Prestations intellectuelles et frais	96 356,00 €
Prix de revient H.T.	963 556,00 €
Montant de la TVA	79 366,00 €
Prix de revient TTC	1 042 922,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 339,23 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 8 19 / 0

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550053

N° SIREN du maître d'ouvrage
782678882

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500134

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13040 Fuveau

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : Les Jardins du Repos
2 PLUS 1 PLAI
RD 56
13710 Fuveau

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 3 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 3 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 2 logements PLUS
- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 9 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

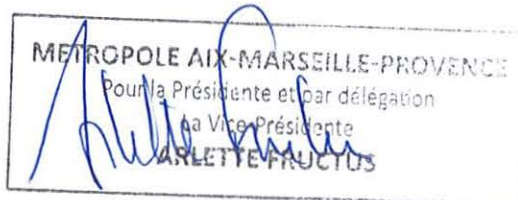
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	6,66%
Subvention EPCI	8 161,00	5,54%
Sous-total Subventions	17 961,00	12,20%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	50 753,00	34,48%
Prêt CDC foncier	39 476,00	26,82%
Sous-total Prêts	90 229,00	61,30%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	39 000,00	26,50%
Sous-total Fonds Propres	39 000,00	26,50%
Total du Financement (I + II + III)	147 190,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	15 523,00	4,94%
Sous-total Subventions	15 523,00	4,94%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	124 117,00	39,51%
Prêt CDC foncier	96 538,00	30,73%
Sous-total Prêts	220 655,00	70,23%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	78 000,00	24,83%
Sous-total Fonds Propres	78 000,00	24,83%
Total du Financement (I + II + III)	314 178,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	9 800,00	2,12%
Subvention EPCI	23 684,00	5,13%
Sous-total Subventions	33 484,00	7,26%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	174 870,00	37,90%
Prêt CDC foncier	136 014,00	29,48%
Sous-total Prêts	310 884,00	67,38%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	117 000,00	25,36%
Sous-total Fonds Propres	117 000,00	25,36%
Total du Financement (I + II + III)	461 368,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	461 368,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 262 864,03 €

Aide : PLUS		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	2		110,88 m²
Logements « Individuel »			
Totaux pour le financement des logements « PLUS »		2	110,88 m²
Assiette *	:		186 572,55 €
Taux de subvention	:		0,00 %
SUBVENTION	:		0,00 €
Aide : PLA-I		Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	1		45,34 m²
Logements « Individuel »			
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »		1	45,34 m²
Assiette *	:		76 291,48 €
Taux de subvention	:		12,85 %
SUBVENTION	:		9 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 3	Surface utile :	156,22 m²
Assiette : 262 864,03 €	SUBVENTION :	9 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,73 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 9 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	134 927,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	242 584,00 €
Prestations intellectuelles et frais	46 954,00 €
Prix de revient H.T.	424 465,00 €
Montant de la TVA	36 903,00 €
Prix de revient TTC	461 368,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 953,32 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 8 20 / D

DECISION DE FINANCEMENT COMPLÉMENTAIRE POUR PLAI ADAPTÉS

SUBVENTION SPÉCIFIQUE EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT D'UNE OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS TRÈS SOCIAUX

Numéro d'opération :

2019130550220

N° SIREN du maître d'ouvrage

751956624

Famille d'organisme

Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500137

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération :

Vert Parc Bellevue lot 243

14 avenue Prosper Mérimée

13014 Marseille - 14e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment son article R.331-25-1, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le code général des impôts et notamment ses articles 257 - 7° bis b et 278 sexies IV,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEYT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. Il est accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés d'un montant maximum de 18 630,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

Le calcul de la subvention et les caractéristiques techniques et financières de l'opération sont donnés en annexe.

ARTICLE 2. Cette subvention sera versée sur présentation des pièces justificatives de la réalisation de l'opération au moment du règlement pour solde dans les conditions définies à l'article R331-16 du CCH.

Le versement est conditionné par la signature de la convention prévue à l'article R 331-25-1 du CCH.

ARTICLE 3. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION

Aide : **PLAI adapté**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	18 630,00	16,04%
Autres	13 200,00	11,37%
Subvention Commune	5 000,00	4,31%
Subvention EPCI	16 000,00	13,78%
Subvention Département	11 612,00	10,00%
Conseil Régional	5 000,00	4,31%
Subvention Autres	11 611,00	10,00%
Sous-total Subventions	81 053,00	69,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	8 765,00	7,55%
Prêt CDC logement	21 295,00	18,34%
Sous-total Prêts	30 060,00	25,89%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	5 000,00	4,31%
Sous-total Fonds Propres	5 000,00	4,31%
Total du Financement (I + II + III)	116 113,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	116 113,00	

B. CALCUL DE LA SUBVENTION POUR PLAI ADAPTÉS

Prix de revient prévisionnel pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	116 113,00 €
Nombre de logements PLAI adaptés	1
dont 0 logement(s) destiné(s) aux grandes familles (T5 ou plus)	
Nombre de logements PLAI	1
Subvention accordée pour le(s) logement(s) PLAI adaptés	18 630,00 €
Calcul réalisé sur la base suivante:	
Montant suivant les valeurs de référence du PLAI adapté	18 630,00 €



19 / 8 2 1 / D



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550220

N° SIREN du maître d'ouvrage
751956624

Famille d'organisme
Tiers secteur

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT

10 che des grives

13013 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500138

Nature de l'opération

Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)

13214 Marseille - 14e arrondissement

Nature des logements

Logements originaux

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération :

Vert Parc Bellevue lot 243

14 avenue Prosper Mérimée

13014 Marseille - 14e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 1 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 1 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 1 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : COOP SOLIHA MEDIT- BATISS LOG INSERT (n° SIREN : 751956624).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 13 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

Il est également accordé une subvention complémentaire au titre du financement de logements PLAI adaptés.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

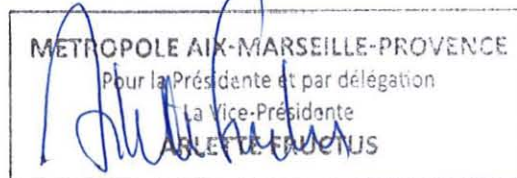
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	13 200,00	11,37%
PLAI adapté	18 630,00	16,04%
Subvention Commune	5 000,00	4,31%
Subvention EPCI	16 000,00	13,78%
Subvention Département	11 612,00	10,00%
Conseil Régional	5 000,00	4,31%
Subvention Autres	11 611,00	10,00%
Sous-total Subventions	81 053,00	69,81%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	8 765,00	7,55%
Prêt CDC logement	21 295,00	18,34%
Sous-total Prêts	30 060,00	25,89%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	5 000,00	4,31%
Sous-total Fonds Propres	5 000,00	4,31%
Total du Financement (I + II + III)	116 113,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	116 113,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 101 519,94 €

Aide : **PLA-I**

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

1

Surface utile

58,68 m²

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	1	58,68 m²
Assiette *	:	101 519,94 €
Taux de subvention	:	13,00 %
SUBVENTION	:	13 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 1	Surface utile :	58,68 m²
Assiette : 101 519,94 €	SUBVENTION :	13 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	13,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 13 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	85 300,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	19 127,26 €
Prestations intellectuelles et frais	9 773,00 €
Prix de revient H.T.	114 200,26 €
Montant de la TVA	1 912,74 €
Prix de revient TTC	116 113,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	1 978,75 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 8 22 / 0

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550056

N° SIREN du maître d'ouvrage
782678882

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500154

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13110 Trets

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : Patio Arte- avenue rené cassin
Avenue René Cassin
13530 Trets

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 6 logements PLUS
- 4 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 39 200,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

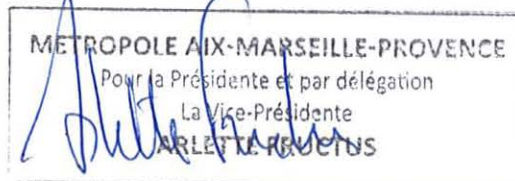
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	9,14%
Subvention EPCI	35 643,00	8,31%
Sous-total Subventions	74 843,00	17,45%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	118 499,00	27,63%
Prêt CDC foncier	123 911,00	28,89%
Sous-total Prêts	242 410,00	56,52%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	111 620,90	26,03%
Sous-total Fonds Propres	111 620,90	26,03%
Total du Financement (I + II + III)	428 873,90	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	50 425,00	7,26%
Sous-total Subventions	50 425,00	7,26%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	215 541,00	31,04%
Prêt CDC foncier	225 384,00	32,46%
Sous-total Prêts	440 925,00	63,50%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	203 030,10	29,24%
Sous-total Fonds Propres	203 030,10	29,24%
Total du Financement (I + II + III)	694 380,10	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	39 200,00	3,49%
Subvention EPCI	86 068,00	7,66%
Sous-total Subventions	125 268,00	11,15%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	334 040,00	29,74%
Prêt CDC foncier	349 295,00	31,10%
Sous-total Prêts	683 335,00	60,84%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	314 651,00	28,01%
Sous-total Fonds Propres	314 651,00	28,01%
Total du Financement (I + II + III)	1 123 254,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 123 254,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 809 226,63 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	333,50 m ²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	6	333,50 m ²
Assiette *	:	522 157,46 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €
Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	4	183,35 m ²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	4	183,35 m ²
Assiette *	:	287 069,17 €
Taux de subvention	:	13,66 %
SUBVENTION	:	39 200,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	516,85 m ²
Assiette : 809 226,63 €	SUBVENTION :	39 200,00 €
	Taux moyen de subvention :	4,84 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 39 200,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	306 342,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	561 627,00 €
Prestations intellectuelles et frais	102 114,00 €
Prix de revient H.T.	970 083,00 €
Montant de la TVA	153 171,00 €
Prix de revient TTC	1 123 254,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	2 173,27 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 8 2 3 / D 1

DECISION DE FINANCEMENT

POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :

2019130550050

N° SIREN du maître d'ouvrage

782678882

Famille d'organisme

Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. FAMILLE ET PROVENCE

Le Decisium B1

1 r mahatma gandhi

CS 60400

13090 Aix-en-Provence

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500150

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13118 Coudoux

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 3

Zonage "ABC" : Zone B

Exercice

2019

Opération :

Maison André

Avenue de la République

13111 Coudoux

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEY n° 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 10 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 10 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 7 logements PLUS

- 3 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. FAMILLE ET PROVENCE (n° SIREN : 782678882).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 29 400,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

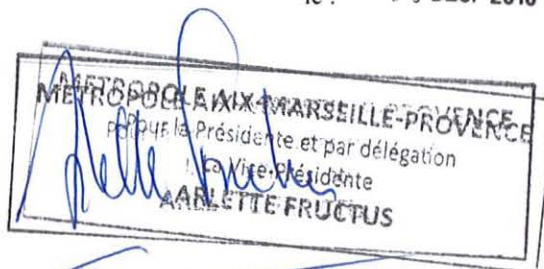
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : **19 DEC. 2019**



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	29 400,00	5,46%
Subvention EPCI	38 520,00	7,02%
Subvention Commune	24 803,27	6,35%
Sous-total Subventions	102 723,27	18,73%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	243 755,00	44,44%
Prêt CDC foncier	80 751,00	14,72%
Sous-total Prêts	324 516,00	59,17%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	121 227,55	22,10%
Sous-total Fonds Propres	121 227,55	22,10%
Total du Financement (I + II + III)	548 466,82	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	60 246,00	5,87%
Subvention Commune	70 196,73	6,84%
Sous-total Subventions	130 442,73	12,70%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	490 174,00	47,74%
Prêt CDC foncier	162 378,00	15,81%
Sous-total Prêts	652 552,00	63,55%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	243 770,45	23,74%
Sous-total Fonds Propres	243 770,45	23,74%
Total du Financement (I + II + III)	1 026 765,18	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Commune	105 000,00	6,67%
Subvention Etat	29 400,00	1,87%
Subvention EPCI	98 766,00	6,27%
Sous-total Subventions	233 166,00	14,80%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	733 939,00	46,59%
Prêt CDC foncier	243 129,00	15,43%
Sous-total Prêts	977 068,00	62,03%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	364 998,00	23,17%

Sous-total Fonds Propres	364 998,00	23,17%
Total du Financement (I + II + III)	1 575 232,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	1 575 232,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 022 843,59 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	7	398,45 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	7	398,45 m²
Assiette *	:	683 124,42 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	3	198,15 m²
Logements « Individuel »		
<hr/>		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	3	198,15 m²
Assiette *	:	339 719,17 €
Taux de subvention	:	8,65 %
SUBVENTION	:	29 400,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 10	Surface utile :	596,60 m²
Assiette : 1 022 843,59 €	SUBVENTION :	29 400,00 €
	Taux moyen de subvention :	2,87 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :	29 400,00 €
---------------------	--------------------

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	263 000,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 026 035,00 €
Prestations intellectuelles et frais	162 721,00 €
Prix de revient H.T.	1 451 756,00 €
Montant de la TVA	123 476,00 €
Prix de revient TTC	1 575 232,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 640,35 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 8 2 4 / D -

DECISION DE FINANCEMENT

POUR L'ACQUISITION ET L'AMELIORATION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550141

N° SIREN du maître d'ouvrage
475680815

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. VILOGIA

74 rue Jean Jaurès
BP 10430

59664 VILLENEUVE D'ASCQ

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500151

Nature de l'opération
Acquisition-Amélioration

Commune (Insee)
13211 Marseille - 11e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : SAINT-MENET 14LGTS + 1 COMMERCE
TRANSFORMATION D'UNE USINE EN LGTS SOCIAUX
30 AVENUE DE ST MENET
13011 Marseille - 11e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,
Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,
Vu le décret n° 98-331 du 30 avril 1998,
Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,
Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,
Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

- ARTICLE 1.** La présente décision porte agrément pour la réalisation de travaux d'amélioration, de transformation ou d'aménagement de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :
- 14 logements PLUS
- au bénéficiaire désigné : S.A. VILOGIA (n° SIREN : 475680815).
- ARTICLE 2.** Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 142 800,00 € imputée sur le :
- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
 - Subvention versée aux personnes de droit privé
- Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.
- ARTICLE 3.** La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.
- ARTICLE 4.** La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.
- ARTICLE 5.** La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).
- ARTICLE 6.** En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.
- ARTICLE 7.** La Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Acquisition)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	142 800,00	4,90%
Subvention EPCI	210 000,00	7,21%
Sous-total Subventions	352 800,00	12,11%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	911 196,00	31,27%
Prêt CDC logement	1 064 798,00	36,54%
Prêts Autres	210 000,00	7,21%
Sous-total Prêts	2 185 994,00	75,01%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	375 422,00	12,88%
Sous-total Fonds Propres	375 422,00	12,88%
Total du Financement (I + II + III)	2 914 216,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	2 914 216,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 1 596 087,49 €

Aide : PLUS

Logements « Collectif »
Logements « Individuel »

Nombre de logements

14

Surface utile

957,00 m²

Totaux pour le financement des logements « PLUS »

14

957,00 m²

Assiette *	:	1 596 087,49 €
Taux de subvention	:	8,95 %
SUBVENTION	:	142 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14	Surface utile :	957,00 m²
Assiette : 1 596 087,49 €	SUBVENTION :	142 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	8,95 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : **142 800,00 €**

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge immobilière H.T.	1 337 815,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 109 190,00 €
Prestations intellectuelles et frais	202 282,00 €
Prix de revient H.T.	2 649 287,00 €
Décision No : 20191305500151	Page : 3/4

Montant de la TVA	264 929,00 €
Prix de revient TTC	2 914 216,00 €
Prix de revient TTC au m ² de surface utile (PR/SU)	3 045,16 €/m ²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



19 / 8 2 5 / D _

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550088

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...
S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500141
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2019

Opération :
VILLAGE PROVENCAL - VEFA KAUFMAN & BROAD
VEFA de 21 PLAI, 31 PLUS et 22 PLS en ULS
Allée Etienne Lambert
13100 Aix-en-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT-002-6007/19 CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 52 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 52 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 31 logements PLUS
- 21 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 205 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

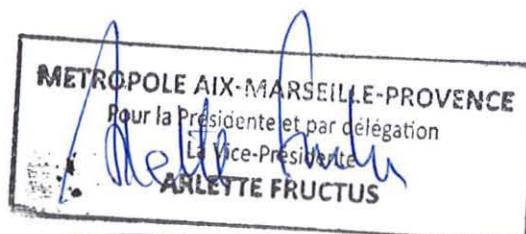
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	205 800,00	6,03%
Subvention EPCI	253 134,00	7,41%
Subvention Département	300 000,00	8,78%
Sous-total Subventions	758 934,00	22,22%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	914 953,00	26,79%
Prêt CDC logement	1 127 118,00	33,00%
Prêts Autres	315 000,00	9,22%
Sous-total Prêts	2 357 071,00	69,02%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	298 999,50	8,76%
Sous-total Fonds Propres	298 999,50	8,76%
Total du Financement (I + II + III)	3 415 004,50	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	287 126,00	6,40%
Subvention Département	450 000,00	10,04%
Sous-total Subventions	737 126,00	16,44%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 334 336,00	29,76%
Prêt CDC logement	1 648 678,00	36,77%
Prêts Autres	465 000,00	10,37%
Sous-total Prêts	3 448 014,00	76,89%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	298 999,50	6,67%
Sous-total Fonds Propres	298 999,50	6,67%
Total du Financement (I + II + III)	4 484 139,50	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	750 000,00	9,49%
Subvention Etat	205 800,00	2,61%
Subvention EPCI	540 260,00	6,84%
Sous-total Subventions	1 496 060,00	18,94%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	2 775 796,00	35,14%
Prêt CDC foncier	2 249 289,00	28,48%
Prêts Autres	780 000,00	9,87%

Sous-total Prêts	5 805 085,00	73,49%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	597 999,00	7,57%
Sous-total Fonds Propres	597 999,00	7,57%
Total du Financement (I + II + III)	7 899 144,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	7 899 144,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 5 397 415,83 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	31	2 050,90 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	31	2 050,90 m²
Assiette *	:	3 201 885,96 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	21	1 406,30 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	21	1 406,30 m²
Assiette *	:	2 195 529,87 €
Taux de subvention	:	9,37 %
SUBVENTION	:	205 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 52	Surface utile :	3 457,20 m²
Assiette : 5 397 415,83 €	SUBVENTION :	205 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,81 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 205 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 475 235,70 €
Coût du bâtiment ou des travaux	4 596 866,30 €
Prestations intellectuelles et frais	45 005,00 €
Prix de revient H.T.	7 117 107,00 €
Montant de la TVA	782 037,00 €
Prix de revient TTC	7 899 144,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 284,84 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

19 / 8 26 / D

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550264

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500139

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : VILLAGE PROVENCAL - VEFA KAUFMAN & BROAD_PLS ULS
Allée Etienne Lambert
13100 Aix-en-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 22 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 22 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 22 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257,278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

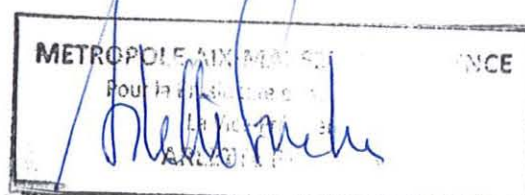
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Sous-total Subventions	0,00	0,00%	
II - Partie Prêts			
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	818 901,00	57,68%	1,85%
Prêt complémentaire CDC	651 940,00	42,32%	1,85%
Sous-total Prêts	1 470 841,00	100,00%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	1 470 841,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	1 470 841,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	22	1 470,64 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	22	1 470,64 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 22	Surface utile :	1 470,64 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	455 703,15 €
Coût du bâtiment ou des travaux	846 305,85 €
Prestations intellectuelles et frais	17 305,00 €
Prix de revient H.T.	1 319 314,00 €
Montant de la TVA	151 527,00 €
Prix de revient TTC	1 470 841,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	1 000,14 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1034
01 01 02
01 0344

19 / 8 27 / 0 -

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2017130550261

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500119

Nature de l'opération
Neuf

Commune (Insee)
13205 Marseille - 5e arrondissement

Exercice
2019

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Opération : Rue Saint Pierre - PLS
321 Rue saint Pierre
13005 Marseille - 5e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 4 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 4 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 4 logements PLS

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0,00	0,00%	
Subvention Département	250 405,00	35,00%	
Sous-total Subventions	250 405,00	35,00%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	162 763,00	22,75%	1,86%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	230 730,00	32,25%	1,86%
Autres	60 000,00	8,39%	
Sous-total Prêts	453 493,00	63,39%	
III - Partie Fonds Propres			
Fonds propres	11 545,00	1,61%	
Sous-total Fonds Propres	11 545,00	1,61%	
Total du Financement (I + II + III)	715 443,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	715 443,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS

Nombre de logements

Surface utile

Logements « Collectif »

4

238,86 m²

Logements « Individuel »

Totaux pour le financement des logements « PLS »

4

238,86 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 4

Surface utile :

238,86 m²

Assiette : 0,00 €

SUBVENTION :

0,00 €

Taux moyen de subvention :

0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION :

0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.

172 512,00 €

Coût du bâtiment ou des travaux

420 042,00 €

Prestations intellectuelles et frais

67 496,00 €

Prix de revient H.T.

660 050,00 €

Montant de la TVA

55 393,00 €

Prix de revient TTC

715 443,00 €

Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)

2 995,24 €/m²

Décision No : 20191305500119

Page : 3/4

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

31 1039
01 01 22
01 7394

DECISION DE FINANCEMENT
POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDÉS

Numéro d'opération :
2017130550260

N° SIREN du maître d'ouvrage
782855696

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

13 HABITAT

80 r albe

BP 31

13004 Marseille

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500120

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13205 Marseille - 5e arrondissement

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : Rue Saint Pierre
321 Rue saint Pierre
13005 Marseille - 5e arrondissement

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DÉCIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 14 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 14 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 8 logements PLUS

- 6 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : 13 HABITAT (n° SIREN : 782855696).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 58 800,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI

- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

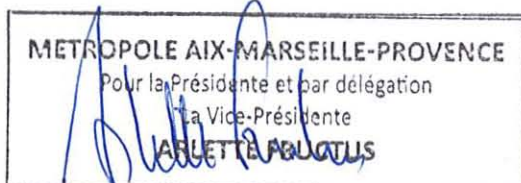
ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le :

19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLAI

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	58 800,00	4,27%
Subvention Département	453 902,00	32,93%
Subvention EPCI	18 000,00	1,31%
Sous-total Subventions	530 702,00	38,51%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	217 526,00	15,78%
Prêt CDC logement	384 374,00	27,89%
Autres	90 000,00	6,53%
Sous-total Prêts	691 900,00	50,20%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	155 624,00	11,29%
Sous-total Fonds Propres	155 624,00	11,29%
Total du Financement (I + II + III)	1 378 226,00	

Aide : PLUS

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention Département	605 203,00	36,73%
Subvention EPCI	24 000,00	1,46%
Sous-total Subventions	629 203,00	38,18%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	249 758,00	15,16%
Prêt CDC logement	441 329,00	26,78%
Autres	120 000,00	7,28%
Sous-total Prêts	811 087,00	49,22%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	207 498,00	12,59%
Sous-total Fonds Propres	207 498,00	12,59%
Total du Financement (I + II + III)	1 647 788,00	

Aide : Totalisation

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	1 059 105,00	35,00%
Subvention Etat	58 800,00	1,94%
Subvention EPCI	42 000,00	1,39%
Sous-total Subventions	1 159 905,00	38,33%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	825 703,00	27,29%
Prêt CDC foncier	467 284,00	15,44%
Autres	210 000,00	6,94%

Sous-total Prêts	1 502 987,00	49,67%
III - Partie Fonds Propres		
Fonds propres	363 122,00	12,00%
Sous-total Fonds Propres	363 122,00	12,00%
Total du Financement (I + II + III)	3 026 014,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	3 026 014,00	

B. CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE L'OPÉRATION

I.- Assiette de la subvention : 1 851 103,13 €

Aide : PLUS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	8	565,27 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLUS »	8	565,27 m²
Assiette *	:	989 393,87 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	6	492,32 m²
Logements « Individuel »		

Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	6	492,32 m²
Assiette *	:	861 709,26 €
Taux de subvention	:	6,82 %
SUBVENTION	:	58 800,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 14	Surface utile :	1 057,59 m²
Assiette : 1 851 103,13 €	SUBVENTION :	58 800,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,18 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 58 800,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	729 652,00 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 776 598,00 €
Prestations intellectuelles et frais	285 478,00 €
Prix de revient H.T.	2 791 728,00 €
Montant de la TVA	234 286,00 €
Prix de revient TTC	3 026 014,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 861,24 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.

DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550265

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire
Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision
20191305500143
Nature de l'opération
Neuf
Commune (Insee)
13001 Aix-en-Provence

Nature des logements
Logements ordinaires
Type de bénéficiaire
Ménages
Zone de prix
Zonage "123" : Zone 2
Zonage "ABC" : Zone A

Exercice
2019

Opération : DURANNE - VILLAGE PROVENCAL_PLS_ VEFA COGEDIM
Allée Etienne Lambert
13100 Aix-en-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DEVT 002-600719/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 17 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 17 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 17 logements PLS

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

La présente décision ouvre droit pour la réalisation de ces logements à un prêt PLS auprès : CDC

ARTICLE 2. Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

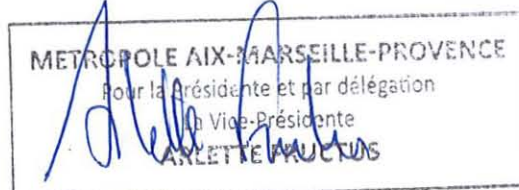
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC. 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : PLS

Financements	Montants	Quotités	Taux
I - Partie Subventions			
Subvention Etat	0 00	0,00%	
Subvention EPCI	72 636 00	3,04%	
Subvention Département	240 000,00	10,03%	
Sous-total Subventions	312 586,00	13,07%	
II - Partie Prêts			
CDC foncier PLS	708 529,00	29,51%	1,85%
CDC - PLS (ou PLI ou PSLA)	632 175,00	26,42%	1,85%
Prêt complémentaire CDC	484 535,00	20,25%	1,86%
Prêts Autres	255 000,00	10,66%	
Sous-total Prêts	2 080 231,00	86,93%	
III - Partie Fonds Propres			
Sous-total Fonds Propres			
Total du Financement (I + II + III)	2 392 917,00	100,00%	
Coût de l'opération / dépassement	2 392 917,00		

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 0,00 €

Aide : PLS	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	17	943,97 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLS »	17	943,97 m²

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 17	Surface utile :	943,97 m²
Assiette : 0,00 €	SUBVENTION :	0,00 €
	Taux moyen de subvention :	0,00 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

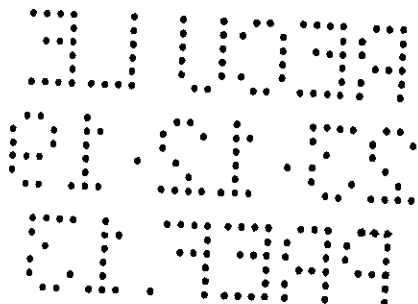
SUBVENTION : 0,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	744 771,30 €
Coût du bâtiment ou des travaux	1 383 146,70 €
Prestations intellectuelles et frais	21 311,00 €
Prix de revient H.T.	2 149 229,00 €
Montant de la TVA	243 688,00 €
Prix de revient TTC	2 392 917,00 €

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.



DECISION DE FINANCEMENT POUR LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS LOCATIFS AIDES

Numéro d'opération :
2019130550089

N° SIREN du maître d'ouvrage
307502831

Famille d'organisme
Entreprises HLM

Bénéficiaire Nom, raison sociale, forme ...

S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO

6 BIS r de la molle
CS 70835

13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Décisionnaire

Métropole d'Aix-Marseille-Provence

N° de décision

20191305500144

Nature de l'opération

Neuf

Commune (Insee)

13001 Aix-en-Provence

Nature des logements

Logements ordinaires

Type de bénéficiaire

Ménages

Zone de prix

Zonage "123" : Zone 2

Zonage "ABC" : Zone A

Exercice

2019

Opération : DURANNE - VILLAGE PROVENCAL_VEFA COGEDIM
Acquisition en VEFA de 17 PLA1, 22 PLUS et 17 PLS
Allée Etienne Lambert
13100 Aix-en-Provence

Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) et notamment ses articles R.331-1 à R.331-25-1 et R.381-1 à R.381-6, ainsi que les textes réglementaires pris pour leur application,

Vu le Code Général des Impôts (CGI) et notamment ses articles 257, 278 sexies A, 1384 A à D et les articles 315-0 bis A et suivant de l'annexe III,

Vu la convention de délégation de compétence en date du 20 juillet 2017 et l'avenant n° 3 pour l'année 2019 en date du 11/09/2019,

Vu la convention de mise à disposition des services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône en date du 20 juillet 2017,

Vu la délibération DÉVT 002-6007/19/CM du Conseil Métropolitain du 16 mai 2019,

DECIDE :

ARTICLE 1. La présente décision porte agrément pour la construction de 39 logement(s) locatif(s) sociaux dont 0 individuel(s) et 39 collectif(s) se décomposant comme suit :

- 22 logements PLUS
- 17 logements PLA-I

au bénéficiaire désigné : S.A. CONSTR GEST IMMO AIX-EN-PRO (n° SIREN : 307502831).

ARTICLE 2. Il est accordé une subvention d'un montant maximum de 166 600,00 € imputée sur le :

- Budget délégué de l'Etat à l'EPCI
- Subvention versée aux personnes de droit privé

Les caractéristiques financières de l'opération sont données en annexe.

ARTICLE 3. La présente ouvre droit au taux réduit de TVA en application du b) des articles 257, 278 sexies et 278 sexies A du C.G.I. Le nombre de logements, la nature et le montant des travaux sont précisés en annexe à la présente décision.

ARTICLE 4. La déclaration d'ouverture de chantier devra intervenir dans un délai de 18 mois à compter de la date indiquée ci-dessous.

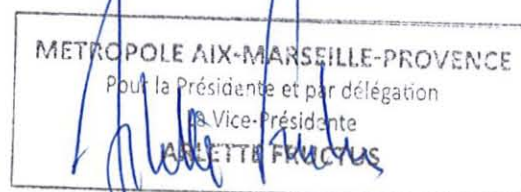
ARTICLE 5. La convention ouvrant droit à l'APL prévue au 3° de l'article L.351-2 du CCH doit être signée avant le versement du premier acompte (logements financés en PLUS, PLA-I ou PLUS-CD) ou la signature du contrat de prêt (logements financés en PLS ou PSLA).

ARTICLE 6. En cas de non réalisation, de réalisation partielle de l'opération ou de réalisation non conforme à l'objet de l'opération, la présente décision sera annulée et le montant des éventuels acomptes sera reversé par le bénéficiaire de la présente décision.

ARTICLE 7. Le Président de la Métropole Aix-Marseille Provence et le comptable assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à MARSEILLE

le : 19 DEC 2019



ANNEXE A LA DECISION DE SUBVENTION ET D'AGREMENT (5161 Neuf)

A. PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DE L'OPERATION (TVA à taux réduit)

Aide : **PLAI**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	166 600,00	5,36%
Subvention EPCI	230 262,00	7,41%
Subvention Département	240 000,00	7,72%
Sous-total Subventions	636 862,00	20,48%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	880 872,00	28,33%
Prêt CDC logement	1 336 608,00	42,99%
Prêts Autres	255 000,00	8,20%
Sous-total Prêts	2 472 480,00	79,52%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	3 109 342,00	

Aide : **PLUS**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Etat	0,00	0,00%
Subvention EPCI	233 567,00	6,30%
Subvention Département	330 000,00	8,90%
Sous-total Subventions	563 567,00	15,20%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC foncier	1 116 526,00	30,11%
Prêt CDC logement	1 698 248,00	45,80%
Prêts Autres	330 000,00	8,90%
Sous-total Prêts	3 144 774,00	84,80%
III - Partie Fonds Propres		
Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	3 708 341,00	

Aide : **Totalisation**

Financements	Montants	Quotités
I - Partie Subventions		
Subvention Département	570 000,00	8,36%
Subvention Etat	166 600,00	2,44%
Subvention EPCI	463 829,00	6,80%
Sous-total Subventions	1 200 429,00	17,61%
II - Partie Prêts		
Prêt CDC logement	3 034 856,00	44,51%
Prêt CDC foncier	1 997 398,00	29,30%
Prêts Autres	585 000,00	8,58%
Sous-total Prêts	5 617 254,00	82,39%
III - Partie Fonds Propres		

Sous-total Fonds Propres		
Total du Financement (I + II + III)	6 817 683,00	100,00%
Coût de l'opération / dépassement	6 817 683,00	

B. CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE L'OPERATION

I - Assiette de la subvention : 4 413 342,09 €

Aide : PLUS

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	22	1 495,21 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLUS »	22	1 495,21 m²
Assiette *	:	2 467 016,06 €
Taux de subvention	:	0,00 %
SUBVENTION	:	0,00 €

Aide : PLA-I

	Nombre de logements	Surface utile
Logements « Collectif »	17	1 179,63 m²
Logements « Individuel »		
Totaux pour le financement des logements « PLA-I »	17	1 179,63 m²
Assiette *	:	1 946 326,03 €
Taux de subvention	:	8,56 %
SUBVENTION	:	166 600,00 €

TOTAL DE LA DECISION

Nombre de logements : 39	Surface utile :	2 674,84 m²
Assiette : 4 413 342,09 €	SUBVENTION :	166 600,00 €
	Taux moyen de subvention :	3,77 %

(*) calcul au prorata des surfaces utiles.

TOTAL GENERAL DE LA DECISION

SUBVENTION : 166 600,00 €

II - Caractéristiques financières (TTC, Taux de TVA réduit)

Charge foncière H.T.	2 129 812,65 €
Coût du bâtiment ou des travaux	3 955 366,35 €
Prestations intellectuelles et frais	40 462,00 €
Prix de revient H.T.	6 125 641,00 €
Montant de la TVA	692 042,00 €
Prix de revient TTC	6 817 683,00 €
Prix de revient TTC au m² de surface utile (PR/SU)	2 548,82 €/m²

C. Principaux éléments de la convention ouvrant droit à l'APL

Les éléments de loyer ou de redevance de cette opération seront précisés lors de la signature de la convention APL.